

141315

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'ALLEMAGNE ET SES RELATIONS
AVEC LA RUSSIE DANS L'APRES-GUERRE FROIDE**



Ahmet Acar ATASEVEN

Directeur de recherche: Erhan BÜYÜKAKINCI, Professeur agrégé

Mémoire pour l'obtention du DEA "Union Européenne"

SEPTEMBRE 2003

Ma gratitude va en premier lieu à mon ami Pierre-Yves Meunier qui a bien voulu me consacrer son temps en vue de corriger mes fautes d'orthographe et qui m'a toujours encouragé moralement.

J'exprime également mes profondes reconnaissances à M.Erhan Büyükkakıncı qui a bien voulu diriger ce mémoire et qui m'a toujours soutenu pendant mon travail.

TABLES DES MATIERES.....	i
ABREVIATIONS.....	iii
CARTES ET TABLEAUX.....	iv
INTRODUCTION.....	1

PREMIERE PARTIE - POLITIQUE ETRANGERE ALLEMANDE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET PERSPECTIVES ORIENTALES DE CETTE POLITIQUE

Chapitre I - Le caractère général des relations bilatérales.....	6
Section I - Premiers pas entre la Russie et l'Allemagne.....	6
Section II - La période de la « Bipolarité Tendue ».....	10
Section III - Premiers signes d'atténuation de la Guerre Froide.....	13
Sous-section I - La politique de l'Est de l'Etat fédérale allemand.....	13
Sous-section II - La détente sous l'Angle des relations germano-sovietiques.....	16
Chapitre II - Les relations mutuelles pendant les périodes de Kohl et de Gorbatchev.....	19
Section I - La réunification de l'Allemagne sous les regards russes.....	19
Sous-section I - Dimension historique.....	19
Sous-section II - Traité de la réunification.....	21
Section II - Dissolution de l'URSS.....	25
Chapitre III - Transformations après la Guerre Froide.....	29
Section I - Effets globaux et régionaux de la réunification.....	29
Sous-section I - Transformations au niveau de l'OTAN et l'UE.....	29
Sous-section II - Pays de l'Europe centrale et orientale.....	32
Sous-section III - Les intérêts russo-germaniques dans la région baltique.....	36
Sous-section IV - Le problème de Kaliningrad.....	40
Section II - Transformations dans la Politique Etrangère Allemande.....	44

DEUXIEME PARTIE : ALLEMAGNE ET RUSSIE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Chapitre I - Périodes et approches.....	48
Section I - Epoque romantique (1989 – 1993).....	49
Section II - Rationalisation (1993 – 1997).....	52
Section III - La nouvelle génération et les nouvelles déclinaisons.....	55

Chapitre II – Nouvelles dimensions des relations germano-russes.....	60
Section I - Dimension économique.....	60
Section II - Les dimensions de la sécurité et de la défense des relations bilatérales.....	65
Sous-section I - Nouveau sens sécuritaire de la grande stratégie allemande.....	65
Sous-section II - Nouvelle place de la Russie dans l'édifice sécuritaire de l'Europe.....	71
Sous-section III - Le rôle des « minorités » au raffermissement de la domination régionale.....	76
Chapitre III - Projections pour le XXI^{ème} siècle.....	80
Section I - Perspectives orientale de l'Allemagne.....	80
Section II - Comment assurer la sécurité de l'Europe à partir des yeux des Allemands ?.....	84
Section III - Les Attentes et Projections : où vont l'Allemagne et la Russie.....	88
CONCLUSION.....	94
BIBLIOGRAPHIE.....	97
ANNEXES.....	101

ABREVIATIONS

CAEM	: Conseil d'Aide Economique Mutuelle
CCNA	: Conseil de Coopération Nord-Atlantique
CDU	: Union Chrétienne Démocrate
CEI	: Communauté des Etats Independants
CSCE	: Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe
CSN	: Concept de la Sécurité Nationale
CSU	: Union Chrétienne Sociale
EMU	: Union Economique et Monétaire
FMI	: Fonds Monétaire International
GFA	: Groupe des Forces Armées
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSCE	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	: Organisation du Traité d'Atlantique du Nord
OTV	: Organisation du Traité de Varsovie
PECO	: Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PESC	: Politique Etrangère et Sécurité Commune
PESD	: Politique Etrangère et Sécurité Autonome
PCUS	: Parti Communiste de l'Union Soviétique
RFA	: République Fédérale d'Allemagne
RDA	: République Démocratique d'Allemagne
SED	: Parti d'Unité Socialiste
SPD	: Parti Social-démocrate Allemand
UE	: Union européenne

CARTES ET TABLEAUX

Carte 1	Europe de la guerre froide.....	101
Carte 2	Pays candidats à l'adhésion dans l'UE.....	102
Carte 3	Europe de l'après-guerre froide.....	103
Tableau 1	Permanences et changements de la politique étrangère allemande dans l'après-Guerre Froide.....	45
Tableau 2	Commerce entre la Russie et l'UE de 1993 à 1997.....	104
Tableau 3	Les structures institutionnelles de la sécurité européenne.....	105



INTRODUCTION

« Les relations entre la Russie et l'Allemagne sont aujourd'hui loin d'être tendues, mais confiantes et amicales. Ceci est évidemment l'accomplissement de Boris Eltsine. Nous souhaitons construire ces relations sur les intérêts des deux côtés et en procédant en pleine confiance à l'espoir qu'une Russie libre, démocratique et orientée vers l'économie de marché, sera un partenaire pacifique, prévoyable et stable pour l'Allemagne et nos voisins. »

(Helmut Kohl, mars 1994)¹

« Les Russes et les Allemands sont les deux plus grandes nations de l'Europe. Leur rapport est décisif pour le destin du continent. »

(Boris Eltsine, avril 1994)²

La disparition du système soviétique et la réapparition de la Russie sur la scène internationale, l'absorption de l'Allemagne de l'Est par la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la réunification de l'Allemagne eurent un impact primordial sur l'édifice de la sécurité européenne et aussi sur toute la nature des relations internationales. L'Allemagne réunie s'arroge un rôle de meneur du vieux continent dans le but d'asseoir son statut de grande puissance, alors que la Russie agit en tant qu'acteur important qui, dans l'ère à venir, aura très certainement une influence remarquable sur les développements européens. Quelques soient les conditions du système internationale, l'Allemagne et la Russie auront des rôles décisifs -comme ils l'ont toujours eu historiquement- sur les projections sécuritaires du nouveau siècle et les futurs développements de l'un envers l'autre.

Les premiers contacts des puissances germanique et russe furent noués au XVII^{ème} siècle. Même avant cela, les peuples russes et allemands avaient des rapports commerciaux, mais certainement primitifs. En effet c'était le fameux tsar, Pierre le Grand qui, pour la première fois, invita les Prussiens en Russie afin qu'ils assistent le développement économique et technique du pays. Pierre le Premier en visa simplement à atteindre les objectifs pragmatiques quotidiens de son pays.

¹ A.E.Stent, *Russia and Germany Reborn - Unification, The Soviet Collapse, and The New Europe*, New Jersey, Princeton Univ. Press, 1999, p.151.

² *Ibid.*, p.151.

Pourtant à l'époque de Catherine II, la situation commença à changer définitivement puisque cette fois-ci beaucoup plus de Prussiens furent amenés en Russie. La tsarine accorda une importance primordiale aux Prussiens ainsi, elle les fit s'installer dans la région de Volga où ils s'améliorèrent considérablement leurs influences non seulement en matière de commerce et d'économie, mais aussi dans les domaines administratifs, politiques et intellectuels. Au XVIII^{ème} siècle, lorsque la Russie s'empara une à une des unités politiques dans la région baltique, « l'effet prussien » agrandi ainsi de plus en plus et la noblesse allemande et les collectivités commerciales allemandes, s'étant installées dans cette région, trouvèrent l'opportunité d'assumer des rôles plus décisifs qu'auparavant, notamment dans la vie économique et politique.

Au milieu du XIX^{ème} siècle, grâce à l'idéologie socialiste de Marx et d'Engels, l'influence germanique obtint une importance centrale sur la vie politique de la Russie tsariste et notamment à propos de la création d'une idéologie similaire, néanmoins russifiée. D'autre part, à la fin du même siècle, la sociale démocratie allemande fut considérée comme la véritable menace par les Russes, notamment à propos des intérêts de la classe ouvrière. La situation était sans doute ironique, mais elle montrait toutefois les larges dimensions de l'influence allemande sur la Russie. D'ailleurs dès lors, l'Allemagne fut désormais plus qu'un simple pays influent sur les affaires russes, à savoir qu'elle devint la majeure rivale de la diplomatie russe. En effet, c'est après la création du *Reich* sous Bismarck que l'Allemagne fut adoptée comme une véritable « question » géopolitique par la Russie. Dans le cadre des politiques internationales, les deux pays devinrent progressivement des centres de référence pour l'un envers l'autre. Après sa première unification sous Bismarck, l'Allemagne, s'étant amélioré ses potentiels à la fois militaires et industrielles dans le cadre des tentations expansionnistes, tentait de s'étendre notamment sur toute l'Europe centrale. En tant qu'adversaire en Europe centrale et orientale, la Russie considérait l'Allemagne comme menace pour son intégrité territoriale, ainsi, elle développa une politique brutale de domination en Europe centrale et orientale en vue d'affaiblir l'influence allemande. Cette attitude continua aussi durant l'ère soviétique et même jusqu'au début de la Seconde Guerre Mondiale. Mais l'histoire nous démontre que, par rapport à la politique de *Détente* que l'Allemagne poursuivit après

la Seconde Guerre Mondiale, la politique de domination des soviétiques était inerte et échoua évidemment.

En tant que rivaux à part des sujets d'intérêts stratégiques, l'Allemagne et la Russie étaient tout de même des partenaires commerciaux irremplaçables. Même au cours de la Grande Guerre, leurs rapports économiques concernant surtout le commerce clandestin des matériaux de guerre, ne subirent pas de graves dommages. Par ailleurs, la normalisation des relations bilatérales fut achevée justement grâce à la signature de l'Accord de Rapallo (1922) qui est toujours une des bases morales des relations germano-russes contemporaines. Au-delà d'une dizaine d'années où les relations bilatérales rompirent gravement, y compris l'époque hitlérienne et la Seconde Guerre Mondiale, les deux pays purent protéger cette base. Par contre après la Guerre, la question allemande devint plus complexe pour l'Union soviétique qu'auparavant. Elle lui fallait désormais de garder un fragile équilibre entre les deux Etats allemands en ce qui concerne la fortification de la sécurité soviétique et le contrôle de ses propres intérêts dans les pays de L'Europe centrale et orientale. Dans ce contexte, le « danger » de l'Allemagne de l'Ouest servit initialement comme un prétexte pour la légitimité hégémonique de Moscou.

Quant à l'Allemagne, elle développa une politique de réaction habile, appelée comme l'*Ostpolitik*, contre celle de l'hégémonie absolue des soviétiques, dans le but d'adoucir ses rapports en Europe centrale et orientale, et avec la République Démocratique d'Allemagne (RDA) en particulier. Elle ne tarda évidemment pas à récolter les fruits de l'*Ostpolitik* puisque les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) commencèrent progressivement à adopter une ligne proche à la celle de la politique étrangère allemande. Au début des années 80, ses relations avec les PECO et notamment avec la RDA s'améliorèrent davantage, ses revenus économiques redoublèrent et son prestige se progressa d'une manière remarquable. Cependant, les relations germano-soviétiques avancèrent sur une ligne positive, stable et prévisible, ainsi, une période de double détente eut lieu entre URSS-RFA et RFA-RDA. D'autre part, ce nouveau climat ébranla éventuellement la stabilité de la RDA qui est basée sur la politique d'isolation du stalinisme. Pourtant, grâce à Gorbatchev qui fit débiter une politique révolutionnaire de transparence et de

restructuration, la période de détente progressa étonnamment et il ne resta plus que certains détails devant la réunification de l'Allemagne.

Même si c'était principalement les négociations entre la RFA et l'URSS qui étaient déterminantes durant le processus de réunification, il est néanmoins difficile d'estimer que la RDA y était rendue entièrement passive ou fut simplement absorbée par la RFA. La réalisation d'une réforme politique et de l'adoption du système économique libéral furent exigés vivement par la population de la RDA malgré l'opposition du pouvoir. Le pouvoir en RDA ne put évidemment résister bien longtemps à un mouvement qui prenait de plus en plus l'aspect d'une levée en masse et fut obligé finalement d'admettre la réunification. Par ailleurs, c'était l'Etat et le régime politique de la RDA qui furent absorbés par les institutions de la RFA, mais les essentiels éléments politiques et économiques de la vie sociale continuent actuellement à exister au sein de l'Allemagne réunie. Pour cette raison, durant notre travail, nous utilisons le terme de « la réunification de l'Allemagne » plutôt que « l'absorption de l'Allemagne de l'Est dans l'Allemagne fédérale ».

Cette étude vise à examiner la renaissance de deux grandes puissances de l'après-Guerre Froide qui, à propos des interactions du passé et du présent, continuent toujours à se débattre dans leurs héritages historiques et leur présent statut dans le cadre des relations internationales. Notre étude entreprend par ailleurs d'analyser l'évolution des relations bilatérales germano-russes dans l'après-Guerre Froide, notamment en prenant en considération les différentes dimensions de leurs rôles afin de déterminer l'avenir de l'édifice sécuritaire de l'Europe. A partir de ce point, nous tenterons de discuter le point suivant : Si, dans l'ère à venir, l'Allemagne pouvait mener à un achèvement parfait de l'intégration européenne, elle deviendrait alors une puissance mondiale de premier plan ; dans ce cadre, la Russie sera-t-elle un obstacle ou tout au contraire un facteur central qui renforcera cette évolution ?

Notre travail comprend deux parties. A la lumière d'une perspective orientale de l'Allemagne recentrée sur l'URSS -plus tard la Russie-, la première partie propose l'observation des principales transformations de la politique étrangère allemande de la fin de la Seconde Guerre Mondiale au début de l'après-Guerre Froide. Tout d'abord, à partir de la dimension historique des rapports germano-russes, nous

visons à exposer la contradiction que les deux pays développèrent durant la période de la Guerre Froide et les conditions grâce auxquelles leurs relations entrèrent dans une phase de normalisation. Ensuite, nous observons les événements importants engendrant la fin significative de la Guerre Froide et la formation du nouveau status-quo, actuellement toujours en état de transition. Nous concluons la première partie en montrant, comment l'Europe fut restructurée à la lumière des nouvelles attentes sécuritaires et des effets régionaux des intérêts variables, puis en traitant brièvement du nouveau rôle de l'Allemagne et aussi de la réorientation de la politique étrangère allemande.

Dans la seconde partie, nous observons les effets de la réunification allemande et la désintégration soviétique sur l'édifice sécuritaire de l'Europe et analysons notamment l'habileté des deux pays à s'adapter aux changements immédiats de la politique internationale. Le premier chapitre de la deuxième partie comprend l'observation des périodes de transition -surtout en Russie où de grandes agitations eurent lieu en très peu de temps- et les nouvelles idées réformatrices créées par des nouvelles générations. Dans le deuxième chapitre, nous entreprenons d'analyser les dimensions économiques et sécuritaires des relations bilatérales et multilatérales germano-russes par la voie de la nouvelle perspective de dépendance qu'ils provoquèrent. Par ailleurs, nous indiquons les points concernant les actuelles projections stratégiques des deux pays sur la nouvelle structure de la sécurité européenne. La manipulation des minorités d'origine allemande et russe en vue de fortifier la sécurité nationale et la domination régionale est le dernier sujet que nous traitons dans ce chapitre. Dans le dernier chapitre, nous cherchons une réponse à la question suivante : quel sera le rôle de l'Allemagne dans le nouveau siècle à la lumière de son multilatéralisme et sa perspective orientale et en tenant compte de ses projections stratégique notamment au sujet de la sécurité européenne. Finalement dans le cadre des différents scénarios, nous évoquons les caractéristiques historiques de l'Allemagne et de la Russie pour envisager vers quelles directions celles-ci les conduiront.

PREMIERE PARTIE – POLITIQUE ETRANGERE ALLEMANDE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET PERSPECTIVES ORIENTALES DE CETTE POLITIQUE

Chapitre I - LE CARACTERE GENERAL DES RELATIONS BILATERALES

Tous les peuples doivent tirer certaines leçons de leur histoire mais parmi eux, surtout ceux qui ont la capacité de laisser des empreintes indélébiles sur les événements majeurs et déterminants du monde. La moindre action de ces Etats peut facilement influencer la conduite des politiques et des économies du monde entier, au-delà de leurs estimations et prévisions. Depuis des siècles, l'Allemagne et la Russie en ont fait la preuve, mais surtout au XX^{ème} siècle où ces deux pays ont influencé radicalement le monde puisque les conséquences de leurs actes ont transformé toute la géographie politique internationale. D'une part le nazisme a menacé les vies de dizaines de millions de personnes et toutes les valeurs de l'humanité moderne d'autre part, l'avènement du socialisme a engendré un monde bipolaire faisant ressentir pour un demi siècle, aux différents peuples, le souffle de la mort sous la silhouette des armes de destruction massive. Pour comprendre les situations et les stratégies entraînant à la Guerre Froide il faut feuilleter les pages de l'Histoire. Dans cette section nous essayerons ainsi de montrer brièvement l'évolution des relations mutuelles entre l'Allemagne et la Russie, de sa naissance jusqu'au début de la Guerre Froide.

Section I - Premiers pas entre la Russie et l'Allemagne

L'histoire nous montre que l'Allemagne se trouve au centre des rapports qu'à la Russie avec l'Europe que ce soit du point de vue économique et politique puisque, l'Allemagne fut le plus important partenaire de la Russie. Si nous remontons le temps, nous constatons que ces relations commencèrent bien avant la Révolution socialiste d'octobre. Les premiers contacts économiques et d'assistance technique aient noués à l'époque de « Pierre le Grand », époque à laquelle les Prussiens possédaient un haut niveau de développement dans les domaines de la technique et principalement de l'industrie (des matériaux) de guerre. Leur niveau et leur potentiel économique étant plus évolué que ceux des Russes, ceux-ci n'hésitèrent pas à faire un effort pour en profiter, et montrèrent qu'ils attachaient de l'importance aux

relations germaniques. Cependant la Prusse n'en montra pas autant, car que de manière générale elle avait d'autres alternatives. Si nous envisageons une certaine dépendance russe de l'économie prussienne, cela comprend les produits manufacturés et le partenariat technologique dans des différents domaines de l'industrie.³ D'autre part, il faut souligner que l'intérêt des Allemands ne concernait uniquement pas la Russie, mais encadrait aussi les rapports commerciaux et culturelles avec les pays baltes et les pays de l'Europe centrale en particulier. La construction de St-Petersbourg et de Königsberg (plus tard Kaliningrad) par les Allemands est ainsi un bon exemple à leurs collectivités dans différents niveaux et à leur présence régionale.

Par ailleurs, quand l'économie allemande s'affaiblit ou quand l'Allemagne eut besoin d'une position importante dans les affaires européennes, le premier pays avec lequel elle se rapprocha et coopéra ce fut la Russie, comme l'Accord de Rapallo, ratifié en 1922 et visant à accélérer la coopération économique en fait preuve. Bien que l'Allemagne ait signé l'Accord de Locarno en 1925 pour se rapprocher de la France, les bonnes relations entre la Russie et l'Allemagne n'en subirent pas de dommages grâce aux efforts du fameux ministre des affaires étrangères allemand de l'époque, Gustav Stresemann, lequel, par sa politique d'équilibre permit le succès de l'adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations en 1926.⁴ En cette année, l'Allemagne conclut un accord annexe pour celer les relations de bon voisinage et de non-agression. Après la crise économique mondiale de 1929, cette situation changea brusquement.

L'influence allemande n'était pas seulement au niveau économique mais touchait aussi la dynastie russe. Ainsi, comme la fameuse tsarine Catherine II (la Grande), la dernière tsarine russe Alexandra Fyodorovna, épouse de Nicolas II, était d'origine prussienne.⁵ Comme Pierre le Grand, Catherine II aussi amena les

³ A.E.Stent, *op.cit.*, p.5.

⁴ İ.S.Canbolat, *Değişen Dünya ve Alman Dış Politikası*, İstanbul, Ezgi Kitabevi Yay., 1995, pp.38-40.

⁵ Les Prussiens étaient à la fois les principaux éléments et les fondateurs de l'Allemagne d'aujourd'hui. Le créateur de la première unification, Bismarck, était cependant le premier ministre de l'Etat prusse où les tentations orientalistes et territorialistes occupaient une place particulière dans la société. En Prusse, les structures agricoles étaient primordiales parmi les affaires économiques, mais dans d'autres régions germaniques, c'était les affaires commerciales qui dominaient. Les Prussiens présentaient tout simplement l'aspect d'une population corporatiste, étatiste et même militaire. Mais

Prussiens en Russie et les fit s'installer dans des villages particuliers nommés *raïons* pour qu'ils y deviennent agriculteurs.⁶ A cette époque les Prussiens commencèrent à occuper une place assez importante dans la vie politique quotidienne russe, mais, c'est surtout au XVIII^e siècle, à la suite de l'acquisition des pays baltes que la noblesse prussienne prit un rôle décisif dans l'administration et l'intelligentsia russe puisque, un tiers des officiers du haut gouvernement était d'origine prussienne. Paradoxalement, à cette époque, la minorité prussienne représentait seulement 1% de la population mais fournissait 75% des officiers du Ministère des Affaires Etrangères appartenant à la minorité prussienne venant des pays baltes.⁷ Ainsi, la « puissance prussienne » en Russie n'avait aucun rapport avec le pourcentage de sa population.

Au XIX^{ème} siècle, la philosophie allemande, notamment celle de Schelling et de Hegel, prit une place déterminante sur la vie intellectuelle russe et influença beaucoup les intellectuels russes de gauche et de droite en servant aussi le développement du slavophilisme. Les Russes montraient une sympathie pour la philosophie allemande, mais pas pour les Allemands qui vivaient dans leur pays⁸, une situation particulière que nous retrouvons même dans des périodes de rapprochement.

Cette influence ne fut pas forcément à sens unique et l'inverse eut parfois lieu, surtout juste avant et après la Révolution bolchevique, lorsque les fractions marxistes devinrent très influentes sur la vie politique de l'Allemagne du début de XX^{ème} siècle. D'après Lénine et ses compagnons, la structure sociale démocrate de l'Allemagne était la plus sérieuse rivale internationale à cause de son influence potentielle sur les classes ouvrières, ceci expliquant la politique suicidaire de coopération de Staline avec les Nazis⁹, ayant été exercée entre les années 1928 et 1934, dans l'intention de lutter contre les sociaux-démocrates.

quant aux Allemands, il faut y ajouter la notion d'une productivité commerciale, industrielle voire intellectuelle alors qu'ils entament une identité supérieure comprenant à la fois les Prussiens.

⁶ *Raïons* veut dire le quartier allemand. D.Yergin et T.Gustafson, traduit par Ö.Arikan, *Rusya 2010 ve Dünyadaki Yeri*, İstanbul, Sabah Kitapları, 1994, p.20.

⁷ *Ibid*, p.21.

⁸ Pour plus de détails, voir. A.E. Stent, *op. cit.*, p.4.

⁹ *Ibid*, p.5.

L'importance des sujets géopolitiques s'intensifia en particulier à la fin du XIX^{ème} siècle, et ne fut pas seulement valable pour toutes relations entre différents Etat-nations, mais fut aussi valable et importante pour tous les territoires d'Europe orientale. Sous Bismarck, les efforts pour unifier les territoires allemands se sont intensifiés, notamment entre les années 1848 et 1870, avec deux faits principaux qui devinrent déterminants pour l'histoire allemande : l'effort pour créer, enfin, une Etat-nation et la primauté des affaires étrangères.¹⁰ Le besoin d'obtenir certains avantages géostratégiques et influences politiques sur les pays alentours fit entrer l'Allemagne en compétition avec la Russie, et, conformément aux données géostratégiques régionales, le terrain idéal pour concourir était l'Europe centrale et orientale. D'une part la Russie essayait de bâtir certaines associations avec l'Allemagne et d'autre part elle la considérait comme une menace pour la défense territoriale et pour ses intérêts sur les PECO. Donc au XX^{ème} siècle, les deux grandes agressions allemandes sur la Russie firent finalement penser que les Russes eurent raison d'avoir une telle inquiétude, et ils constatèrent que leur politique était très raisonnable surtout si nous la considérons à la lumière des événements de la Guerre Froide. Les Russes ne cessèrent jamais d'attacher de l'importance à ce sujet pour assurer la survie de leur propre-patrie.

Bien que les deux pays aient toujours été en confrontation quand leurs intérêts géopolitiques se divergeaient, cela n'empêcha pas vraiment le développement des rapports comme par exemple à la fin du XVIII^e siècle, lorsque l'idée commune de « l'antisémitisme » se développa. Chaque pays lui donna un sens selon son intérêt : En Russie les fractions antisémites traitèrent les Juifs d'agents du capitalisme et inversement en Allemagne, les groupes antisémites les accusèrent d'être des agents du socialisme. Comme Hitler, Staline n'accepta pas la présence des Juifs.¹¹ En fait, Staline essaya en toute sincérité de trouver un accord avec la France et l'Angleterre alors que ni l'un ni l'autre ne le souhaitaient du fait de tendances intérieures anti-communistes. Finalement au mois d'août 1939, Staline signa un protocole avec les Nazis¹², qui fit long feu. Car, en fin de compte, c'était la confrontation des ambitions impérialistes qui y dominait. Ce désaccord fit s'éloigner les deux pays et l'équilibre du

¹⁰ I.S.Canbolat, *op. cit.*, p.26.

¹¹ Mais dans un sens complètement différent de celui d'Hitler. Staline ne les acceptait pas à cause de leur résistance à la participation au système économique et social du pays.

¹² A.E. Stent, *op. cit.*, p.8.

principe de pouvoir classique dans les relations internationales se transforma totalement.

Historiquement, l'Allemagne et la Russie développèrent des relations ambivalentes d'adversité et de partenariat. Au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, elles s'allièrent ; dans les années 1920-1930, les Allemands fournirent une assistance technique et des informations pour la modernisation de l'Armée Rouge ; puis pendant la Seconde Guerre Mondiale, elles prirent place dans des camps opposés.¹³ Continuellement les Allemands et les Russes ne rompront jamais leurs relations et ce lien sera toujours déterminant dans les affaires internationales, surtout pendant la période de la Guerre Froide.

Section II - La période de la « Bipolarité Tendue »

Lors de la formation des conditions préparatoires de la Seconde Guerre Mondiale, les rapports germano-russes commencèrent graduellement à s'atténuer. Après un certain temps, les ambitions pragmatiques de la politique étrangère des Nazis devinrent très agressives, voire violentes, c'est pourquoi depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les Allemands payèrent beaucoup pour leur agression et les dommages qu'ils causèrent. Ils furent humiliés dans l'opinion publique internationale -dans certains débats ils le sont encore parfois- subirent des sanctions politiques et militaires très lourdes, mais pire, perdirent leur unité et leur patrie. Les Etats-Unis, la France et l'Angleterre occupaient 60% du territoire de l'Allemagne et L'URSS les 40% restants, comprenant 36% de la population et 33% de toutes les ressources allemandes.¹⁴

Les vainqueurs divisèrent l'Allemagne en deux¹⁵ : d'une part la RFA qui entra dans l'orbite du camp atlantique, et d'autre part la RDA devenant satellite du camp socialiste (Voir annexe I - carte 1). La souveraineté des deux nouveaux pays fut donc très limitée et même artificielle, si bien que la canalisation des intérêts pragmatiques

¹³ D.Yergin & T.Gustafson, *op. cit.*, p.21.

¹⁴ Pour plus de détails, voir. O.Sander, *Siyasi Tarih, Tome II*, Ankara, Imge Kitabevi, 1998, p.200

¹⁵ Cela était une des conséquences qui est entamée par l'ordre de la Conférence de Yalta (le 11 février 1945) ainsi les autres étaient l'obtention d'un rôle décisif des superpuissances dans les affaires européennes, la création de deux systèmes d'alliances militaro-politique (OTAN/CEE-OTV/CAEM), la dissuasion nucléaire et l'apparition d'un petit groupe de pays neutres et non-alignés. Sur ce point, voir. A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2000, p.76 et aussi B.Oran, *Türk Dış Politikası - Tome I*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002, p.472 .

des deux camps fut le seul facteur déterminant surtout dans la politique étrangère des deux Allemagnes. Certains théoriciens en sciences politiques appelèrent ce nouvel ordre mondial le jeu d'addition nulle où personne pouvait gagner. Quand l'un des deux mettait au point une innovation ou tentait une attaque pour prouver sa supériorité, l'autre l'imitait immédiatement et essayait de le surpasser pour compenser la distance¹⁶ entraînant ainsi une course aux armements, sorte de spirale infinie dont personne ne pouvait sortir vainqueur.

Cette situation fut instaurée à la suite d'une série de conférences durant les quelles les quatre vainqueurs tombèrent d'accord sur trois motivations principales : Anti-militarisme (démilitariser l'Allemagne afin qu'elle ne représente plus jamais un facteur risque pour le maintien de la paix en Europe), Anti-fachisme (détruire totalement le national socialisme), Anti-monopolisme (accepter l'Allemagne comme une puissance économique et lui donner la possibilité d'entrer en concurrence avec les autres pays).¹⁷ Après un demi-siècle, nous constatons actuellement les résultats de ces motivations que nous développerons plus tard. Mais brièvement, l'influence des Alliés pour assurer une atmosphère libérale à l'Allemagne et pour qu'elle développe sa structure économique, dépassa toutes les prévisions. L'économie allemande se développa miraculeusement dans la première partie des années 50 et l'Allemagne devint le géant économique des années 60 et 70 que nous connaissons ou selon certains elle retrouva son pouvoir impérialiste. D'ailleurs, c'est aussi grâce à son potentiel économique et à ses capacités à créer de la valeur ajoutée que les pays vainqueurs peinèrent à la partager. Même si d'autres raisons entrèrent en jeu, les causes essentielles furent les intérêts économiques et donc les projections à venir des deux côtés.

Si d'après les Alliés, il fallait renforcer l'Allemagne et lui donner le rôle qu'elle méritait pour canaliser ses nouvelles ambitions potentielles et probablement dangereuses et pour garder au moins une partie du pays dans leur camp, de l'autre côté, l'Union soviétique et donc Staline, prit l'Allemagne de l'Est comme une zone tampon contre les menaces militaires de l'Ouest. De plus, une Allemagne divisée ne

¹⁶ R.H.Donaldson & J.L.Nogee, *The Foreign Policy of Russia : Changing Systems, Enduring Interests*, Londres, M.E.Sharpe publ., 1999, p.189.

¹⁷ Les conférences déterminants la situation après la guerre dont nous venons de parler ci-dessus sont Casablanca et Téhéran (1943), Québec (1944), Yalta et Potsdam (1945). Sur ce point, voir. I.S.Canbolat, *op. cit.*, p.45.

pourrait avoir un rôle efficace et décisif au niveau de la balance du pouvoir européen facilitant ainsi la domination de la Russie en Europe. Staline envisagea aussi d'acquérir des bénéfices économiques comme réparation de guerre, moyen lui permettant de manipuler l'économie de l'Allemagne de l'Est pour compenser le déficit de son système économique. De cette manière il prouverait une fois encore la légitimité du modèle soviétique et fortifierait l'Etat bureaucratique soviétique, autrement dit « l'absolutisme bureaucratique ».¹⁸

Les développements jusqu'à la fin des années 50 justifiaient les projections des deux côtés. La République fédérale obtint de nombreux supports et privilèges du côté occidental et soviétique, alors que l'URSS, dans sa sphère d'influence, put facilement manipuler et même dicter les actes de l'Allemagne de l'Est durant la bipolarité tendue. Plusieurs fois, ni l'Union soviétique, ni les Etats-Unis n'hésitèrent à faire monter la tension internationale selon leurs intérêts jusqu'à ce qu'un événement très critique, la crise de la Baie des Cochons à Cuba (avril 1961), change fondamentalement toute l'atmosphère internationale. Jamais le monde ne fut si proche d'un conflit nucléaire. Pour la première fois, la montée de la tension obligea les deux côtés à faire preuve de bon sens et de prudence engendrant ainsi la période de détente au début des années 60.

A cette date, les dirigeants de l'Union soviétique s'efforcèrent de résister aux développements de l'époque et de garder le status-quo international. Mais au nom de la France, le président De Gaulle, dont le but était de construire les premiers pas de la future Union européenne, chercha une solution pour mettre fin à l'hégémonie des super-puissances. La question essentielle du monde bipolaire étant le statut divisé de l'Allemagne, il fallait tout d'abord trouver une solution pour normaliser cette tension. C'est grâce aux développements économiques étonnants de la RFA et aux convenances du climat politique européen que la détente commença à prendre un sens réel et que la nouvelle politique de l'Est put trouver sa forme. Dès lors, la RFA appliqua cette nouvelle politique au cœur de ses relations internationales et ses dirigeants prirent nettement la décision de limiter désormais les aspects pervers du

¹⁸ A.Hyde-Price, *GDR - Soviet Relations*, Londres, Alex Pravda publ., 1992, p.165 et aussi M. Lewin, « la Russie à son passé soviétique », *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2001, p.9.

status-quo international en entamant une stratégie pour se rapprocher à la RDA.¹⁹ Avec ceux de la France, les dirigeants de la RFA se rendirent compte que, seule cette politique leur permettrait de construire une Europe plus puissante dans les affaires internationales de parvenir aussi à la réunification du pays et au statut de « Grand Etat », endiguant ainsi les effets hégémoniques et étouffants des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Section III - Premiers signes d'atténuation de la Guerre Froide

Le rapprochement de la RFA au bloc oriental s'accéléra aussi grâce aux changements survenus en France. L'un des plus importants était le « compromis de Luxembourg ». C'est après avoir boycotté les institutions de la Communauté européenne en 1966 que la France put gagner le droit d'opposer son veto aux décisions communautaires. En cette année là, elle quitta aussi l'aile militaire de l'OTAN. Un autre changement très important était les visites de De Gaulle à Moscou et en Roumanie dans le but de la normalisation des relations avec le bloc soviétique. Cependant, quand Willy Brandt arriva au pouvoir en 1968, la mise en œuvre d'une politique de « changement par le rapprochement » marqua le début d'une prise en charge par les Allemands d'une ligne interallemande non dictée par les Grandes Puissances.

Sous Section I - La politique de l'Est de l'Etat fédérale allemand

Cette politique de rapprochement concernant les relations étrangères de l'Etat allemand fit débiter un changement fondamental et structurel, d'abord dans le débat public national, puis celui international que l'on appela *Ostpolitik*. L'acceptation du statut divisé de l'Allemagne et le développement d'une politique convenant à cette situation fut finalement adoptée²⁰ avec l'*Ostpolitik* devenant en très peu de temps un argument doctrinal de l'Etat fédéral ouvrant ainsi officiellement la période de rapprochement vers l'Est. En fait, l'*Ostpolitik* fut fondé grâce aux coalitions du centre-gauche allemand et entraîna une nouvelle approche politique et économique.²¹ Egon

¹⁹ D.Aslan, *German Foreign Policy after the Cold War*, Mémoire de DEA dirigé par Prof.Dr.Cengiz Okman, Institut des Sciences Sociales à l'Université Fatih, Istanbul, 1999, p.28.

²⁰ S.Martens, « L'Allemagne dix ans après l'unification », *Revue Internationale et Stratégique*, No.39, 2000, p.42.

²¹ C.Cavanagh Hodge, « Germany and the Limits of Soft Security », *European Security*, Vol.7, No.3, 1998, p.111.

Bahr, conseiller de Brandt, proposa de commencer les négociations avec l'Allemagne de l'Est et les pays de l'Europe orientale car d'après Brandt et Bahr, la traditionnelle politique occidentale d'Adenauer, visant à améliorer les relations avec les Occidentaux, ne répondait plus aux réalités du monde de cette époque et n'était pas suffisante pour avancer vers une réunification possible de l'Allemagne.²² A partir de 1970 et également après l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, Brandt se rendit compte que les deux blocs seraient permanents et qu'il devrait donc développer une attitude convenable par rapport à cette situation comme la création d'un nouveau système pacifiste²³ nécessaire pour l'Etat fédéral et soutenu par l'opinion publique allemande.

A l'occasion de la reconnaissance du status-quo, Brandt voulait qu'on montrât du respect aux relations entre la République Fédérale et les pays du bloc occidental et qu'on prit des distances avec le pouvoir multinational. Il prévint la normalisation des relations avec la RDA et pour cette raison, rejeta l'ancien discours de « représentation unique », admit la nouvelle politique d'Etat et le principe de « deux Etats, une nation ». L'objectif de cette nouvelle politique fut d'acquérir une position favorable dans l'arène internationale et une certaine efficacité pour lutter au niveau des affaires étrangères afin de préparer une atmosphère idéale pour la réunification de l'Allemagne. Le changement d'esprit des dirigeants allemands et la reconnaissance croissante de la République démocratique par les différents pays nécessita ce nouveau discours ; par conséquent la doctrine Hallstein²⁴, préconisant

²² La politique occidentale de la République fédérale convient entre les années 1949 et 1957. Le premier ministre de l'époque, Adenauer, avait pour objectif d'intégrer la République au monde occidental. Pour cette raison l'expression de la politique occidentale fut utilisée comme synonyme de l'intégration occidentale. Tout d'abord, Adenauer essaya de créer une alliance avec les Etats-Unis et la France pour fortifier son pays dans les plateformes internationales et pour écarter les aspects négatifs d'un pays semi-souverain. Donc il y avait deux piliers principaux pour lui, anti-communisme et anti-totalitarisme.

²³ Sur ce point-là, voir. D.Aslan, *op. cit.*, p.29.

²⁴ La doctrine Hallstein (du nom du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères d'Adenauer) selon laquelle la RFA devait rompre ses relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaissait la RDA. La RFA ne pouvait renoncer à l'idée de reconstituer l'unité de la nation allemande. Mais, au cours des années 1960, les dirigeants allemands prirent conscience que cette politique n'était plus adaptée. En 1965, la reconnaissance par l'Égypte de la RDA ne provoqua pas la rupture des relations avec l'État égyptien : c'était la preuve de l'inefficacité de la doctrine Hallstein. Par ailleurs, les échanges commerciaux avec l'Est se développaient, tandis que des négociations concernant les laissez-passer de personnes désirant se rendre de RFA en RDA ou de Berlin-ouest à Berlin-est aboutissaient, dès 1963, à la conclusion d'accords entre les deux pays. I.S.Canbolat, *op. cit.*, p.71.

la rupture des relations diplomatique avec tout pays qui reconnaît la RFA, s'adoucit également.

Dans le cadre de la nouvelle politique de l'Est, certains accords apparurent entre la République fédérale et l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République démocratique. L'Accord de Moscou signé en 1970 entre la RFA et l'URSS prévoyait un changement de position au niveau du droit international et apportait aussi une nouveauté au niveau des attitudes politiques : la RFA renonçait désormais à parler au nom de la RDA et acceptait officiellement les frontières actuelles entre les deux Allemagnes. De plus, les deux côtés se mirent d'accord sur l'obligation de non-agression l'un envers l'autre. En 1970, Ils signèrent un autre accord dans lequel ils décidèrent le transport de gaz soviétique vers la RFA et l'assurance à l'URSS d'obtenir les crédits et les équipements allemands de *pipelines*. Dès ce moment et en dehors des nations du CAEM (Conseil d'Aide Economique Mutuelle), la RFA devint le partenaire économique de l'URSS le plus important et, au début de l'époque de Mikhaïl Gorbatchev, elle prit la plus grande proportion dans son commerce extérieur et prit la place des Etats-Unis.

L'accord entre la Pologne et la RFA, signé en 1970, ressemblait à l'accord de Moscou par son caractère général. Pourtant, la RFA n'entra dans aucun engagement sur la reconnaissance des frontières déterminés dans l'accord de Potsdam (le 2 août 1945, au long des rivières Oder et Nysse). L'ancien problème des Sudètes (depuis le Traité de Munich) fut résolu par l'accord entre la Tchécoslovaquie et la RFA, en satisfaisant les deux côtés : pour la première fois la Tchécoslovaquie reconnurent que les Sudètes sont Allemands d'origine, et la RFA ne demanda plus de dommages et intérêts pour l'exil de ces personnes. Comme dans les autres accords, les deux côtés tombèrent d'accord sur la non-agression et de l'inviolabilité des frontières, mais à la différence des autres, l'accord entre la RFA et la RDA (l'accord principal) prépara des conditions nécessaires à la réunification. Il contenait l'accord de transport de transit et l'accord sur l'essentiel des relations entre les deux Républiques. Toutefois cet accord contenait aussi la non-agression, l'inviolabilité des frontières et le respect de la souveraineté de l'un et l'autre.²⁵ Ces accords, autrement dit accords de l'Est, servirent beaucoup la RFA surtout pour améliorer ses relations économiques avec

²⁵ I.S.Canbolat, *op. cit.*, pp.72-75.

les pays de l'Est et permirent aussi qu'ait lieu la construction de chemins de fer et de services de poste et de téléphone entre la République fédérale et les autres.

Sous Section II - La détente sous l'angle des relations germano-soviétiques

La période de Détente engendré particulièrement par l'initiative de Brandt convenait aussi aux intérêts des soviétiques. A l'époque, le président de l'Union soviétique Brejnev possédait une armée vigoureuse, des ressources de gaz et de pétrole à peu près illimités, une économie saine donnant des signes de croissance, situation exacerbant les désirs impérialistes soviétiques, mais freiné d'autre par la volonté d'améliorer son prestige au niveau de l'opinion publique mondiale. A cause la mauvaise réputation de l'Union soviétique, notamment par l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968, dans le but d'une perception pour laquelle elle menacerait les intérêts de l'Union soviétique en Europe orientale, Brejnev se sentit obligé de soutenir le processus de détente et alla même jusqu'à déclarer sa sympathie à la réunification de l'Allemagne. Brejnev voulait donc s'attirer les bonnes grâces de l'alliance occidentale notamment celle de l'opinion publique de la RFA et visait à regagner le prestige global perdu par les Etats-Unis lors de la Guerre du Vietnam. Avec le processus de rapprochement, Brejnev envisageait aussi de discuter et finalement de faire s'approprier aux occidentaux la légitimité du Pacte de Varsovie sur une grande plate-forme.²⁶ Ce n'était donc pas par hasard que le refroidissement de l'opinion publique soviétique face au communisme coïncide avec l'époque de Brejnev.

Du côté allemand, Brandt continua ses efforts pour améliorer le processus de rapprochement en nommant en 1974 son ministre des finances Helmut Schmidt à la place de son conseiller Bahr. Schmidt resta fidèle à la politique de détente, cependant dans le cadre de la Conférence de Sécurité et de Coopération européenne (CSCE) et en faveur du dialogue Nord-Sud, il donna la priorité aux travaux de rapprochement. Il s'agissait de soutenir les pays arabes contre la pression israélienne et les noirs contre les blancs dans la République d'Afrique du Sud. Ainsi à son époque, l'Allemagne ne poursuivit pas seulement l'objectif de la politique de

²⁶ A.E. Stent, *op. cit.*, pp.19-22.

l'Est mais élargit également son espace d'action dans la politique étrangère.²⁷ Par ailleurs, à partir 1974, les sociaux démocrates perdirent peu à peu le soutien du peuple et restèrent au pouvoir jusqu'aux élections de 1982 où les chrétiens-démocrates (CDU) parvinrent au pouvoir avec leur leader Helmut Kohl.

Kohl s'inscrivit dans la même ligne que Brandt et Schmidt en ce qui concerne l'*Ostpolitik*. Durant les deux premières années de son pouvoir, il donna environ deux milliards DM de crédits à la RDA via les banques de la République fédérale et il signa l'accord d'échange culturel avec la RDA en 1986. Cette année là fut une année très dense de la part des relations bilatérales des deux Allemagnes. Ainsi, Kohl desserra les limites de voyage, certaines villes des deux côtés firent des accords mutuels pour fortifier le partenariat, les visites officielles des membres du haut gouvernement s'accrurent, mais le plus important fut la visite de Erich Honecker, le chef d'Etat est-allemand, en 1987.²⁸

Au début de son gouvernement, contrairement à ses prédécesseurs, les événements poussèrent Kohl à ne pas créer une telle proximité sur les sujets de sécurité avec les dirigeants de l'Union soviétique. Au contraire, du côté de la coopération scientifique et économique, la RFA fut toujours considérée comme le plus important partenaire par l'administration de Gorbatchev. Cependant en 1979, l'occupation soviétique de l'Afghanistan endommagea le processus du respect mutuel -créé en 1975 par l'Acte final d'Helsinki de CSCE- entre l'URSS et les Etats-Unis. Aux Etats-Unis cela porta un autre sens avec le début du mandat de Ronald Reagan, doctrinaire de l'anti-communisme et du néo-libéralisme économique qui considéra cela comme une menace pour les intérêts américains en Asie et qui réagit vivement contre cette occupation en armant l'Allemagne de l'Ouest avec des missiles à moyenne portée. Malgré la forte opposition de l'opinion publique, Kohl accepta la situation et les Soviétiques répondirent pareillement par l'armement de la RDA. La tension fut rompue en 1987 par la signature du traité de la Portée Intermédiaire des Forces Nucléaires entre Gorbatchev et Reagan.²⁹

²⁷ I.S.Canbolat, *op. cit.*, pp.77-78.

²⁸ D.Aslan, *op. cit.*, pp.35-37.

²⁹ *Ibid*, p.34.

De sa part, Gorbatchev appréciait Kohl à cause des efforts qu'il faisait à la lumière du rapprochement oriental, mais il trouvait que son administration avait deux aspects négatifs. Le premier était très simple, c'était l'installation des missiles américains dans le but d'ouvrir le chemin à l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis. Le second était que Kohl n'acceptait pas l'occupation soviétique sur une partie de l'Allemagne et qu'il était fixé à conclure ce sujet en réunifiant les deux parties. Pourtant l'inquiétude principale de l'Union soviétique était que l'Allemagne puisse développer une force supérieure à la sienne et puisse menacer l'équilibre actuel. La présence des liens entre la République fédérale et les Etats-Unis était un élément important de la protection de la stabilité européenne et mondiale. D'après les discours officiels de l'Union soviétique, les Etats-Unis étaient considérés comme les plus grands rivaux et menaçaient donc le socialisme, mais en réalité c'était de ce même status-quo que se nourrissaient les deux.

Seul le changement du status-quo pourrait éliminer la menace, ainsi Gorbatchev et son ministre des Affaires Etrangères, E.Chevardnadzé, tâchèrent de trouver différentes solutions dont l'une de celles-ci visait à profiter d'un manque légitime du droit international à l'époque de la Seconde Guerre Mondiale : ils essayèrent de faire signer un accord de paix oublié entre les différents côtés. Ainsi l'Allemagne commença à avoir peur des nouvelles demandes de réparations du côté des vainqueurs, surtout de l'URSS, de plus elle perdrait sa neutralité. Pour ces raisons Kohl resta au loin de ces propositions.³⁰

De son côté, Kohl constata qu'après l'époque de Brejnev, l'URSS entraînait peu à peu en état de détérioration structurelle. Ainsi, il pourrait écarter calmement d'autres attitudes intentionnelles des soviétiques comme celle que nous venons de noter ci-dessus. Il ne perdit ni le contact ni le dialogue avec les administrateurs soviétiques et avança sûrement vers l'objectif essentiel en écartant la plupart des obstacles qui se trouvaient face à la réunification allemande.³¹ A la fin des années 80, l'immense développement économique allemand lui fit approcher son objectif et l'idée de la réunification devint désormais plus qu'un rêve mais un objectif concret.

³⁰ A.E. Stent, *op. cit.*, p.113.

³¹ A cette époque l'Allemagne avait une position économique dominante en Europe. Elle était la première puissance de la CEE avec à son actif plus du quart de son PNB et plus du quart des échanges internes. Elle détenait aussi le tiers des réserves monétaires européennes. A.Wahl, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, Armand Colin Press, 1995, p.175.

Chapitre II - LES RELATIONS MUTUELLES DURANT LES PERIODES DE KOHL ET DE GORBATCHEV

Comme Kohl, Gorbatchev donnait beaucoup d'importance au processus de rapprochement. Le système économique et politique de son pays était près de s'écrouler et il n'était plus envisageable de poursuivre avec une telle structure autoritaire et bureaucratique sur laquelle les effets nocifs de l'époque Stalinienne perdurent encore. Il devenait nécessaire de réparer cette structure pathologique en réformant le système interne tout en étant soutenu par les formations extérieures. Dans une telle ambiance, ce fut pour l'Union soviétique une nécessité à la fois conjoncturelle et historique d'améliorer ses relations avec les occidentaux et surtout avec la RFA. D'ailleurs, tant que l'URSS et la RFA surveillaient leurs intérêts réciproques, elles obtenaient une occasion historique d'atteindre leurs objectifs respectifs et d'écarter leurs propres faiblesses. Ainsi, c'était par la voie de la conciliation mutuelle que les Soviétiques pourraient écarter leur crise structurelle et donc conduire l'Allemagne à la réunification.

Section I - La réunification de l'Allemagne sous les regards russes

D'un point de vue, le rapprochement entre l'Union soviétique et la RFA marqua l'acte final de la Seconde Guerre Mondiale avec, dans ce processus, des efforts remarquables de l'Allemagne de l'Ouest. Par exemple en 1989, lors du sommet de l'OTAN, les conseils allemands sur la diminution et le contrôle des armes devinrent le sujet principal de l'audience et obtinrent également l'approbation des Etats-Unis, dont le président Georges Bush déclara : « *l'Allemagne est désormais une grande partenaire qui joue le rôle de leader* ». Une autre déclaration, celle de Gorbatchev, faite le 7 juillet 1989 pendant l'audience du Conseil de l'Europe énonça pour la première fois la décision d'une « formation d'une maison commune européenne »³², signe évident de soutien pour le rapprochement.

Sous Section I - Dimension Historique

Au-delà des efforts volontaires, certains facteurs naturels entrèrent aussi en jeu, se produisant généralement grâce aux dynamiques internes du bloc soviétique.

³² I.S.Canbolat, *op. cit.*, p.80.

Par exemple, les mouvements internes au sein des pays de l'Est accompagnèrent la *perestroïka*, des déplacements de population redonnèrent une nouvelle actualité à la perspective de réunification au moment où la RFA et la RDA s'apprêtaient à fêter le quarantième anniversaire de leur naissance respective.

Dans cette conjoncture, deux événements se situant au début du mois de mai 1989 et précédant ceux du mois d'août furent des facteurs préparatoires à la chute du rideau de fer : la décision de démanteler celui-ci par la Hongrie et la fraude, lors des élections municipales, donnant lieu aux premières manifestations de protestation à Leipzig. Certains de citoyens de la RDA se réfugièrent dans les ambassades de Budapest, Prague et Varsovie, puis, le mouvement gagna en vitesse jusqu'à l'ouverture de la frontière austro-hongroise encourageant une partie de la population à passer d'Allemagne de l'Est en Allemagne de l'Ouest.³³ Ainsi, dans la citoyenneté ouest-allemande, ils obtinrent le plein droit avec tous les avantages d'après le système de citoyenneté sociale qui s'y rattachèrent. A ce moment là, c'est-à-dire entre les 3 et 9 novembre, environ soixante mille allemands passèrent à l'ouest s'ajoutant aux dizaines de milliers arrivés lors des semaines précédentes. Dans la seule année 1989, plus de sept cent mille d'Allemands de l'Est vinrent s'installer en RFA et juste après la chute du mur de Berlin, le 9 novembre, ce nombre monta jusqu'à trois millions.³⁴

Mais bien avant ces mouvements populaires, le rapprochement officiel au plus haut niveau commença lorsque Kohl rendit visite à Gorbatchev au mois d'octobre 1988. Au début de sa visite, Kohl fut déçu, car Gorbatchev mit tout de suite son opposition à la révision de la question de l'Allemagne, pourtant, par ses conséquences, elle portait aussi un sens positif car Gorbatchev et Kohl se mirent d'accord sur la coopération technologique, spatiale, sur l'énergie atomique et de la protection d'environnement, permettant ainsi aux investissements allemands de prendre une place plus importante dans l'économie soviétique.³⁵ Dès lors, Kohl et Gorbatchev se rencontrèrent fréquemment, le premier essayant d'adoucir la

³³ C'était un changement surprenant sachant qu'entre 1961 et 1984, ceux qui tentèrent de passer à l'ouest risquèrent leur vie ou la condamnation. Durant cette période 175.000 personnes tentèrent cela. D.Cox, *Retreating From The Cold War*, New York, New York University Press, 1996, p.67.

³⁴ A l'époque, l'économie de la RDA était en état de dissolution. Généralement pour cette raison un tiers de la population du pays demanda pour le visa de sortie. A.Wahl, *op. cit.*, pp.175-178.

³⁵ D.Aslan, *op. cit.*, p.37.

résistance de Gorbatchev envers la réunification. Gorbatchev s'inquiétait surtout pour des sujets militaires et économiques, cependant Kohl tentait d'écarter ces doutes et d'obtenir un consensus avec lui avant la formation d'un traité cadre déterminant les conditions de la réunification, car il serait sans doute plus délicat de résoudre plus tard les problèmes spécifiques aux deux parties. Kohl croyait plus à la priorité du dialogue au niveau des chefs d'Etat qu'à celle du dialogue à un niveau moins important. C'est pour cette raison que ses visites continuèrent même après la réunification.

Sous Section II - Traité de la Réunification

Le désaccord sur la question du désarmement faisait obstacle à la poursuite des négociations lors des discussions entre Kohl et Gorbatchev. Les Soviétiques voulaient que tous les pays ayant participé à la Seconde Guerre Mondiale soient inclus dans un traité de désarmement, y compris les deux Allemagnes et les quatre forces occupantes : les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et l'URSS alors que, les Allemands souhaitaient que seule la RFA et la RDA y soient incluses. Les occidentaux avaient au départ l'intention de résister contre ces deux propositions mais, ils proposèrent ensuite un troisième choix : la formule de 2 + 4, c'est-à-dire que le traité de désarmement concernerait les deux Allemagnes et les quatre forces occupantes. D'après Stent, en réalité, c'était le plan d'Anatoly Cherniaev, premier conseiller de la politique étrangère de Gorbatchev, mais il fut présenté comme celui des occidentaux.³⁶

La première rencontre des ministres eut lieu le 5 mai 1989. Pendant le premier tour des négociations, avec le soutien des Américains, Kohl souhaitait garder l'Allemagne dans l'OTAN contre l'avis de Gorbatchev qui préférait qu'elle conserve sa neutralité ou soit au moins membre de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Sinon, d'après lui, l'équilibre militaire européen pourrait se détériorer, remarque soulignée par Chevardnadzé qui constatait que si l'Allemagne était seulement membre de l'OTAN, « la corrélation des forces en Europe et les équilibres de sécurité »

³⁶ Pendant les négociations du traité de 2 + 4, de nombreuses divergences entre les quatre forces et même entre l'URSS et la RDA apparurent, comme par exemple la question des frontières, le statut de Berlin, l'existence du Groupe des forces armées soviétiques (GFA) en Allemagne, l'adhésion de l'Allemagne aux alliances militaires, la fin des droits des quatre forces et la question des structures à venir de la sécurité européenne. A.E. Stent, *op. cit.*, pp.131-132.

deviendraient très compliqué.³⁷ Finalement, les parties ne parvinrent à se mettre d'accord cette fois-ci, ni durant le second tour ni, lors de la réunion du 22 juin où ils n'arrivèrent toujours pas à résoudre le problème de l'OTAN et où le soucis de définir le statut de l'Allemagne domina.

Mais plus tard, au vu des intenses efforts diplomatiques, Gorbatchev consentit à s'accorder avec les autres et la suppression des droits des quatre forces occupantes se fit conformément à sa demande. Cela ne signifiait pas que cette suppression se ferait avec une période transitoire. Au contraire, elle devrait se faire immédiatement, l'URSS donnant ainsi son accord à la souveraineté et à l'adhésion complète de l'Allemagne à l'OTAN.

Après ce dernier tour, la question sur la taille de la *Bundeswehr* (Forces Armées fédérales) se posa. Chevardnadzé insistait sur une réduction jusqu'à 350.000 hommes minimums, Genscher par contre, mit sa limite à au moins de 370.000 soldats. Durant les discussions de l'assistance économique et de la situation des minorités allemandes en URSS, Gorbatchev fit une déclaration inattendue : *« Jusqu'à ce que l'Allemagne se réunifie, les unités de la Bundeswehr pourraient être installées dans l'ancienne RDA et à Berlin, et elles pourraient même être intégrées aux institutions de l'OTAN. Mais à condition que les dernières troupes soviétiques quittent l'Allemagne. »* Les Allemands obtinrent un niveau de négociation inespéré seulement quelques semaines auparavant. La plupart des inconvénients de la réunification éliminés et les sujets de la souveraineté et du statut militaire futur de l'Allemagne résolus de manière générale, l'accord de principe sur l'unification (2+4) fut signé le 16 juin 1990.³⁸

Malgré ces développements positifs et les suggestions de Gorbatchev, certains résistaient et tentaient même de porter atteinte au processus de réunification. Les administrateurs du parti socialiste est-allemand (SED), et notamment leur président E.Honecker, insistaient pour que la RDA ne soit pas obligée de disparaître entièrement car selon eux, l'Allemagne de l'Est était un pays suffisamment fort pour garder sa stabilité et son dynamisme. Par contre, le peuple

³⁷ *Ibid*, p.132.

³⁸ *Ibid*, p.135.

étouffait de la pression exercée par l'Etat, et finalement, les efforts du SED ne furent pas suffisant pour écarter l'opinion publique générale.

Pendant les négociations de l'accord de 2 + 4 le problème de la frontière polonaise resurgit si la RFA reconnut officiellement le statut de la frontière Odra-Nysse (entre la Pologne et la RDA) de décembre de 1970, certaines fractions nationalistes exercèrent une pression sur Kohl afin qu'il reconnaisse le statut de 1937 dans lequel l'Allemagne avait plus de territoire que dans celui de 1970.³⁹ Les Allemands, exilés dans ces régions et bien organisés, croyaient sincèrement à leur retour. Kohl ayant besoin au support de ces gens déplacés afin de garder sa position politique interne dans un tel climat international, il refusa de reconnaître les frontières actuelles de la Pologne. Mais après les élections fédérales du 18 mars 1990 et sur proposition des Etats-Unis, le Chancelier changea d'attitude et il fit après la réunification un accord reconnaissant finalement les frontières actuelles qui constitua le véritable traité de paix mettant fin à la Seconde Guerre Mondiale, l'Allemagne reconnaissant enfin la perte d'une partie de ses territoires de 1937.

Juste avant la réunification, la dernière rencontre entre Gorbatchev et Kohl eut lieu à Stavropol. Là bas, Gorbatchev reconnu officiellement l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN et le gouvernement allemand donna son accord au stationnement du GFA (Groupe des Forces Armées soviétiques) en Allemagne, sur le territoire de la RDA, jusqu'à la fin de l'année 1994. Par contre, même après la retraite totale des troupes soviétiques, les troupes de l'OTAN ne pourraient pas entrer dans l'ancien territoire de la RDA. Les anciens accords entre l'Union soviétique et la RDA devraient être annulés ou renouvelés. De plus, l'Allemagne ne devrait posséder ni armes biologiques, chimiques et nucléaires ni déployer les armes nucléaires de l'OTAN à l'Est de l'Elbe, cette condition étant valable aussi pour la période d'après-Guerre Froide. Enfin, comme prix de l'unification, l'Allemagne de l'Ouest payerait dix milliards de dollars à l'Union soviétique.⁴⁰

Le traité final fut signé le 12 septembre 1990 à Bonn, et contenait les points suivants : nouvelles frontières de l'Allemagne réunie, renonciation aux armes

³⁹ Dans ce statut, les frontières allemandes entouraient la Poméranie, la Silésie et la majorité de la Prusse orientale. *Ibid*, p.118.

⁴⁰ D.Cox, *op. cit.*, pp.91-95.

atomiques, biologiques et chimiques, réduction de la *Bundeswehr*, retrait des troupes soviétiques jusqu'à 1994, installation des troupes de l'OTAN à condition que les dernières troupes soviétiques aient quitté l'Allemagne, fin des droits des quatre forces occupantes et souveraineté totale de l'Allemagne, à savoir qu'elle pourrait choisir librement l'alliance qu'elle préfère.⁴¹ A la suite de ce traité, l'Union soviétique et l'Allemagne signèrent des accords de bon-voisinage, de partenariat et de coopération, accords impliquant les sujets de défense, d'économie et d'assistance financière.⁴² Ainsi l'Allemagne, autrement dit l'héritière de la RDA, n'eut plus de rapport avec l'OTV, puisque l'Armée Nationale du Peuple (NVA) de la RDA se retira des institutions de l'OTV et rejoignit la *Bundeswehr*, c'est-à-dire les Forces Armées fédérales. Juste après la réunification, lors d'une conférence de presse à Zheleznovodsk, Kohl fit une déclaration sur certains sujets importants :

« la réunification allemande implique la RFA, la RDA et Berlin. Dès lors, l'Allemagne est complètement souveraine et c'est seulement sa responsabilité de choisir l'alliance à laquelle elle va appartenir. Il y aura une négociation pour résoudre la retraite des troupes soviétiques dans trois ou quatre ans. Jusqu'à la fin du stationnement en Allemagne des troupes soviétiques, aucune troupe de l'OTAN n'y entrera. Mais les troupes de la Bundeswehr ne font pas partie de l'OTAN, ainsi elles pourront s'installer immédiatement sur le territoire de la RDA. Si l'URSS garde ses troupes sur ce territoire en dépassant la date limite, les trois autres forces occupantes garderont leurs troupes également à Berlin. La RFA diminue le nombre de ses troupes à 370.000. L'Allemagne réunie accepte de ne pas posséder d'armes biologiques, chimiques et nucléaires et déclare adhérer au régime de non-prolifération nucléaire. »⁴³

Ceci mis à part, deux facteurs furent déterminants pour la réunification. Pendant les négociations bilatérales, à propos des relations économiques germano-russes, des donations et des crédits allemands servirent beaucoup à fortifier la

⁴¹ A.E. Stent, *op. cit.*, p.140.

⁴² Sur ce point, il faut noter que la diplomatie personnelle joua un rôle plus important que la diplomatie institutionnelle lors du processus de l'unification. Les négociations entre les différentes parties firent accélérer le rapprochement, notamment celles de Chevardnadzé-Genscher, Genscher-Baker, Chevardnadzé-Baker, Gorbatchev-Kohl, Gorbatchev-Bush et Bush-Kohl. Ceci est dû au fait que la politique étrangère soviétique n'était pas toujours cohérente, ni institutionnalisée. C'est pourquoi l'Allemagne et les Etats-Unis profitèrent de cette situation.

⁴³ *Ibid*, p.137.

diplomatie allemande pour qu'elle prenne un avantage. Par ailleurs, la RFA renonça à ses ambitions temporairement et n'hésita pas à promettre aux Russes de diminuer son armée dans une proportion de 45%.⁴⁴ Cette conduite mit les Russes en confiance et atténua leur nervosité. Ainsi les négociations purent se faire dans une ambiance plus sereine.

Section II - Dissolution de l'URSS

Dans les années 80, il est possible de supposer que l'URSS avait atteint un haut niveau de développement économique et social, mais son système s'était enfoncé dans un marasme, les dépenses de défense devinrent énormes, y compris les frais stratégiques et l'embarras de la Guerre d'Afghanistan. A cette époque, les dépenses totales pour la défense générale dépassèrent le PIB de plus de 18 %.⁴⁵ Quand Gorbatchev fut nommé au poste de secrétaire général au Parti Communiste (PCUS) en mars 1985, il se rendit compte que le système ne pourrait pas supporter longtemps ce déséquilibre, ni continuer avec une corruption telle qu'elle détruisait le système et fit donc des changements dans l'Etat et le PCUS. Il entama un mouvement pour réformer cette situation critique en préférant « russifier » le mécanisme de décision au sein du *Politburo* de l'Etat soviétique, mais avec deux exceptions : un Georgien, Chevardnadzé prit la place de l'ancien ministre des affaires étrangères Gromyko et un Ukrainien, Ligatchev, qui fut aussi nommé au *Politburo*.

Puis Gorbatchev annonça son fameux programme *Glasnost* et *Perestroïka* : la transparence et la restructuration. Il disait : « *Il faut restructurer l'Etat par de nouveaux mécanismes de décision, il faut rediscuter la distribution du pouvoir au sein de l'URSS. Il faut restituer les relations entre l'Etat et le Parti Communiste pour vaincre le désordre.* » Ainsi il signalait qu'il fallait absolument restituer l'économie soviétique sur laquelle notamment la Guerre d'Afghanistan de 1979 avait provoqué beaucoup de dommages. D'après lui la seule solution était d'arrêter le combat.

⁴⁴ *Ibid*, pp.144-145.

⁴⁵ D.Cox, *op. cit.*, p.10.

D'autre part lui semblait qu'il fallait aussi restructurer l'Etat afin de renforcer le moral de la société et d'éliminer la corruption et la « cleptocratie ».⁴⁶

Mais en dehors de tout cela, le principal pilier de la restructuration de l'Etat était la réforme militaire. Gorbatchev entama un énorme mouvement de réforme qui n'avait été vécu depuis l'époque des Bolcheviks, quitta la doctrine de « sécurité absolue » de ses prédécesseurs, à cause de laquelle les autres pays percevaient comme menace tous les mouvements de sécurité des Soviétiques. Il développa une nouvelle politique de défense appelée *razumnaya dostatochnost* (suffisance raisonnable), il diminua de 10% l'armée soviétique d'Europe de l'Est qui comprenait 500.000 troupes et jusqu'au 1991, envisagea de retirer les six compagnies de chars d'assaut de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de RDA, c'est à dire 50.000 troupes et 5.000 chars. En un mois seulement (juin 1989) l'Union soviétique retira 3.350 troupes et officiers, 1.650 chars, 120 canons de RDA et 4.500 troupes et officiers, 320 chars, 160 canons de Hongrie. De même, il s'efforça de calmer la tension et le risque de guerre entre l'OTV et l'OTAN, et conformément à ses plans, il força les pays membres de l'OTV à diminuer leur propre-armée.⁴⁷ Il faut noter que seules la Hongrie et la Pologne s'approprièrent complètement les réformes de Gorbatchev, les deux leaders des deux pays, Kadar et Jaruzelski se joignant à la *glasnost* et *perestroïka* d'une manière légitime telle qu'ils en eurent besoin conjonctuellement étant donné les situations troublées des deux pays.

Le nouveau sens international des réformes de Gorbatchev est appelé « la Nouvelle Pensée Politique », c'est à dire l'harmonisation des réformes aux relations étrangères. Le principal changement était l'admission de la « dé-idéologisation » des affaires étrangères. Dès lors, la résolution des problèmes d'environnement, d'extension de l'interdépendance économique et de menace des armes nucléaires devint l'objectif le plus importante au sein de la *nomenklatura* au détriment des envies classiques impérialistes du socialisme soviétique.

Par ailleurs, ce changement encouragea les républiques soviétiques à demander plus d'autonomie. Ce furent en 1986 de naïves demandes d'autonomie culturelle, elles souhaitaient choisir leur propre apprentissage de la langue

⁴⁶ R.Sakwa, *Russian Politics and Society*, Londres, Routledge, 1996, pp.3-25.

⁴⁷ D.Cox, *op. cit.*, pp.54-65.

maternelle et obtenir la réduction de l'hégémonie de la langue russe dans la bureaucratie. Mais plus tard (1989) des déclarations de souveraineté successives s'y rattachèrent, décisions prises dans leurs parlements. Les premières déclarations émanèrent d'Ukraine, des pays baltes et d'Azerbaïdjan, ces cinq pays organisant aussi les premières élections présidentielles que Moscou ne reconnut évidemment pas. Mais la dissolution de l'Union soviétique devint tout de même inévitable.⁴⁸

Malgré ces efforts, Gorbatchev subit toujours de vives critiques de l'intérieur et de l'extérieur. D'après l'opinion publique russe, il ne montrait pas un comportement suffisamment souple pour répondre aux attentes du monde actuel, en outre, il subissait la pression des demandes d'indépendance des républiques soviétiques. A partir de la deuxième moitié de 1990, les préparatifs d'un putsch surgirent apparentes le faisant ainsi perdre sa mobilisation aux négociations avec l'Allemagne.

Le premier indice concret de l'effondrement du système soviétique fut la démission inattendue de Chevardnadzé. Comme Gorbatchev, les Allemands aussi furent choqués par cet événement, car Chevardnadzé avait un rôle très critique pendant le processus de l'unification allemande et était également le bras droit de Gorbatchev. A partir de cet événement, les relations avec l'Allemagne et les Etats-Unis ne seraient plus les mêmes. Peu après, Gorbatchev fut confronté à d'autres problèmes et les mouvements dans les républiques soviétiques non-russes devinrent inquiétants. Le transfert de la RDA à la RFA encouragea successivement les demandes d'indépendance dans ces pays d'autant plus que leurs peuples se sentirent provoqués par les meurtres -causé par des soldats soviétiques- de quelques Lituanais et Lettons.

Dans l'Union soviétique, la lutte entre réformateurs et anti-réformateurs entra dans une phase insupportable pour chaque partie. C'est toujours à cette époque que Boris Eltsine commença à attirer l'attention de l'opinion publique nationale et mondiale offrant un avantage certain aux réformateurs. Sa popularité face à Gorbatchev augmenta suite à son élection à la présidence de l'Union soviétique en juin 1991. En fait, la dissolution de l'URSS et la signature d'un nouveau traité de l'Union permettait aux Républiques soviétiques de saisir l'occasion de gagner plus

⁴⁸ H.C.d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1992, pp.353-368.

d'autonomie, mais ceci n'a pas pu être réalisé à cause du putsch contre Gorbatchev. La conséquence la plus étonnante après la retraite de Gorbatchev fut l'influence croissante des extrêmes-nationalistes russes. Une nouvelle période commença pour la Russie.

Au mois d'août, Eltsine conclut finalement le putsch organisé par un groupe anti-réformateur dont leur but était de remettre en œuvre le socialisme et de regagner le statut de superpuissance. Le coup d'Etat qui n'était pas étayé par les différentes couches du peuple, non plus par les médias du monde entier, et qui était mal-organisé, échoua évidemment. Durant le putsch, parmi les leaders occidentaux, seul Kohl montra sincèrement son soutien à Gorbatchev et à Eltsine, ce dernier étant apprécié par les occidentaux grâce à son attitude courageuse et active. Par ailleurs Gorbatchev perdit très vite de sa popularité.⁴⁹

Juste après la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991, d'après Eltsine, le principal problème était de remettre en ordre la vie économique et politique, malgré les difficultés, surtout d'ordre économique. Par exemple, même après une unification « coûteuse », l'Allemagne était encore capable de dépenser chaque année 100 milliards de dollars de plus pour les besoins de ses 16 millions de nouveaux citoyens et elle ne fut pas vraiment gênée durant le processus de transition grâce à son économie puissante. Par contre l'économie russe s'était enfoncée dans un marasme, ses ressources étaient insuffisantes, pour subvenir au besoin de 150 millions citoyens tout en étant privée du support des pays post-soviétiques.⁵⁰ Elle se sentit obligé d'ouvrir son économie fermée à l'économie libérale, de réaliser tous les besoins structuraux d'un nouvel Etat et en même temps lutter contre des troubles politiques.

Au plan international, au moins autant de difficultés attendaient la nouvelle Russie. A partir du début de décembre 1991 le principal défi de l'Union soviétique fut de conceptualiser sa politique étrangère exercée d'abord sur les pays post-soviétiques puis sur le monde entier entraînant une similitude avec la période de l'après révolution de 1917. Les relations germano-russe aussi entrèrent dans une phase de conceptualisation. Dans ce cadre cinq sujets principaux, donc nous en

⁴⁹ A.E.Stent, *op. cit.*, pp.154-155.

⁵⁰ *Ibid.*, p.153-157.

parlerons plus tard, dominant les relations : questions de sécurité, retrait des troupes, rapports économiques, avenir de Kaliningrad et situations des allemands ethniques.

Chapitre III - TRANSFORMATIONS APRES LA GUERRE FROIDE

Au départ l'effondrement du « Rideau de fer » contenta les pays occidentaux sauf la France et la Grande Bretagne qui furent secrètement désespéré à cause de la perte de certains avantages. La Guerre Froide donnait l'occasion à la Grande Bretagne de garder sa position de grande puissance et l'aidait à profiter du manque d'ambition impérialiste de l'économie allemande en Europe centrale et orientale, situation identique pour la France qui perdit aussi ses avantages dans l'équilibre monétaire européen dans lequel dominait la monnaie allemande. En fin de compte le centre de gravité de la Communauté européenne se déplaçait désormais plus à l'Est. Ainsi pour les pays post-soviétiques la nouvelle période amena de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux risques : la liberté et l'indépendance mais aussi la faiblesse, la méfiance et certaines dépendances.⁵¹ Dans ce chapitre, nous essayerons de démontrer brièvement les premières transformations de la nouvelle période du point de vue de l'Etat allemand.

Section I - Effet globaux et régionaux de la réunification

Sous Section I - Transformations au niveau de l'OTAN et l'UE

Pour saisir la logique des politiques mondiales d'après-Guerre Froide il faut comprendre l'essentiel des conditions qui mettent fin à la Guerre Froide. Si nous interprétons l'*Ostpolitik* (début des années 70), dans une acceptation restreinte nous remarquons qu'elle visait simplement à réunifier l'Allemagne divisée, et que l'essentiel de cette politique dépendait de l'importance donné à la stabilité en Europe centrale et orientale. Mais si nous admettons une acceptation large, c'était un postulat visant à conclure la Guerre Froide en faveur des occidentaux, par conséquent, soutenue par eux et nommée « effort pacifiste ». Pour cette raison il est impossible de comprendre l'*Ostpolitik* sans prendre en considération les attitudes

⁵¹ T.G.Ash, *In Europe's Name - Germany and the Divided Continent*, Londres, Vintage, 1994, p.377.

internationales de l'Allemagne, des Etats-Unis et des autres pays européens qui sont dirigées par l'intermédiaire de différents instruments (comme l'OTAN, l'UE, etc).

Pendant les années 1989 et 1990 personne ne posa clairement la question de l'élargissement de l'OTAN, notamment les pays occidentaux, à cause d'un pragmatisme conjoncturel. En effet la situation politique était encore chaude, des milliers de troupes soviétiques se trouvaient encore sur le territoire allemand et le pacte de Varsovie n'était pas totalement dissous. Le premier pas visant à discuter l'extension commence par les initiatives de Genscher et de Baker. Au mois d'octobre 1990, Ils fondèrent le Conseil de Coopération Nord-Atlantique (CCNA) dont le premier contact eut lieu entre les PECO et l'OTAN, mais à cette époque, les Allemands donnaient plus d'importance à la CSCE et aux fonctions de sécurité de la Communauté européenne. Dans ce cadre, les pays de la CE essayaient plutôt de réaliser l'intégration européenne, intention soulignée par la signature des accords bilatéraux avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne.

Cependant le premier soutien clair à l'extension de l'OTAN vint en mars 1993 par Volker Rühe, politicien allemand spécialisé sur l'OTAN, qui affirmait toute l'Europe de l'Est devait être dotée d'un degré minimum de démocratie, de stabilité et donc de sécurité militaire liée aux deux premiers éléments. Mais au début, Kohl et le ministère des Affaires Etrangères allemand réagirent contre Rühe, celui-ci n'ayant pas pris leur accord avant cette déclaration. Au niveau étatique, il n'y avait donc pas de consensus sur ce sujet. Par contre, grâce à lui, l'élargissement de l'OTAN devint un sujet légitime au niveau de l'opinion publique mondiale. Au mois de décembre 1993, Kohl rencontra le président français Mitterrand à Bruxelles et tous les deux déclarèrent que les voisins de l'Est de l'Allemagne devaient avoir une perspective claire pour leur adhésion à l'OTAN et tombèrent d'accord pour intensifier les relations sécuritaires entre l'OTAN et la Russie. Ainsi le sommet de Bruxelles de janvier 1990 devint le premier pas officiel pour la concrétisation de l'élargissement de l'OTAN.⁵²

Si d'un côté l'Allemagne exige l'élargissement de l'OTAN, d'autre part elle est très attentive à ne pas brusquer la Russie. D'après la Russie, comme elle le répète

⁵² H.Tewes, « How civilian? How much power? Germany and the Eastern enlargement of NATO », in S.Harnisch & H.W.Maull, *Germany as a Civilian Power?*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2001, pp.12-16.

très souvent, l'extension de l'OTAN signifie une dérogation à l'accord de 2+4, mais les Allemands rappelèrent qu'ils s'étaient engagés à seulement démilitariser le territoire de l'ex-RDA. L'Allemagne se trouva face à un dilemme : soit elle continuait à soutenir l'élargissement avec toutes ses nécessités, soit elle ne pouvait la faire continuer au même niveau. La porte de sortie fut d'intégrer davantage la Russie dans les structures de la coopération européenne et de jouer le rôle d'intermédiaire entre l'OTAN et la Russie pour écarter les réactions possibles. L'Allemagne ne percevait la Russie ni comme une menace ni, comme un partenaire idéal, mais si elle réussissait à l'intégrer de plus en plus aux structures européennes, elle pourrait obtenir une grande marge de manœuvre dans l'Europe centrale et orientale et éliminer aussi les menaces potentielles et les incertitudes d'isolement de la Russie.

D'autre part, avec le nouveau processus d'institutionnalisation (Amsterdam 1993) de la Communauté européenne, les gouvernements européens, et donc celui de Kohl, envisagèrent de fortifier la Communauté par l'élargissement et l'approfondissement. Ceci rassemble au fonctionnement d'un vélo où les deux éléments doivent obligatoirement agir en même temps, sinon le système perd son équilibre.⁵³ Ainsi avec l'élargissement vers la zone des pays post-soviétiques en particulier (Voir annexe II - carte 2), la CE et donc son moteur, l'Allemagne visait à gagner certains avantages en faveur des intérêts stratégiques du futur partenariat européen.⁵⁴

La Russie ne réagit jamais autant à l'intégration européenne qu'à l'élargissement de l'OTAN, elle considéra la seconde comme une menace vitale à sa sécurité et ses intérêts nationaux, quoique au départ elle ne dit rien quant à

⁵³ Avec le processus d'élargissement, l'UE perdit de sa force. Pour compenser cette faiblesse elle donna de l'importance à son approfondissement notamment en fortifiant sa monnaie, l'Euro. Pour avoir le plus grand rendement et garder son équilibre, le cycliste (l'UE) doit tourner la pédale et avec la force exercée, les deux roues (l'élargissement et l'approfondissement) se mettent sur une même ligne puisque le vélo tient automatiquement en équilibre. C'est la méthode la plus fertile pour développer la zone d'influence de l'Euro et donc de la Communauté européenne. Pour en savoir plus, voir. F.Fries « *Les Grands Débats Européens* », Paris, Editions du Seuil, 1995, pp.433-467 et M.Telò, « *L'Union européenne et les défis de l'élargissement* », Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1994, p.8.

⁵⁴ Yıldız explique dans son ouvrage « *Stratejik Vizyon Arayışları ve Türkiye* » que dans le cadre de la politique étrangère et sécurité commun (PESC) et avec le Pacte de stabilité pour l'Europe, l'Union européenne essaye actuellement d'entretenir ses efforts sur ce sujet. Y.G.Yıldız, *Stratejik Vizyon Arayışları ve Türkiye*, İstanbul, Der Yayınları, 2001, p.103.

l'adhésion des PECO à l'OTAN et qualifia cela de décision souveraine.⁵⁵ Plus tard elle mit son opposition et la considéra comme « une cause suffisante pour le déclenchement de la guerre » en Europe, mais en 1996, le ministre des Affaires Etrangères, Evgenii Primakov déclara qu'au sens militaire, si les frontières russes n'étaient pas menacées directement, la Russie ne s'opposerait pas à l'élargissement.⁵⁶ Toutes ces déclarations contradictoires continuèrent quasiment jusqu'à la période de Vladimir Poutine.

Les premiers efforts mutuels pour construire un cadre de confiance entre la Russie et l'OTAN apparurent juste après l'intervention de l'OTAN en Bosnie. Les unités militaires des deux côtés étant dirigées par différents centres de décision, elles accomplissaient leurs missions sans problème voire en harmonie. Cette première mission commune occasionnait l'institutionnalisation des relations bilatérales, mettait presque fin à l'isolement de la Russie et répondait à la demande russe concernant son influence militaire dans des structures atlantiques, la transparence militaire et finalement la fortification des demandeurs d'élargissement à l'OTAN.

Il ne fait aucun doute que les rapports sécuritaires euro-atlantiques, étant dirigé par les divers intérêts complexes des grandes puissances ne contiennent pas seulement les aspects que nous venons de citer là-dessus et, nous continuerons dans la deuxième partie à analyser plus largement les questions de sécurité. Maintenant nous allons essayer de montrer et d'analyser les rapports régionaux dirigeant les intérêts s'opposants entre l'Allemagne et la Russie.

Sous Section II - Pays de l'Europe centrale et orientale

Depuis 1990, l'Allemagne est entourée de neuf voisins partenaires. La dimension centro-européenne de la construction européenne produit un décalage qualitatif des intérêts de l'Allemagne vers ses voisins à l'Est, qui eux-mêmes réclament le retour à l'Europe. Pour l'Allemagne, il se trouve deux effets qui sont liés aux pays d'Europe de l'Est : la contrainte à l'Est et la poussée vers l'Ouest.

⁵⁵ J.M.O.Sharp, « The Case for Opening up NATO to the East », in C.David & J.Lévesque « *The Future of NATO - Enlargement, Russia, and European Security* », Londres, McGill-Queen's University Press, 1999, pp.27-35.

⁵⁶ H.Stark, « Allemagne - Russie : les aléas d'un partenariat difficile », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, p.609.

Dans les années 90, l'Allemagne s'attache également à mener une politique pour l'ensemble de l'Europe, à cet effet, actuellement, elle place la stabilité en Europe orientale comme prioritaire. Le Pacte de stabilité du Sud-Est grâce auquel, l'Allemagne, participe aux opérations militaires de l'OTAN pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, en est une démonstration parfaite. Considérons également les relations entre l'Allemagne et l'Europe centrale et orientale autour du concept d'hégémonie : ce type de relation n'est sûrement pas unilatéral mais convient à la politique étrangère et sécuritaire allemande, il est multilatéral. Ceci met aussi en place une série de relations englobant un partenariat stratégique proche. Cette hégémonie multilatérale prend sa force dans la réserve de confiance et de capital social appelé capital-confiance (*Vertrauenskapital*)⁵⁷ par Genscher et dépendant de l'ancien équilibre entre l'*Ostpolitik* et la *Westbindung* (l'intégration allemande dans le monde occidental) fondés avec une certaine habileté. Nous constatons que le capital-confiance est la conséquence de la force du système économique allemand et l'élément structurel de la grande stratégie allemande à l'intention de construire l'Allemagne moderne.

Aujourd'hui l'Europe Centrale fait plus de la moitié de ses échanges économiques avec les pays de l'Union européenne et parmi ceux-ci, l'Allemagne est son premier partenaire en de grandes proportions. La République fédérale vient également en tête pour l'investissement étranger dans la plupart des pays d'Europe centrale, elle est par ailleurs le pays dispensant l'aide la plus substantielle⁵⁸ et même si les relations économiques de l'Allemagne avec ces pays sont très inégales et engendrent une dépendance unilatérale, pour la plupart de ceux-ci l'Allemagne est le plus grand partenaire. Par contre la réciproque n'est pas vraie. Dans leur économie depuis 1990, la proportion allemande des investissements étrangers se monte à plus de 80% et cette situation déséquilibrée attire parfois des réactions de l'opinion publique de ces pays ; la République tchèque en est un bon exemple. Bien que leur économie soit ouverte à toutes manipulations de l'Allemagne certaines parties de la population la considèrent comme une intervention économique du nouvel ordre mondial à laquelle se rattachent aussi l'intervention culturelle et linguistique et

⁵⁷ A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, op.cit., p.216.

⁵⁸ Pour plus de détails voir, M.Wohlfeld, « l'Allemagne et l'Europe centrale », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, p. 618.

perçues comme une grave agression à leur histoire profonde. Notons cependant que cela représente seulement une frange de l'opinion des citoyens de ces pays.

Au-delà des questions économiques, les sujets de sécurité et les problèmes de frontières sont les principales matières entre l'Allemagne et les pays de l'Europe centrale. Comme l'Allemagne est membre de l'OTAN et de l'Union européenne, et à la fois voisin des pays ex-soviétiques, elle sent la fragilité de cette position dans toutes ses dimensions, telle un colosse aux pieds d'argile, surtout dans les relations germano-polonaises et germano-tchèques qui forment un des plus importants piliers de sa politique étrangère. Depuis longtemps l'Allemagne entrèrent dans des problèmes frontaliers avec la Pologne par laquelle elle est toujours perçue comme la menace suprême puisque le processus d'unification allemande exacerbe ce sentiment en Pologne. Cependant elle est toujours en discussion avec la République tchèque sur des questions de minorité. Mais finalement en 1993, l'Allemagne conclut un accord avec la Pologne aux termes duquel elle l'aiderait à améliorer l'efficacité du contrôle de ses frontières et en échange la Pologne s'engagerait à reprendre les demandeurs d'asile originaires de cette dernière. En 1994, un accord similaire fut signé avec la République tchèque.⁵⁹

Les progrès réalisés dans le domaine de la coopération militaire entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est permettent d'autres évolutions positives. Les liens transfrontaliers entre formations militaires et la tenue de manœuvres conjointes traduisent aujourd'hui un changement de nature des relations germano-polonaises et germano-tchèques en particulier.⁶⁰

Depuis l'après-Guerre Froide la crise yougoslave et la guerre civile qui la suivit influencèrent beaucoup les relations entre les Allemands et leurs voisins de l'Est. Il semble que d'après une 'coutume régionale' appelé « balkanisation », tous les pays de la région se définissent eux-mêmes et donc leurs politiques étrangères par leur structure ethnique, ainsi état de fait dont l'Allemagne -selon sa grande stratégie- pourrait bien utiliser. En décembre 1991, l'Allemagne reconnut unilatéralement la Croatie et la Slovénie sans que celles-ci n'aient fourni de garanties à leurs minorités ou qu'une reconnaissance collective par la CEE soit convenue. Après 1991,

⁵⁹ *Ibid.*, p.617.

⁶⁰ *Ibid.*, p.617.

l'Allemagne remplaça bien l'Union soviétique dans l'Est européen en resserrant ses relations avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et les pays baltes, en signant des traités visant à développer la coopération économique et à maintenir la population d'origine allemande sur place, faisant apparaître un véritable espace culturel à l'Est, fondé sur la montée en puissance de la langue allemande.

Dans le cas de la Russie la situation était un peu différente car juste après la dissolution de l'Union soviétique, la Russie donnait l'image d'un pays qui se sent très faible et évidemment humilié pour avoir perdu beaucoup de sa superbe. Les premières années de l'après-Guerre Froide, furent plutôt consacrées à garder de bonnes relations avec les anciens satellites, de nouveau voisins/partenaires, mais surtout ceux de l'Est européens, période douloureuse pour la Russie non seulement parce qu'elle était obligé à nouveau de développer de nouvelles relations dans sa politique étrangère mais aussi gênante puisqu'elle se transformait en un pays démocratique et fédérale et remplaçait l'économie planifiée par l'économie de marché. La Russie est obligée ainsi de se forger une nouvelle identité et dès qu'elle surmonte le choc, sa curiosité augmente vis-à-vis des PECO d'autant plus qu'elle constate qu'elle ne pourra désormais dominer la région mais n'oublie jamais qu'elle y a des intérêts capitaux.⁶¹ En 1993, pendant les élections de la *Douma* ceux-ci furent discutés comme un thème de politique intérieure et au niveau politique et bureaucratique de l'Etat russe ce sujet fut défini comme si la Russie avait des intérêts légitimes en Europe centrale et orientale.

Le premier effort concret des Russes était de resserrer d'abord les liens économiques. Pendant la visite du président polonais, Walesa à Moscou en mai 1992 un traité d'amitié et de coopération économique fut signé⁶², suivit en 1993 par un accord russo-polonais pour la construction d'un gazoduc de la péninsule de Yamal vers l'Allemagne. Les Russes donnent une importance particulière aux relations polonaises et hongroises car eux aussi sont très loin de créer une véritable économie de marché et de s'adapter tout de suite aux économies européennes et c'est une bonne opportunité pour la Russie car tous ont la même appréhension et les

⁶¹ A.E. Stent, *op. cit.*, pp.207-208.

⁶² En avril 1992, un traité similaire fut signé avec la Tchécoslovaquie et après la séparation du pays, en août 1993 ce traité fut renouvelé avec la République Tchèque et la Slovaquie. En novembre 1992 un autre traité d'amitié et de coopération fut signé avec la Hongrie. R.H.Donaldson & J.L.Nogee, *The Foreign Policy of Russia*, Londres, M.E.Sharpe Publ., 1999, pp.220-222.

mêmes problèmes économiques. Cependant il est à noter que la Pologne n'attire pas seulement l'attention de la Russie mais aussi celle de l'Allemagne du fait de sa position stratégique et de toutes ses particularités.⁶³ Un probable partenariat multilatéral dans le triangle germano-polono-russe pourrait être très important pour le futur espace eurasiatique.

Sous Section III - Les intérêts russo-germaniques dans la région baltique

Une analyse générale nous montre que les événements politiques et les divers conflits de la région de la Baltique ne peuvent être considérés au-delà des relations européennes centro-orientales. Cette liaison est guidée le long d'une ligne traditionnelle qui commence par la baie de Riga, passe à l'intérieur des marécages biélorusses, continue vers l'est des Carpates et arrive enfin à la Mer Noire. Sur cette ligne historique il y a quatre divisions religieuses : le catholicisme à l'ouest, le christianisme orthodoxe à l'est, le protestantisme au nord et l'islam au sud.

Depuis le début du XVI^{ème} siècle, dus à la structure énoncée auparavant, des conflits idéologiques et religieux dominant les relations qui s'exercent entre les différentes parties de la région. Par conséquent la Russie, les pays centro-européens et même les pays balkaniques sont très intéressés et même influencés par les événements politiques des pays baltes.⁶⁴ Durant l'après-Guerre Froide, la Russie se sent ainsi obligée d'intervenir dans toutes sortes d'événements baltiques. Tout d'abord cette région est historiquement la fenêtre ouvrant la Russie sur le monde occidental, de plus l'existence d'intérêts russes sur les territoires baltes, symbolisés par la présence de fortes minorités russes⁶⁵, lui permet de garder un pied sur le littoral balte pour des besoins géostratégiques et de politique intérieure. Il faut y ajouter aussi l'importance des infrastructures énergétiques, (des raffineries de pétrole, de grandes centrales électriques, etc.) se trouvant notamment en Lituanie.

⁶³ la particularité de la Pologne vient brièvement de sa structure démographique, économique, géostratégique et de ses liens historiques et culturels avec les deux côtés.

⁶⁴ V.M.Sergeyev, « The Historical Structure of Conflicts in the Baltic Area and the Long-term National Interests of Russia », in O.F.Knudsen, *Stability and Security in the Baltic Sea Region*, Londres, Frank Cass, 1999, pp.21-22.

⁶⁵ Dans les pays ex-soviétiques il y a environ 25 millions russes, à par ceux-ci les trois pays baltes en gardent une minorité de deux millions.

Les relations russo-baltes eurent toujours un caractère spécial. Ces trois pays non-slaves et non-orthodoxes, furent toutefois moins soviétisés que d'autres. Durant de longs siècles, ils n'eurent pas leur indépendance, sauf pendant vingt ans : entre la fin de la Première Guerre Mondiale et l'invasion soviétique (1918-20 / 1940) qui ne fut jamais formellement condamné par l'Occident.⁶⁶

A la suite des développements de la chute du Mur de Berlin, la Russie accepta l'indépendance des trois pays à condition qu'ils ne gênent pas sa sphère d'influence et n'entravent pas sa conduite géopolitique. En fait, les Etats baltes restèrent les seuls que la Russie ne put contraindre à rejoindre la CEI. Ainsi l'installation militaire et le statut d'environ 100.000 soldats (dont la moitié fut stationnée en Lettonie) devinrent les plus importants problèmes entre les trois pays et la Russie. Moscou ralentit le retrait militaire pour des raisons d'insuffisance financière, et de 1991 à fin août 1994, la question du retrait des forces armées russes empêcha tout développement de relations de bon voisinage, l'ONU, la CSCE, le Conseil de l'Europe et la Commission européenne servant alors d'intermédiaires dans les négociations.

Par conséquent la question des Russophones résidant dans les pays baltes prit très vite un caractère politique avec l'intention de la Russie de gagner un nouvel avantage dans l'arène politique internationale. Ainsi elle interpelle régulièrement la communauté internationale sur la responsabilité particulière et le caractère discriminatoire des législations des pays baltes, notamment ceux d'Estonie et Lettonie. En tous cas, les relations russo-estoniennes et russo-lettonnes entament une guerre des nerfs et parfois, les parties ne sont pas même capables d'établir un simple dialogue diplomatique pour résoudre leurs problèmes. Par contre, les relations russo-lituanienues avancent sur une ligne plus positive, mais, notamment depuis 1995, l'essentiel des tensions et des incompréhensions provient de la volonté balte d'adhérer à l'Alliance euro-atlantique et cela amène la Russie à redéfinir sa vision sécuritaire dans la région. D'après la Russie, l'effort de l'Alliance euro-atlantique visait simplement à créer un axe Baltique-Mer Noire dirigé contre elle. Pourtant une exception subsiste : contrairement aux deux autres pays baltes, la Lituanie emprunte une politique étrangère parallèle à celle de la Russie et profite de

⁶⁶ D.J.B.Shaw, *Russia in the Modern World*, Londres, Blackwell Publishers, 1998, p.250.

nombreux privilèges de sa part grâce à l'importance de sa position stratégique coïncidant avec le passage de Kaliningrad. D'ailleurs depuis les déclarations d'indépendance des pays baltes l'approche russo-lituanienne provoque l'essentiel des confusions régionales. La Lituanie était très critiquée car passive quant à rejeter les structures communistes et ne sachant résister à être un élément naturel de la sécurité russe. Elle est aussi très tolérante sur la question des minorités russes. D'autre part, l'Estonie était le seul pays balte qui est accepté dans la première vague d'élargissement par l'UE, engendrant évidemment une certaine jalousie de la part de ces pays.

Mais à la fin du mandat d'Eltsine et des années 90, nous remarquons une période de rapprochement entre les pays baltes et la Russie visant à développer une coopération régionale. C'est pour cette raison que les commissions intergouvernementales commencèrent à travailler afin de négocier des accords de coopération, essentiellement dans le domaine économique. Les efforts concernant les sujets sécuritaires furent inaugurés en octobre 1997 par le président lituanien, A.Brazauskas, durant sa visite à Moscou où il proposa donc l'acceptation d'un pacte de sécurité et de stabilité régionale comprenant les trois pays baltes et la Russie, mais qui fut rejetée plus tard par les présidents letton et estonien.⁶⁷ Ainsi il apparaît clairement que les pays baltes sont plus frileux sur la coopération sécuritaire que sur celle économique. Par ailleurs, le lobby énergétique russe exerce une pression sur le gouvernement russe afin qu'il redéveloppe les relations bilatérales concernant aussi les questions de sécurité. Dans ce cadre, depuis 1998, les relations russo-baltes s'intensifient, notamment en faveur des Litvaniens et des Estoniens, les deux pays qui ont doublé leurs exportations en très peu de temps vis-à-vis la Russie vers la fin des années 90.⁶⁸

Avant de passer aux relations germano-baltes il faut rappeler que les relations russo-baltes se basent sur des sujets suivants : la situation des russophones habitants, notamment, en Lettonie et en Estonie, la montée de l'importance stratégique de Kaliningrad et l'accès des transport vers Kaliningrad, le dénouement

⁶⁷ A.Marin, « Dix ans des relations russo-baltes », *Le courrier des pays de l'Est*, No.1003, mars 2001, p.12.

⁶⁸ V.M.Sergeyev, « The Historical Structure of Conflicts in the Baltic Area and the Long-term National Interests of Russia », in O.F.Knudsen, *op. cit.*, p.26.

des obstacles frontaliers avec la Lettonie et l'Estonie et l'augmentation du transfert de gaz et de pétrole nord-russe.⁶⁹

Depuis des dizaines d'années l'Allemagne n'avait pas de politique efficace et spéciale concernant la région de la Mer baltique, et même aujourd'hui, il est difficile de lui en trouver une. Mais la recherche de coopération de sécurité militaire pousse les Allemands à trouver des moyens pour intensifier leurs relations baltes et celles avec les pays alentours. Dans l'après-Guerre Froide les intérêts allemands concernent principalement deux objectifs : préserver une Europe unie dans l'ordre européen par un processus d'intégration intensifié et fortifier la stabilisation des pays de l'Europe centrale et orientale.⁷⁰ C'est aussi pour cette raison que l'Allemagne essaye d'entretenir des relations amicales avec les Etats baltes, son soutien étant pour eux un élément-clef dans leurs efforts d'intégration au sein des organisations euro-atlantiques. Les dirigeants baltes furent cependant récemment déçus par les hésitations allemandes à défendre leur adhésion à l'OTAN. Crainte ou indifférence de Berlin ? la réponse est caché derrière certaines causes. Tout d'abord, les intérêts nationaux allemands ne se concentrent pas prioritairement l'Europe du nord. Ce sont les pays scandinaves qui, sous les structures d'intégration et coopération nordique, sont plutôt intéressés par cette région. Deuxièmement, Berlin donne beaucoup plus d'importance aux PECO qu'aux pays baltes. D'après les Allemands, cette région peut représenter simplement un pilier de l'*Ostpolitik*, le pilier essentiel étant toujours l'élargissement et l'intégration de l'UE et l'OTAN. Troisièmement, l'adhésion de la Pologne à l'OTAN comme premier candidat de la nouvelle vague était l'attente prioritaire des allemands actuellement en voie de réalisation. Quatrièmement les engagements financiers de l'Allemagne ont aussi une limite puisqu'elle dépense beaucoup pour les PECO sous forme d'assistance économique, technique et culturelle, et donc ne peut dépasser ses limites budgétaires. Dernièrement et c'est peut-être le plus important, l'Allemagne ne veut pas donner l'impression à Moscou qu'elle convoite la région de Kaliningrad (oblast), région sur laquelle la Russie est particulièrement sensible.⁷¹ C'est donc pour ces raisons que l'Allemagne entretient une stratégie - relativement - modeste et multilatérale plutôt que de jouer le rôle de

⁶⁹ *Ibid.*, p.20-28.

⁷⁰ A.Krohn, « Germany's Security Policy in the Baltic Sea Region », in O.F.Knudsen, *op. cit.*, p.113.

⁷¹ *Ibid.*, p.115.

grande puissance. Depuis l'indépendance des pays baltes, les Allemands sont restés très attentifs et prudents afin de ne pas provoquer de possibles malentendus russes. Par exemple, ils ne fournissent aucune aide militaire majeure à la région baltique mais y donnent de simples assistances dans le cadre des sujets de « *soft security* »⁷².

S'il faut faire une considération à propos des pays baltes, l'intérêt de la Russie y était très important durant de longs siècles et s'accroît davantage depuis 10 ans. Il faut y rajouter toutefois des efforts de l'Alliance euro-atlantique (l'élargissement de l'OTAN et l'intégration européenne) visant à transformer la région en un système libéral et démocratique qui sera typiquement occidental.⁷³ Il est évident que dans l'après-Guerre Froide, l'immense perte de ses territoires multiplie l'importance de cette région pour la Russie. Les pays baltes entament ainsi une zone-tampon entre le territoire russe et la région de Kaliningrad, vitale pour la Russie, et leur intégration notamment aux structures occidentales économiques et de sécuritaires irrite la traditionnelle crainte russe d'être entourés par les occidentaux. La Russie fait beaucoup d'efforts pour maintenir ses bonnes relations avec la Lituanie (qui se trouve sur le passage de Kaliningrad) et garantie ainsi la survie de ses intérêts vitaux sur ses territoires de l'ouest. De cette manière, elle a un comportement pragmatique et affaiblit également l'influence de l'UE, c'est à dire l'influence allemande, sur la région balte en donnant un soutien privilégié à la Lituanie, évidemment pour la remplacer par la sienne.⁷⁴ En fait, du côté russe, la question balte englobe toujours la question de Kaliningrad.

Sous Section IV - Le problème de Kaliningrad

L'ancien nom de Kaliningrad était Königsberg, ville qui prit son statut officiel pour la première fois en 1302, à l'époque prussienne et le fameux philosophe

⁷² Y compris l'amélioration des forces policières, du contrôle frontalier, de la surveillance des côtes, etc. *Ibid.*, p.115.

⁷³ O.Nørgaard & L.Johannsen, *The Baltic States After Independence*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 1999, pp.165-171.

⁷⁴ La Lituanie était le seul pays qui eut des tentations anti-UE parmi l'opinion publique dans les pays baltes. Même si cette situation se transforme aujourd'hui en faveur de l'UE et aussi de l'OTAN, l'influence oppositionnelle russe au niveau étatique reste toujours efficace. De cette manière il est possible de considérer la Lituanie comme le pays le plus pragmatique de la région. C.Archer & C.Jones, « The Security Policies and Concepts of Baltic States - Learning from their Nordic Neighbours ? » et G.Værnø, « Bridging the Nordic-Baltic Gap or- the Nordic Predicament in the Baltics », in O.F.Knudsen, *op. cit.*, pp.175-196.

Immanuel Kant habitait. Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, cette région était le garde-manger de l'Allemagne, mais surtout, Kaliningrad fut toujours une région irremplaçable pour les Allemands, pour des raisons historiques et socio-psychologiques, et encore de nos jours, la majorité du peuple allemand la considère comme une partie de leur patrie.

Après 1945, lorsque la Russie s'empara de Kaliningrad, elle provoqua le déplacement plus d'un million d'allemands et la transforma en terrain de garnison et de manœuvre de l'Armée Rouge et dépôt de missile. Pendant l'époque soviétique les régions de Karelia, de St-Petersbourg et de la péninsule de Kola restèrent sous l'influence de Kaliningrad⁷⁵, devenant probablement le terrain le plus militarisé de l'URSS. Pourtant à cette époque son importance économique aussi s'éleva davantage notamment par le développement de l'industrie de pêche.

Aujourd'hui la majorité de la population est russe (près d'un million), pourtant le nombre des minorités allemandes se situe autour de 20.000 et ne manifestent aucun enthousiasme pour y résider, partagées entre le désir de la patrie et le sentiment d'être étouffé par les soldats russes qui venant des pays baltes, s'y installèrent après le retrait de l'armée soviétique. Effectivement, quand la Russie perdit son influence dans la région baltique, Kaliningrad devint instantanément le seul port ouvrant à l'Ouest et géopolitiquement le plus vulnérable territoire de la Russie, seule base navale de la flotte baltique des russes. Dès la croissance de l'importance de Kaliningrad, la Russie s'inquiéta alors des deux questions suivantes : les conséquences, sur la sécurité européenne, notamment la participation polonaise à l'OTAN et le contact des frontières de l'alliance occidentale avec celles de la Russie ; et les conséquences de l'intérêt spécial et des futures activités de l'Allemagne ?

Mais d'autre part, l'Allemagne et la Pologne s'inquiétèrent de la présence militaire russe qui grandissait de jour en jour, à tel point que le gouvernement allemand avertit plusieurs fois la Russie de ne pas transformer Kaliningrad en un pont militaire. En fait, depuis le retrait militaire soviétique de ses satellites, la Russie y envoya beaucoup plus de soldats qu'auparavant entraînant l'inquiétude des Polonais

⁷⁵ D.Cox, *op. cit.*, p.115.

et des Lituaniens. De plus ces derniers commencèrent à faire entendre à haute voix que les Russes violaient le traité des Forces Conventionnelles en Europe (FCE). En automne 1994, Kaliningrad devint la région où il y avait la plus large concentration militaire d'Europe, même après la réduction de 40% faite entre les années 1991-94.

Cependant pour échapper la montée de la tension et aux embarras sécuritaires, l'Allemagne est concentrée sur le développement économique de Kaliningrad, et Youri Matochkin, gouverneur de Kaliningrad, demanda à l'Allemagne la création d'une zone de libre échange et des réductions d'impôts. L'Allemagne devant rester en bonnes relations économiques avec Kaliningrad dans laquelle se trouve plus de 500 entreprises étrangères dont la majeure partie des capitaux vient d'Allemagne⁷⁶, les dirigeants allemands lui donnèrent une réponse affirmative en signalant que c'est l'administration de Kaliningrad qui devait fonder une structure administrative et économique saine poussant ainsi les Russes à fonder un nouveau modèle complètement applicable au système capitaliste. L'Allemagne demanda aussi l'ouverture d'un consulat à Kaliningrad en contrepartie du consulat russe de Francfort, mais la Russie réagit brusquement et considéra cette demande comme une impudence pure car d'après certains bureaucrates de Moscou, l'unique but des allemands était de créer une opposition à force régionale de la Russie et de limiter le potentiel militaire russe.

Les administrateurs et les médias allemands firent toutefois diverses propositions pour le futur statut de Kaliningrad : l'intégrer à la région Balte, la transformer en une « République Germano-Russe de Königsberg », la rendre pareille à Luxembourg, la démilitariser puis l'intégrer dans l'UE.⁷⁷ La Russie n'accepta évidemment aucune de ces propositions. Mais il y a peu de temps que nous avons pu remarquer des efforts concrets qui pourront engendrer l'intégration de Kaliningrad dans l'UE puisque le 11 novembre 2002, l'UE commence à pré-négocier avec la Russie l'attribution d'un statut juridique privilégié de Kaliningrad, y compris la libre circulation des citoyens dans l'UE, l'amélioration du statut de libre échange, etc.⁷⁸ En effet, la démilitarisation de Kaliningrad n'est pas encore faite et les demandes polonaises et lituaniennes sur les sujets de sécurité s'intensifient de jour en jour.

⁷⁶ M. Wohlfeld, *op. cit.*, p.618.

⁷⁷ A.E. Stent, *op. cit.*, pp.170-171.

⁷⁸ www.ntvmsnbc.com/179489.asp

C'est donc pour cette raison que les Litvaniens signèrent en janvier 1998 la charte OTAN-Baltique et les Polonais firent l'effort d'accélérer leur adhésion et terminèrent les pourparlers à l'accession en novembre 1997 et enfin adhèrent à l'OTAN en janvier 1999 (Voir annexe III - Carte 3). Il est évident que la Russie fut très inquiète d'une telle expansion en sa défaveur. La question de Kaliningrad engendrera probablement d'autres situations confuses dans la région baltique si les Russes et les Allemands ne font suffisamment d'efforts pour calmer ces tensions.

Avant de conclure les sections des pays baltes et de Kaliningrad, nous jetterons un coup d'œil sur les pays très sensibles pour la sphère d'influence russe et aussi pour le maintien de la sécurité baltique. Le premier est la Biélorussie qui se situe sur le passage de Kaliningrad vers la Russie et le second est l'Ukraine qui se trouve, à l'égard de la Russie, sur le deuxième et alors dernier passage maritime s'ouvrant de la Crimée aux mers chaudes et partiellement vers l'Europe centrale et orientale.

Il est certain que l'importance de l'Ukraine pour Moscou ne dépend pas seulement de sa position géopolitique mais aussi de son statut privilégié et de la sympathie qu'elle a, au sein de l'opinion publique russe. De plus l'Ukraine développe actuellement une relation privilégiée avec les structures de sécurité occidentale et garde encore divers éléments de haute technologie soviétique⁷⁹, si bien qu'au départ, l'idée même de l'indépendance de l'Ukraine était inacceptable pour les Russes. C'est donc pour cette raison que la signature et la ratification du Traité de Bon Voisinage entre les deux pays fut retardée. Si nous ajoutons l'effet psychologique créé par les 11 millions citoyens ukrainiens appartenant à la minorité russe, nous percevons clairement pourquoi la Russie dut mal à tolérer cette divergence.⁸⁰ Aujourd'hui la division de la flotte de la Mer Noire, le contrôle et le retrait des missiles nucléaires soviétiques, l'issue du transport de pétrole et de gaz, le statut de la Crimée et donc de la ville de Sébastopol sont toujours les principaux points sensibles des relations russo-ukrainiennes même s'ils ont été récemment résolus.

⁷⁹ Y compris les ressources, les établissements industriels, les spécialistes de la technologie nucléaire, etc.

⁸⁰ 11 millions citoyens russophones constituent le 20% de la population ukrainienne. R.Allison, « Russia and the New States of Eurasia » in A.Brown, *Contemporary Russian Politics*, New York, Oxford University Press, 2001, p.449.

Quant à Biélorussie, la situation est un peu différente car les Biélorusses ne possèdent pas la conscience nationale exacerbée qu'ont les Ukrainiens. Si l'Ukraine a l'envie de participer à l'orientation de la politique étrangère euro-atlantique et se définit elle-même comme indépendante et plus européenne qu'eurasiatique, au contraire, la Biélorussie est relativement sous l'influence concrète de la Russie. En avril 1996, la déclaration du président russophile de la Biélorussie, Alexandre Lukachenka, signalant la nécessité d'accepter la Russie comme un pays dominant et de développer une intégration plus approfondie avec elle, en était un bon exemple. La Russie, d'ailleurs, profita bien de ce genre d'attitudes quand elle constitua la CEI.⁸¹ L'importance stratégique de la Biélorussie vient alors de la présence des bases militaires russes, des réseaux de transport et du gazoduc russe qui traversent la Biélorussie et vont vers Kaliningrad.

Section II - Transformations dans la Politique Etrangère Allemande

Avant sa réunification, l'Allemagne était un problème mais plus tard elle devint une question, c'est-à-dire qu'il y eut une imprécision sur la place qu'elle occupera dans les politiques mondiales, régionales et dans les différentes formations. Toutefois l'Allemagne est considérée aujourd'hui comme « la puissance structurelle dominante en Europe »⁸², et grâce à cette spécificité elle commença rapidement à remplir la vide de stabilité et d'influence occupée auparavant par l'URSS engendrant ainsi, des transformations fondamentales dans la politique étrangère allemande. Le tableau détaillé ci-après explique certains de ces changements (tableau 1). La participation de l'Allemagne, notamment à l'opération militaire de Bosnie et à la plupart d'autres opérations hors de zone de l'OTAN (Guerre du Golfe 91, Crise de Somalie 92-93, etc.) fut une grande innovation au sein de la politique étrangère allemande.⁸³ La question se pose de savoir quels étaient les éléments principaux de la politique étrangère allemande avant la réunification, et s'il y eut des mutations dans cette politique ?

⁸¹ *Ibid.*, p.450.

⁸² A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, *op.cit.*, p.3.

⁸³ M.N.Hampton, « Institutions and Learning : Explaining Incremental German Foreign Policy Innovation », *European Security*, Vol.5, No.4, 1996, pp.543-549 et aussi, M.Stürmer, « Les conséquences de 1989 : les objectifs de la politique étrangère allemande », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, pp.513-519.

Tableau 1 : Permanences et changements de la politique étrangère allemande dans l'après-Guerre Froide ⁸⁴

Eléments de la politique étrangère allemande dans la période de post-unification	
Cas permanents de la politique étrangère	Cas variables de la politique étrangère
• Intégrer la <i>Bundeswehr</i> à l'OTAN • Soutenir l'extension de la majorité qualifiée dans le Conseil européen • Soutenir la fortification de législation du Parlement européen • Soutenir la fortification des institutions des droits de l'Homme de l'ONU • Avoir envie de protéger ses propres institutions de télécommunication	• S'intégrer peu à peu aux opérations militaires hors-territoriale • Tenter de diminuer ses contributions au sein du budget européen • Soutenir l'agriculture commerciale au lieu de s'y opposer

Depuis la moitié du XX^{ème} siècle, la politique étrangère allemande possède trois piliers essentiels : intérêts, institutions et identité. Les institutions allemandes sont capables de définir l'intérêt et l'identité du pays au niveau intérieur et international. Ces institutions sont en train de préparer la constitution, la politique monétaire nationale (qui deviendra européenne) et l'économie sociale de marché allemande des citoyens, est créée par une identité contenant le système fédératif constitutionnel et les droits civiques, mais historiquement ses caractéristiques s'adossèrent plutôt aux éléments ethniques qu'aux éléments civiques.⁸⁵ Cette identité comprend alors certains principes au niveau du concept d'intérêt national qui seront prioritaires face au droit international, comme attacher de l'importance à l'intégration multilatérale et la coopération pan-européenne, affermir la gestion de crise préventive et le contrôle des armes et être attaché à toutes les institutions

⁸⁴ V.Rittberger, *Germany Foreign Policy Since Unification*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2001, p.311.

⁸⁵ Les principales institutions allemands sont le Bureau de Chancelier fédéral, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de l'Economie, le Ministère de la Défense, la Bundestag, la Bundesrat et aussi les Forces Armées fédérales (*Bundeswehr*). Les structures institutionnelles de l'Etat sont bien plus actives dans le processus de la formulation des politiques par rapport aux celles des autres Etats européens. Cela offre ainsi une certaine autonomie aux ministres allemands à se mouvoir librement dans leur propre-espace de responsabilité que Hyde-Price l'appelle « le pluralisme institutionnel ». A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, op.cit., pp.24-38.

effectives internationales.⁸⁶ Le multilatéralisme allemand a une place très particulière dans tous ces principes et entame le caractère essentiel de la politique étrangère allemande. Du reste, durant la Guerre Froide la République fédérale n'était pas orientée par une politique étrangère totalement souveraine, nationale et autonome. En fait, la formation du multilatéralisme continua jusqu'au début des années 90 et fut nommée « L'eupéanisation de l'Etat allemand » à tel point qu'il est désormais impossible de séparer les intérêts nationaux allemands de ses intérêts européens.

La perspective « eupéaniste », qui fut développée par Kohl, commença à entraîner trois conséquences pour la politique étrangère allemande notamment après le changement de génération politique : la sauvegarde des droits de l'Homme devint le discours central de la politique étrangère, la notion du « auto-intérêt défini » (enlightened self-interest / aufgeklärtes Eigeninteresse) celui de l'*Europapolitik*⁸⁷ actuellement gérée par Gerhard Schröder et enfin, même si l'Allemagne n'était pas considérée auparavant comme une « grande puissance », elle fut désormais enregistrée comme une « large puissance » dans l'arène internationale.⁸⁸

Par ailleurs, pour bien saisir la restructuration de la politique étrangère allemande dans la période d'après-unification, il faut savoir que les conceptions de son rôle national sont toujours entamées par ses intérêts économiques, sa localisation géopolitique, son identité nationale⁸⁹ et ses institutions démocratiques. Dans ce contexte, l'Allemagne est tout d'abord un pouvoir civil (*zivilmacht*) et occupe une place particulière pour le maintien de la paix et la coopération internationale. Cette attitude vient d'une réaction qui est faite pour s'opposer à l'approche hitlérienne de l'héritage prussien. Cependant, l'Allemagne est une nation de commerce et une puissance économique bien intégrée aux marchés européens et globaux, elle est aussi puissante grâce à la monnaie européenne qu'elle domine et

⁸⁶ *Ibid.*, p.29.

⁸⁷ Dans l'après-guerre froide, la transformation dans l'état des menaces sécuritaires affaiblit le besoin de sécurité militaire transatlantique et fortifie l'intégration européenne. Dans ce contexte l'*europapolitik* devient le cœur de la politique étrangère et sécurité allemande. L'*europapolitik* vise essentiellement à compléter l'intégration européenne (y compris des intérêts communs franco-allemands), à renouveler les relations transatlantique (en faveur de l'intégration sécuritaire européenne) et de fortifier la multilatéralisme et donc l'ONU. *Ibid.*, pp.180-181.

⁸⁸ La première des trois conséquences que nous venons de traiter fut observée par ces deux exemples : pour la première fois l'Allemagne eut un rôle actif dans une opération hors-territoriale (Kosovo) et elle limita encore pour la première fois ses exportations militaires en raison de non-respecter des droits de l'Homme (cas de la Turquie). *Ibid.*, pp.41-42.

⁸⁹ Il s'agit de politique culturelle et linguistique évidemment non-irréductible.

joue le rôle de moteur de l'intégration européenne. Ce rôle est directement lié au partenariat stratégique qu'elle fonda avec la France et est l'un des piliers essentiels de l'identité allemande. L'Allemagne est également un partenaire loyal pour l'économie transatlantique, ce n'est pas seulement par le bouclier de sécurité que les Etats-Unis la protège (par l'OTAN) mais l'Allemagne est aussi sous une grande influence de valeurs et de culture américaine. De plus, elle est le défenseur de la coopération pan-européenne dont le soutien enthousiaste au processus de détente, dans le cadre de l'*Ostpolitik* et pendant la bipolarité tendue, était un bon exemple. Finalement l'Allemagne joue le rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest, une conduite qui est essentiellement entamée par l'*Ostpolitik* et qui nécessite actuellement de nouvelles stratégies que nous allons aborder dans la deuxième partie.⁹⁰

Les transformations frappantes, non seulement de la dernière décennie mais aussi depuis la fin de la bipolarité tendue, dans la nature des politiques étrangères allemandes dont nous sommes encore des témoins, et ses projections territoriales sur des anciens rapports germano-russes n'étaient pas les seules conséquences d'un changement conjoncturel. C'étaient aussi les efforts d'adaptation aux nouvelles politiques mondiales se révélés par les événements structuraux que nous avons examinés dans l'équilibre des forces de la bipolarité. Les changements observés servent ainsi d'exemple à la transformation tout entière des politiques mondiales. Les différents aspects de ces changements - surtout sur les zones régionales où se trouvent de vifs intérêts économiques et sécuritaires pour l'Allemagne et la Russie - encadrées dans le dernier chapitre et analysées en profondeur dans la deuxième partie, seront importants pour tenter d'élaborer des prédictions saines sur les questions d'économie et surtout de sécurité mondiale.

⁹⁰ Il est actuellement impossible de dire qu'il y a toujours une harmonie entre ces rôles. Au début des années 90 et durant la période de post-unification, ceux-ci entrèrent parfois en conflit, notamment la lutte entre le *zivilmacht* et son engagement dans l'alliance, et l'incompatibilité entre l'intégration européenne et les relations transatlantique. A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, op.cit., pp.43-46.

DEUXIEME PARTIE – ALLEMAGNE ET RUSSIE DANS LA NOUVELLE EUROPE

Chapitre I - PERIODES ET APPROCHES

La période d'après-guerre est terminée ainsi que la phase à long terme des demandes exceptionnelles de la politique étrangère allemande, phase commencée par la réunification de l'Allemagne, tâche finale de sa diplomatie n'appartenant pas uniquement à Kohl et son ministre des Affaires Etrangères, Genscher mais aussi, produit d'importants efforts diplomatiques. Avec la réunification, *Westbindung* et *politik der stärke* (politique de puissance) entrèrent dans une nouvelle ère et la confiance du monde occidental face à l'Allemagne fut finalement construit. Pour la première fois de son Histoire, l'Allemagne se trouvait entourée par un nombre d'Etat-voisins jamais atteint jusque là, et surtout sans aucun danger sérieux d'hostilité. Avec cette nouvelle période, l'Allemagne croit finalement trouver l'occasion qu'elle méritait depuis un demi siècle, d'atteindre le statut de grande puissance, de devenir un point focal de force et un centre d'attraction économique et de mettre en ordre ses rapports régionaux et globaux dans le cadre d'un plan stratégique. Ce dernier avantage lui permet aussi de donner une importance particulière à la Russie et à l'ex-périphérie européenne de l'URSS. Les relations germano-russes durant l'après-Guerre Froide engendrent ainsi la mise en œuvre d'une coopération à haut niveau et aussi celle d'une immobilité craintive mais jamais d'un ressentiment.

Dans ce chapitre nous entreprendrons d'analyser les conduites politiques des gouvernements et donc des personnages qui étaient au pouvoir depuis le début de l'après-Guerre Froide. Nous pourrions envisager ainsi l'influence qu'ils créèrent, et qu'ils ont toujours sur l'essentiel des politiques de leurs pays, sur les relations mutuelles des deux pays, voire sur la conduite des politiques mondiales. Nous allons montrer les changements à court-terme des relations mutuelles qui se produisent surtout au niveau du discours de la politique étrangère russe et les réflexions de celui-ci sur les relations bilatérales. C'est pour cette raison que nous diviserons les sections en estimant les transformations périodiques de la Russie. Nous analyserons donc dans la première section, l'époque appelé « romantique » ayant commencé par la chute du Mur de Berlin, jusqu'aux premières années du mandat présidentiel

d'Eltine, et continuerons dans la deuxième section par la période de rationalisation où le discours officiel de la Russie s'intensifie au détriment du monde occidental et dépend plus de la *realpolitik*, et dans la dernière section, montrons, comment les cadres politiques laissent leurs places aux plus jeunes générations.

Section I - Epoque romantique (1989 - 1993)

A cette époque la Russie tentait plutôt d'échapper à la démoralisation créée par la dissolution de l'URSS et à s'intégrer à la famille des nations occidentales civilisées.⁹¹ Durant les premières années de la post-réunification allemande, Gorbatchev, fondateur de la *Glasnost* et *Perestroïka*, eut du mal à s'adapter aux changements se produisant dans la politique interne soviétique. Le retrait du GFA soviétiques en Allemagne de l'Est et dans les pays est-européens fut perçu par les communistes et les nationalistes comme la perte de tous les avantages acquis de la Seconde Guerre Mondiale⁹² et les faits les conduisirent à augmenter peu à peu leur pression sur Gorbatchev et finalement jusqu'à ordonner un coup d'Etat contre lui. Cependant l'Allemagne s'inquiétait pour l'instabilité politique en URSS (et plus tard en Russie), c'est à dire un changement de mandat, qui pourrait engendrer l'interruption du retrait militaire soviétique. Pour garder la stabilité dans l'URSS, le gouvernement Kohl ne cessa jamais son soutien moral et économique à l'égard de Gorbatchev et évidemment de son prédécesseur, Eltsine.

Gorbatchev et Eltsine profitaient bien de ce comportement du gouvernement allemand, alors qu'à l'époque de Gorbatchev, les allemands firent une assistance économique de 7 milliards DM pour les dépenses de stationnement et de retrait de l'armée soviétique et 7.8 milliards DM pour la constructions de nouvelles casernes. Eltsine ne s'abstint pas de demander une assistance supplémentaire de 7 milliards DM qui n'était pas déjà pris en considération entre les deux parties. En effet, les Russes n'obtinrent jamais cette somme et pour ne pas brusquer les bonnes relations, le gouvernement Kohl consentit à faire un don d'un demi milliard DM⁹³ et par conséquent, la question du retrait militaire fut quasiment réglée. Selon la demande du gouvernement russe, le retrait militaire prit la forme d'une grande cérémonie afin

⁹¹ Y.Bazhanov, « Russian Foreign and Security Policy in its Global Dimension », in K.R.Spillman & A.Wanger, *Russia's Place in Europe : A Security Debate*, Bern, Peter Lang Press, 1999, p.168.

⁹² D.Cox, *op. cit.*, p.2.

⁹³ A.E.Stent, *op. cit.*, pp.161-164.

d'affermir l'argument russe prétendant l'URSS n'était jamais une force d'occupation, mais au contraire, une force de soutien qui protégeait l'Europe de l'Est des hostilités fascistes. De cette façon, les Russes tentaient de renouveler l'image de leur nouveau pays et de signaler qu'ils ne souhaitaient pas que leurs futurs rapports est-européens soit rompus.

Nous constatons que depuis le début d'après-réunification allemande, les Soviétiques développèrent un partenariat privilégié avec le monde occidental mais, surtout avec les Allemands qui étaient très généreux avec eux puisque même le traité d'amitié porta un sens particulier. Il contenait une clause de non-agression et, surtout, de non-assistance à un agresseur de l'une ou l'autre partie, clause que nous ne retrouvons pas, par exemple, dans le traité du même type signé entre l'URSS et la France.⁹⁴ Pourtant, l'invitation de l'URSS au sommet du G-7, faite par Kohl en tant que porte-parole en chef en 1991, était un autre indice du soutien allemand à Moscou comme par exemple, les Alliés qui avaient soutenu l'Allemagne et le Japon durant l'après-Guerre. La logique de Kohl était simple : même si l'URSS fut « vaincue » par les Alliés, la nouvelle Russie devait être intégrée au système occidental pour ne pas être marginalisée plus tard, comportement modéré visant également à encourager les réformes russes. Même si Gorbatchev n'obtint pas l'assistance financière d'urgence qu'il attendait du sommet des G-7, il était toutefois content de voir son pays franchir les principaux obstacles de l'intégration économique au système libéral.⁹⁵

Il est toutefois clair que la politique russe du gouvernement fédéral s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie paneuropéenne poursuivie à cette époque tant par les pays de l'Europe occidentale que par les Etats-Unis. Celle-ci visait donc à renforcer les structures politiques et économiques d'un Etat russe renaissant afin de se prémunir contre les risques éventuels d'un retour des « incertitudes russes », consolider les forces dites démocratiques alors au pouvoir à Moscou et intégrer le Kremlin dans un vaste réseau de coopération internationale.

⁹⁴ H.Stark, *op. cit.*, p.599.

⁹⁵ Les négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale concernant la coopération et l'assistance technique commencèrent à cette époque. Pour plus de détail voir. A.E.Stent, *op. cit.*, p.174.

Cependant, les relations germano-russes n'étaient certainement pas indépendantes de divers facteurs de la politique internationale puisque les conflits ethniques entamés après la dislocation de la Yougoslavie firent confronter indirectement les deux pays qui y ont des intérêts divergents. Les Russes épaulaient les Serbes et les Allemands encourageaient les Croates, même si ce dernier cas était limité par des aides politiques. Par ailleurs, l'idée même de la présence militaire des Allemands en dehors de ses frontières immédiates, était difficilement acceptée au sein de l'opinion publique interne et internationale. Mais après la dislocation de la Yougoslavie, la violence atteignant des niveaux inégalés, massacre et génocide, même le parti le plus opposé à toutes interventions militaires, les Verts, se sentit obligé de développer et accepter cette idée.⁹⁶ En soutenant cette intervention, l'Allemagne put à la fois garder de bonnes relations avec ses alliés et obtenir une véritable occasion d'orienter ses futurs intérêts stratégiques. Cependant, l'Allemagne eut besoin d'une légitimité étatique qui fut créée par la doctrine de Kohl avec laquelle, il exprime brièvement l'argument de « *faire partie de la solution au lieu de celle du problème* ». Cette déclaration et les applications⁹⁷ furent importantes puisque ce fut le premier indicateur de la fin de l'époque romantique.

Les bonnes relations occidentales de la Russie furent mises en danger par un autre développement. En novembre 1991, les Tchétchènes déclarèrent leur indépendance et grâce à elle, les fractions nationalistes et communistes en Russie commencèrent à être estimées davantage. Surtout à partir de 1993, ces transformations qui se développaient en faveur des fondamentalistes, poussèrent Eltsine à prendre un ton autoritaire dans la politique intérieure. Il nomma plus tard un étatiste/centriste, Primakov, comme ministre des affaires étrangères à la place d'Andrei Kozyrev qui était plus atlanticiste, néanmoins modéré,⁹⁸ bon exemple pour prouver qu'Eltsine tentait d'appliquer des politiques plus rationalistes.

⁹⁶ Surtout le massacre de Srebrenica fut en élément clef pour la participation de l'Allemagne à l'intervention yougoslave.

⁹⁷ Depuis les années 30, les soldats allemands furent chargés pour la première fois -mais pour des missions passives- dans des forces internationales (IFOR et SFOR). N. Philippi, « Civilian Power and war : the German debate about out-of-area operations 1990-99 », in S. Harnisch & H.W. Maull, *op. cit.*, p.55.

⁹⁸ F. Canbaş, *Russian Security Policy After the End of the Cold War*, Mémoire de DEA dirigé par Prof. Dr. Cengiz Okman, Institut des Sciences Sociales à l'Université Fatih, Istanbul, 1999, p.88.

Mais, l'apparition de l'idée de l'élargissement de l'OTAN visant à entourer l'Europe centrale et orientale, fit donc monter la tension entre les Russes et les Alliés, voire alimente actuellement le principal point de désaccords entre les deux. Selon les Russes, à cause d'une telle tendance, l'OTAN va quitter d'un jour à l'autre son identité défensive et va se transformer en instrument sécuritaire dont l'unique tâche sera d'entourer la Russie. Le soutien clair du gouvernement Kohl aux Etats-Unis afin d'y faire adhérer notamment les pays de Visegrad⁹⁹, fut considéré par la plupart des experts russes de la politique étrangère, comme un manœuvre de renforcement de l'influence de l'Etat allemand en Europe centrale.¹⁰⁰ Malgré tous ces points négatifs, Eltsine ne tentait jamais de nuire aux relations germano-russes car les obligations économiques et financières de la Russie le poussait à garder le dialogue et la coopération avec l'Allemagne qui, elle aussi, ressentait une obligation semblable mais plutôt pour des raisons stratégiques.

Section II - Rationalisation (1993 - 1997)

L'apparition de l'idée d'élargissement de l'OTAN et la question tchétchène firent débiter une nouvelle discussion en Russie selon laquelle, elle tenta de trouver des moyens pour re-définir sa propre-place dans l'arène internationale et réviser son fédéralisme. De cette façon, en 1993, elle entra dans une nouvelle orbite en publiant le document de « tournant réaliste » comme la nouvelle doctrine officielle de l'Etat : la Russie devait prendre sa place parmi les pays démocratiques et civilisés, améliorer ses relations avec ses voisins frontaliers et les grandes puissances d'Asie, encourager plus efficacement les investissements étrangers et donner une importance privilégiée aux droits de l'Homme des russophones qui vivent alentours.¹⁰¹ A partir de ce point, le gouvernement et les autres éléments de l'Etat russe commencèrent à développer différentes approches pour une intention commune concernant la protection de l'intégrité territoriale et le statut international de la Russie. Il apparut ainsi trois groupes principaux : Atlanticistes, réalistes et

⁹⁹ Les pays de Visegrad sont : Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie. G.C.Drake, « German Security and Central Europe », *European Security*, Vol.6, No.4, 1997, p.72.

¹⁰⁰ H.Stark, *op. cit.*, p.601.

¹⁰¹ I.Prizel, *National Identity and Foreign Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, pp. 239-300.

approche eurasianiste.¹⁰² Brièvement, selon les premiers, la domination des fortes relations occidentales doit être retenue comme la suite de l'époque romantique et selon les deux derniers, il faut attacher plus d'importance à la planification stratégique dans le but de développer des relations plus strictes avec les autres acteurs.

Même si Eltsine gardait une position parallèle à la doctrine réaliste, il donnait l'impression d'avoir plutôt une approche pro-occidentale, notamment durant la deuxième partie de 1992. A l'étranger, il suit d'ordinaire la ligne « néo-internationaliste »¹⁰³ qui est celle du lobby de politique étrangère et du KGB. Mais il transparaît certainement davantage dans ses discours improvisés au peuple russe, une forte ressemblance avec Khrouchtchev : même impulsivité, même opposition « eux / nous » qui semble résister à un martellement de la « nouvelle pensée ». D'ailleurs, à ces occasions nous découvrons qu'il soutenait d'une manière croissante, entre 1992-1995, la protection du statut de « grande puissance » de la Russie et entreprenait d'améliorer les relations de la Russie avec les pays post-soviétiques. Il est néanmoins possible de constater qu'au développement de cette approche, Kozyrev était très influent.¹⁰⁴ Lorsque la tendance eurasianiste prenait toutefois de l'importance au sein du mandat présidentiel d'Eltsine, l'atlantisme ne perdit pas alors de son importance, surtout avec le début de l'époque de Primakov au ministère des affaires étrangères, une synthèse entre l'atlantisme et l'approche eurasiatique apparut. Ceci s'adossait à l'intégration à l'économie mondiale en tant qu'acteur égal, à une coopération sélective et pragmatique et à la restructuration des rapports économiques dans la CEI.

D'autre part, l'économie russe ne parvenait pas s'adapter facilement au système libéral et atteindre la capacité économique qu'il lui fallait et l'attitude

¹⁰² J.M. Godzimirski, « Russian National Security Concepts 1997 and 2000: A Comparative Analysis », *European Security*, Vol.9, No.4, 2000, p.75.

¹⁰³ « Les néo-internationalistes sont les successeurs de la ligne Shevardnadze-Yakovlev, de la nouvelle pensée. Pour cette tendance, la Russie n'a pas d'ennemi en Occident, elle n'y a que des « partenaires et des alliés potentiels »; en revanche elle est soumise à des menaces diverses, liées « aux Etats nucléaires de l'ex-URSS et aux conflits à l'intérieur de la CEI » et « de la Russie ». La Russie doit se préparer à « des conflits de basse et moyenne intensité. L'absence d'ennemi en Occident entraîne une révision totale de la doctrine militaire. L'idée de parité est devenue obsolète ». Le postulat fondamental des « néo-internationalistes » est que « la Russie ne peut pas assurer sa sécurité toute seule, en dehors d'une structure globale, pour des raisons économiques et techniques entre autres ». http://www.stratisc.org/strat/strat_056_THOM2_5.html

¹⁰⁴ A.E. Stent, *op. cit.*, p.188.

d'Eltsine sur la question tchétchène devint désormais violente¹⁰⁵, faisant ainsi subir des dommages aux relations occidentales de la Russie. L'assistance courageuse du monde occidental, surtout celle de l'Allemagne, diminuèrent passablement, entraînant l'abandon de la politique du « carnet de chèque » de la diplomatie allemande. Cette situation menaçait gravement l'économie russe qui était dans le besoin d'assistance financière et d'investissements étrangers. L'Allemagne se rendit enfin compte qu'une démarche afin d'écarter l'instabilité et l'imprécision politique en Russie ne serait possible sans savoir où et comment la Russie valorisait ces assistances. Par contre en Russie, une méfiance envers l'Allemagne survint également à cause de la baisse de l'assistance décroissante et de l'approche très sévère de l'opinion publique allemande à propos de la question tchétchène.

Cette ambiance tendue continua jusqu'aux élections présidentielles de juin 1996 où les communistes qui s'opposaient aux politiques d'Eltsine, recueillirent une grande partie des voix. Cette situation émut tout le monde mais surtout le gouvernement Kohl qui, à partir de 1996, recommença d'exalter ses relations avec la Russie et intensifia de nouveau contact entre les dirigeants des deux pays. Effectivement, lorsque Kohl saisit la signification des indices de l'ambiance politique en Russie, c'est à dire en février de la même année, il fut le premier dirigeant occidental à rendre visite à Eltsine à Moscou. Pendant cette rencontre, la place de la Russie parmi des nations de G-7 fut rediscutée, Kohl y fit même une proposition intéressante au sujet de l'adhésion de la Russie comme membre permanent du G-7, proposition rejetée au sommet de Lyon.¹⁰⁶ Cependant il s'agit de nouveau, d'aides financières par la signature de nouveaux accords bilatéraux dissimulant de cette manière, à la fois le soutien allemand à l'extension de l'OTAN et la sensibilité occidentale à propos des abus des droits de l'Homme en Tchétchénie. Les médias allemands blâmèrent violemment la Russie en nommant l'intervention de Tchétchénie comme une guerre contre la population civile et en l'accusant de

¹⁰⁵ En Tchétchénie, Eltsine voulut relever le défi par des méthodes guère différentes de celles pratiquées pendant l'ère soviétique. D'après le monde occidentale, par là même, il fit écarter son pays de la voie de la démocratie. Initialement, l'intervention en Tchétchénie avait valu à la Russie la suspension de l'examen de sa candidature au Conseil de l'Europe par l'assemblée parlementaire de celui-ci. F.Grare, *La Russie Dans Tous Ses Etats*, Paris, Collection Axes, 1996, p.230.

¹⁰⁶ L'adhésion de la Russie au G-7 se fit en 1997 pendant le sommet de Denver et après la signature de l'acte de fondation OTAN-Russie. La Russie participa ainsi pour la première fois au sommet du G-8 de Birmingham (1998) en tant que membre à part entière. A.E.Stent, *op. cit.*, p.176.

poursuivre des politiques neo-imperialistes et d'engendrer un facteur d'insécurité en Europe.¹⁰⁷ La conduite des médias ne fut pas vraiment soutenue par les diplomates allemands mais pourtant ils ne s'opposèrent pas clairement à ces interprétations. Avec son soutien caché à cette tendance des médias, le gouvernement Kohl poursuivait ainsi une ligne pragmatique dans la politique étrangère et affermissait son mandat.

A la fin de la période de rationalisation surtout, Kohl et Eltsine fondèrent de bonnes relations personnelles grâce auxquelles les discours mutuels s'adoucirent peu à peu et le manque de confiance croissant entre les deux parties fut finalement comblé. D'un certain point de vue, le nouveau dialogue entre Kohl et Eltsine assura la suite des relations et la protection de stabilité en Russie et aussi engendra d'une manière concrète l'institutionnalisation d'une coopération stratégique et privilégiée entre l'Allemagne et la Russie.

Section III - La nouvelle génération et les nouvelles déclinaisons

L'Allemagne et la Russie tirèrent rapidement profit de la nouvelle période qui les fit se rapprocher dans tous les domaines. Les divergences d'opinion faisant obstacle à l'intégration européenne de la Russie, laissèrent place aux efforts d'accélération de celle-ci. L'intervention russe en Tchétchénie avait causé la suspension de l'examen de sa candidature au Conseil de l'Europe mais, à partir de février 1996, nous constatons que ce problème entra très rapidement dans une phase de dénouement, alors que la Russie commençait à mettre « le dialogue européen » et « la démocratisation » au centre de sa grande stratégie.¹⁰⁸ Pourtant, cette nouvelle phase de tolérance ne concernait pas vraiment les rapports économiques mutuels entre l'UE et la Russie. Nous entreprendrons ainsi d'analyser plus profondément cet effet dans le chapitre suivant.

D'autre part, nous remarquons que les deux pays commencèrent à accorder de l'importance à la coopération militaire et qu'il y a seulement quelques années

¹⁰⁷ H.Stark, *op. cit.*, pp.606-607.

¹⁰⁸ Nous constatons que les pays de l'UE ne firent rien pour empêcher la dépendance économique unilatérale de la Russie envers eux, au contraire ils s'efforcèrent de garder le statut-quo dans ce domaine. Depuis le milieu des années 90, la proportion de la Russie dans le commerce extérieur total des pays de l'UE est fixée autour de 3% par contre l'inverse était constant à au moins de 40%. A.E.Stent, *op. cit.*, pp.230-231.

cette idée même paraissait un tabou. En outre, nous avons été témoins d'une tenue inhabituelle d'Eltsine, soulignant la nécessité d'un dialogue militaire dense entre son pays et l'Allemagne. En octobre 1997, quelques jours avant le sommet de Strasbourg du Conseil de l'Europe, il fit plusieurs déclarations sur la nécessité pour les Européens de prendre davantage en mains leur propre sécurité sans interférence extérieure. Il disait : « *Nous [les Européens] n'avons pas besoin d'un oncle étranger. Nous pouvons nous unir et vivre normalement* ». ¹⁰⁹ L'une des conséquences concrètes de cette « redécouverte » de l'Europe occidentale par Moscou est la décision de tenir au plus haut niveau politique, des réunions trilatérales régulières, entre les parties russe, française et allemande.

En octobre 1998, la coalition des sociaux-démocrates et des Verts arriva au pouvoir et remplaça le gouvernement Kohl qui y était depuis 16 ans. Le nouveau chancelier était désormais Schröder. Le remplacement du pouvoir allemand par un gouvernement de tendance gauche, a été considéré, au moins au départ, comme un positif indicateur de l'affermissement de la suite des bonnes relations bilatérales. ¹¹⁰ Le gouvernement Schröder tenta ainsi de garder cette approche mais il commença aussi à donner des indices sur les futurs changements structurels de la politique étrangère dont la plus importante serait la participation militaire de l'armée allemande à l'opération de Kosovo de l'OTAN. La présence des forces allemandes en dehors des frontières allemandes, pour la première fois depuis 1945 et sous le nom de « force d'opération délibérée », était un changement très important pour la politique extérieure et sécuritaire de la République fédérale, et fut considérée comme la réapparition de la *Bundeswehr* dans l'arène internationale. Pour cette raison, la légitimité du concept de « pouvoir civil » et sa signification pour l'Allemagne, était de nouveau discuté, dans le cadre du nouvel ordre européen. ¹¹¹ A partir de 1998, la République fédérale subissait à la fois une transformation stratégique et un changement de génération.

Kohl, héritier politique d'Adenauer, ayant tenté de créer une ambiance de confiance au sein de l'intégration européenne et sur l'axe des relations franco-

¹⁰⁹ D.Danilov & S.De Spiegeleire, *Du découplage au recouplage : Une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale ?*, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1998, p.6.

¹¹⁰ *Cumhuriyet*, 18 Septembre 2002, p.9.

¹¹¹ A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, *op.cit.*, p.5.

allemandes¹¹², laissa la place à Schröder et à son équipe appartenant à une culture politique totalement différente de la sienne. Avant d'être nommé Chancelier, Schröder était ministre-président de Basse-Saxe. Il s'y était acquis la réputation d'être un social-démocrate pragmatique. L'Allemagne, avant comme après le mandat de Kohl, ne perdit jamais de vue ses intérêts nationaux. Mais depuis 1998, un style politique nouveau caractérise les dirigeants allemands, comme nous le constatons avec Schröder. Il avait développé son potentiel politique pour presser ses partenaires d'accepter l'élargissement de l'UE vers l'Est.¹¹³

Au sein de son équipe, Oscar Lafontaine était le président du parti (SPD) de Schröder. Lafontaine s'occupait depuis plus de dix ans des problèmes économiques ; il était, sur ces questions là, le porte-parole du SPD et était aussi confronté à la politique de sécurité. Il était donc l'un des porte-paroles du mouvement de la paix qui luttait contre la « double décision » de l'OTAN.¹¹⁴ D'autre part, le ministre de la Défense du gouvernement Schröder, Rudolf Scharping, était un élément d'équilibre contre la fraction représentée par Lafontaine ; il représentait ainsi l'aile traditionaliste du SPD qui cultivait d'étroites relations avec les Etats-Unis, et dont l'état d'esprit était très favorable à l'OTAN.¹¹⁵ Quant au ministère des Affaires Etrangères, Joschka Fischer y régnait (et règne toujours) en maître et s'est appliqué à comprendre et à dominer les grands problèmes contemporains comme certaines questions de politique étrangère et de sécurité. Aujourd'hui, il est connu comme l'avocat de l'intégration européenne¹¹⁶ bien qu'en apparence, il porte les armes de la défense de l'OTAN, tenant pour désastreux que l'Allemagne se singularise en matière de sécurité. Cependant, il est prêt aux investissements en faveur d'une européanisation de la sécurité, même si cela doit conduire à des conflits au sein de l'OTAN.

¹¹² J.S.Canbolat, *op. cit.*, p.79.

¹¹³ Y.Boyer, *Allemagne(s) Certitudes et Incertitudes de la Politique de Sécurité*, Paris, Ellipses, 1999, p.37.

¹¹⁴ La mission de Lafontaine dans le gouvernement et dans le Parti dura jusqu'à sa démission en mars 1999 avec laquelle il accusa le gouvernement de poursuivre des politiques de droite et de s'éloigner des principes sociaux-démocrates.

¹¹⁵ Sa mission et sa carrière politique se terminèrent à cause d'un scandale financier et il démissionna en juillet 2002 et fut remplacé par Peter Struck. <http://english.pravda.ru/world/2002/07/18/32806.html>

¹¹⁶ Fischer, dans une de ses déclaration, explique l'importance qu'il attache à l'intégration européenne comme ci-après : « *L'achèvement de l'intégration européenne est tout d'abord la mission essentielle de ma génération* », A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, *op.cit.*, p.180 et aussi, Y.Boyer, *Allemagne(s) Certitudes et Incertitudes de la Politique de Sécurité*, Paris, Ellipses, 1999, pp.36-39

L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération politique n'est pas le fait exclusif de l'Allemagne, la Russie subit des changements équivalents. Les embarras sécuritaires causés par l'intervention tchétchène et l'accroissement de l'agitation politique des diverses fractions russes liées à la détérioration de la santé d'Eltsine suscitèrent la volonté de le neutraliser. En août 1998, la nomination de Primakov comme Premier ministre en est un bon exemple, et Eltsine ne put regagner sa respectabilité dès qu'après l'avoir obligé à démissionner. Après le départ de Primakov et son remplacement par S.Stépachine en mai 1999, V.Poutine fut le défenseur d'Eltsine, tout en masquant aux yeux du public son influence en montée. Stépachine ayant été totalement discrédité par son inaction en août 1999, face à l'offensive des «islamistes» au Daghestan, Poutine fut alors nommé Premier ministre.¹¹⁷ En décembre 1999, Eltsine préféra de laisser sa place à Poutine qui remplit la Présidence par intérim jusqu'à ce qu'en mars 2000, il fut élu président de la Fédération de la Russie.

Le passé et la personnalité de Poutine sont passablement différents de ceux d'Eltsine. Il est néanmoins certain que sa vision du monde fut fortement façonnée par sa carrière dans le renseignement soviétique (plus tard russe). Certains observateurs allemands bien informés disent que le maître actuel du Kremlin appartient à une génération du KGB baptisée «les enfants d'Andropov». Il s'agit de jeunes professionnels très disciplinés et fiers, à forte orientation technocratique, qui étaient parfaitement conscients de la fossilisation politique et économique de l'Union soviétique et attachés à sa modernisation par des méthodes dirigistes.¹¹⁸ D'après ses premières déclarations et ses textes officiels nous constatons qu'il développa trois nouveaux concepts : sécurité nationale, doctrine militaire et politique étrangère cohérente. Surtout, ses opinions sur la faiblesse de l'économie russe sont très - réalistes et il croit à la nécessité d'un équilibre entre les possibilités et les objectifs et s'approprie « le pragmatisme mutuellement avantageux » pour renforcer cet argument. D'autre part, il considère la Russie comme une grande puissance et une

¹¹⁷ <http://solidariteetprogres.online.fr/News.Russia.html>

¹¹⁸ L'élan modernisateur du Renseignement soviétique, l'Armée et d'autres structures institutionnelles, reflété jusqu'à un certain niveau dans les premières phases de la Perestroïka, disparut pratiquement pendant la période de la thérapie de choc. Néanmoins, cette image de «modernisateur» accompagne Poutine et certains de ceux qu'il appela au pouvoir autour de lui.
<http://solidariteetprogres.online.fr/News.Russia.html>

grande force européenne,¹¹⁹ mais sa conduite à propos du problème tchétchène, proche à la celle d'Eltsine, continue à rompre les relations de la Russie avec l'UE et le Conseil de l'Europe, même s'il réaffirme clairement son soutien à l'élargissement de l'UE.

Mais il est néanmoins certain que Poutine est capable de créer une nouvelle déclinaison des relations russo-allemandes car qu'il passa cinq années de sa carrière à Leipzig, ville de l'ancienne RDA, au sein de la « Maison de l'amitié germano-soviétique »¹²⁰, par conséquent il connaît bien l'Allemagne et la culture politique allemande. Cette qualité de Poutine, notamment au niveau personnel, pourra engendrer une approche plus intime qu'auparavant, puisque depuis quelques années, l'ambiance politique est suffisamment propice à cela. En septembre 1999, Schröder lui fit une visite qui orientée plutôt sur les points sensibles de son gouvernement, c'est à dire le développement des relations économiques mutuelles, le développement des petites et moyennes entreprises en Russie, la liberté de la presse, etc.¹²¹ En avril 2000, Poutine fut élu Président et durant la première année de son mandat, il rendit beaucoup de visites aux pays européens, asiatiques et américains mais parmi celles-ci, ses visites à Schröder furent majoritaires puisque, durant cette période il alla cinq fois en l'Allemagne et participa quatre fois aux sommets de l'UE dans lesquels, les questions de dettes et d'énergie furent plus négociées que la question même de défense nationale de missile.¹²² Mais, au cours de sa visite en juin 2000 à Berlin, il s'accorde toutefois avec Schröder sur la coopération économique approfondie et sur le maintien du Traité MAB (Traité sur les Missiles Anti-Balistiques).¹²³

Nous remarquons que les représentants de la nouvelle génération font, depuis le début de leurs mandats, un véritable effort pour améliorer les bonnes relations qui

¹¹⁹ R.Allison, « Russia and the new states of Eurasia », in A.Brown, *op. cit.*, pp.447-448

¹²⁰ En fait, il s'y occupait de travaux d'intelligence pour le KGB.

<http://solidariteetprogres.online.fr/News.Russia.html>

¹²¹ L.Rucker & M.Crosnier, « Russie 1999-2000 », *Le Courier des pays de l'Est*, No.1010, nov-déc 2000, p.129.

¹²² R.Legvold, « Russia's Unformed Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol.80, No.5, sept-oct 2001, pp.69-70.

¹²³ Au niveau de la coopération économique, la signature d'accords sur les livraisons de gaz, l'investissement dans l'exploitation des champs pétroliers du Nord russe se fit et au sein du maintien du traité MAB, Poutine proposa aux Européens de mener en commun un projet de système anti-missiles. Pour plus de détails voir, L.Rucker & M.Crosnier, *op. cit.*, p.129.

furent fondées par la génération précédente.¹²⁴ Il est néanmoins certain que Poutine le désire légèrement plus que Schröder, car il s'inquiète pour le statut réel de l'économie russe et, plus important, pour les futures attentes de sécurité nationale de la Russie. Dans le prochain chapitre, nous tenterons ainsi d'analyser ces deux éléments qui entament le centre des relations germano-russes et seront toujours capables, d'après nous, de déterminer le destin de l'avenir des relations.

Chapitre II - NOUVELLES DIMENSIONS DES RELATIONS GERMANO-RUSSES

Quand nous évoquons les relations germano-russes, nous remarquons qu'un équilibre entre leurs intérêts économiques et leurs attentes sécuritaires s'impose depuis des longues années, comme unique élément de stabilité. Par contre, il se trouve des différences fondamentales entre deux pays quant à planifier leur propre grande stratégie nationale. Dans le cadre de stratégies à court terme, ce qui intéresse la Russie, c'est de s'efforcer à protéger ses intérêts économiques quotidiens ou de construire l'infrastructure qui servira à les contrôler et enfin les dominer ; tandis que l'Allemagne, dans le cadre d'une stratégie constante depuis la création de l'*Ostpolitik*, tâche d'institutionnaliser un équilibre sécuritaire afin de garantir sa prospérité et sa survie économique. La politique étrangère allemande se rattache, en effet, à une tradition qui fit ses preuves, occupant une fonction centrale en tant qu'expression régionale d'une politique de détente globale, au point que d'autres pays s'inspirent de l'essence de cette politique dans l'approche des relations internationales. Dans ce chapitre, nous tenterons ici d'observer sur les détails de ces deux différentes perceptions.

Section I - Dimension économique

Depuis le début de l'après-Guerre Froide, les concepts d'« assistance financière », de « coopération économique » et de « interactions commerciales » commencèrent à porter un sens plus profond qu'auparavant. A l'échelle européenne

¹²⁴ A.Marin, « Un litige russo-allemand », *Le courrier des pays de l'Est*, No.1008, septembre 2000, pp.64-77.

surtout, l'extension de l'intégration économique-libérale commença à être considérée comme l'unique objectif de l'UE. L'UEM (Union Economique et Monétaire) fut placée ainsi au centre du Traité de l'UE (Traité de Maastricht), et fut ensuite transformé en squelette de celui-ci (Traité d'Amsterdam). Grâce aux véritables efforts de la France, l'Allemagne visa donc à s'intégrer rapidement à l'Europe et à renforcer son réseau institutionnel en son sein.¹²⁵ Si nous y ajoutons toutefois, tous les efforts afin d'intégrer la plupart des pays de l'ancien bloc soviétique à ce système -autrement dit les efforts 'd'approvisionnement'- nous pouvons concevoir plus clairement pourquoi, l'institutionnalisation des politiques néo-libérales se réalisa si rapidement en Europe.

Au moins de nos jours, les politiques monétaristes ne sont certainement pas les seuls moyens de faire fonctionner l'économie européenne. Le commerce européen à l'échelle mondiale, dans lequel l'Allemagne a une proportion remarquable, garde encore sa place comme un instrument essentiel des rapports économiques européens. Avec l'influence des contraintes géographiques qui se posent à l'Allemagne, son économie dépend plus du commerce qu'un autre pays du G-7, puisque ses exportations contrebalancent un tiers de son revenu national¹²⁶ et dominent 30-35% du marché européenne du commerce. Les pays de Visegrad occupent 50% de cette domination, c'est à dire qu'ils font la moitié de leurs échanges avec l'Allemagne¹²⁷, ils ont une proportion supérieure à celle de Russie et ces pays sont commercialement plus importants pour l'Allemagne que la Russie. Selon l'Allemagne, le commerce de technologie industrielle et énergétique sont les deux éléments-clefs des échanges qu'elle fait avec les PECO où trois quarts de vingt millions d'employés allemands à l'étranger travaillent, surtout dans ces deux domaines.¹²⁸ A partir de ce point, nous pouvons envisager que l'Allemagne, surtout par l'intermédiaire de l'intégration européenne, tente de consolider l'infrastructure ou la perspective intentionnelle de sa domination politique en y transférant son propre

¹²⁵ P.J.Katzenstein, « The smaller European States, Germany and Europe », in P.J.Katzenstein, *Tamed Power in Europe*, New York, Cornell University Press, 1997, p.252.

¹²⁶ Par exemple aux Etat-Unis le revenu de commerce occupe 10% du revenu total, ceci est également près de 11% pour le Japon. G.C.Drake, *op. cit.*, p.78.

¹²⁷ Ces pays sont actuellement dépendants des produits industriels allemands et cette situation se développe de jour en jour en faveur de l'Allemagne qui garde ainsi, sa position de partenaire économique le plus favorisé. Elle vient également en tête pour l'investissement étranger dans la plupart des pays européens. Par contre, en base des pays (si on les considère pays par pays), la Russie fait beaucoup plus d'échange économique avec l'Allemagne par rapport à chacun des pays européens. *Ibid.*, p.75.

¹²⁸ A.E.Stent, *op. cit.*, p.211.

système économique. Le programme PHARE de l'UE en est donc un des premiers exemples officiels.¹²⁹ Actuellement, surtout la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont devenus ces dernières années les partenaires économiques les plus importants de l'Allemagne. La très forte augmentation des exportations vers ces pays garantit un grand nombre d'emplois en Allemagne. En 2000, les échanges de l'Allemagne avec les dix PECO augmentèrent de 21,8 % pour atteindre plus de 91,5 milliards d'euros. La Pologne (25,35 milliards d'euros) et la République tchèque (25,1 milliards d'euros) sont déjà deux pays d'Europe centrale et orientale à faire partie des quinze partenaires commerciaux les plus importants de l'Allemagne.¹³⁰

D'autre part, un autre programme d'assistance économique de l'UE, comme le PHARE était le TACIS (1991). Il comprenait la Fédération de la Russie et les douze ex-républiques soviétiques. Au départ, l'UE avait prévu une assistance directe pour la Russie et indirecte, c'est-à-dire par la voie de l'Etat russe, pour les douze républiques ex-soviétiques. Mais, la première vague d'assistance échoua à cause des profonds handicaps dans l'économie russe et de la manque de confiance occidentale sur les affaires de l'Etat russe provenant des différents raisons. Cependant durant une décennie, la Russie put en acquérir une somme dépassant deux milliards d'euros.¹³¹ Par ailleurs, nous constatons que l'UE se comporta différemment dans le cas de la Russie, puisque les dons et les assistances courageux laissèrent place, en très peu de temps, aux dettes engendrées par des crédits à long terme.¹³² L'Allemagne devint notamment le principal pays créancier de la Russie à hauteur de 40 milliards de dollars, c'est à dire la moitié de toute la dette extérieure de la Russie. L'Allemagne attache une importance privilégiée à cette

¹²⁹ PHARE : Poland and Hungary Economic Restructring Program, au départ il fut pensé seulement pour la Pologne et la Hongrie mais plus tard, il fut élargit à tous les PECO. Il était également le premier programme d'assistance économique de l'UE. Un autre effort multilatéral en faveur des PECO était toutefois la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) qui avait l'intention de rassembler toutes les ressources financières de l'Ouest dans un seul compte. A.L.Phillips, *Power and Influence After the Cold War : Germany in East-Central Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2000, p.41.

¹³⁰ Site du M.A.E.: http://www.auswaertiges-amt.de/www/fr/eu_politik/vertiefung/erweiterung_html#10

¹³¹ TACIS : Technical Assistance to the CIS. E.Büyükcakıncı, « Avrupa Birliği – Rusya Federasyonu İlişkilerinde Güvenlik Sorunsali Boyutu », in B.Dedeoğlu (éd.), *Dünden Bugüne Avrupa Birliği*, Istanbul, Boyut Yay., à paraître en automne 2003, pp.6-20.

¹³² La première application eut lieu à cause d'Eltsine qui, avant le référendum à propos de la mise en œuvre des réformes économiques, proposa à l'Allemagne un plan d'assistance de 43.3 milliards de dollars. Ceci fut ainsi accepté par l'Allemagne à condition que la Russie s'endette avec elle à terme de 10 ans. A.E. Stent, *op. cit.*, p.175.

situation car, elle avait soutenu d'une manière nouvelle et distincte¹³³ l'adhésion de la Russie au G-7 et au traité du GATT. Mais au cours des élections de 1996, les communistes recueillirent une grande partie des voix et donc la Russie attira instantanément toute l'attention politique et économique. Cette situation engendra évidemment des inquiétudes remarquables au sein du monde occidental puisque lors des années suivantes les organisations économiques internationales comme le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et l'OMC (Organisation Mondiale de Commerce) accordèrent plus d'importance qu'auparavant à la stabilité économique de la Russie.¹³⁴ D'autre part, l'Allemagne s'intéressa spécialement à la mise en œuvre de relations plus étroites entre la Russie et l'UE, qui évoluèrent davantage depuis le début des premiers contacts de 1989 et la modification de l'accord acquis en 1992.¹³⁵ A partir de 1997, la Russie devint le sixième partenaire commercial de l'Union européenne.¹³⁶ Les questions comme la demande russe visant à occuper plus de place dans les marchés de la CE ou le mécontentement de la Russie de l'insistance de l'UE sur l'harmonisation de la politique d'agricole russe à la sienne, laissèrent progressivement à des questions plus techniques et relativement plus aisées à résoudre.

Bien évidemment, les Allemands seuls n'avaient l'intention de fortifier et de rendre efficace les liens économiques, les Russes s'efforcèrent aussi et s'efforcent actuellement d'atteindre un plus haut niveau surtout à propos des relations commerciales, notamment celles du domaine énergétique. Le transport de gaz naturel de la Russie à l'Allemagne est en train de s'accroître d'une manière

¹³³ Les efforts pour moderniser les centrales nucléaires et pour contrôler les ingénieurs spécialisés sur l'énergie nucléaire sont la plus importante partie du soutien allemand. A cette époque, afin d'empêcher ces ingénieurs de construire des armes nucléaires dans des pays moins développés, le gouvernement allemand les employa en grand nombre en Allemagne voire, il instaura avec la France un bureau de sécurité aux centrales nucléaires à Moscou. Un autre soutien technique de l'Allemagne était donc l'envoi de son « meilleur expert en compétition », Wolfgang Kartte. Par ailleurs, elle créa aussi des contacts sub-nationaux comme les projets des villes partenaires, l'ouverture des bureaux de commerce dans certaines régions de la Russie, etc. *Ibid.*, pp.173-176.

¹³⁴ Par exemple, dans le cadre du Club de Paris, la dette de l'URSS fut restructurée, et des accords furent signés avec les banques privées (dans le cadre du Club de Londres), ainsi qu'avec le Comité oriental de l'économie allemande. La Deutsche Bank aussi, apporta une aide substantielle aux petites entreprises russes en leur octroyant des crédits, auxquels s'ajoutèrent un crédit libre d'un milliard de DM. <http://old.rian.ru/htmltext/french/actrus/10110797.htm>

¹³⁵ A.E.Stent, *op. cit.*, p.176.

¹³⁶ D.Danilov & S.De Spiegeleire, *op. cit.*, p.13.

remarquable voire incomparable avec celui de l'époque soviétique.¹³⁷ Aujourd'hui, approximativement 70% du revenu total de l'Etat russe provient du secteur énergétique et plus particulièrement de la vente de gaz.¹³⁸ Pourtant, il est néanmoins possible de parler d'une relation de dépendance mutuelle entre l'Allemagne et la Russie car la plupart des centres et les chemins énergétiques se trouvent en Russie. Aujourd'hui, elle est obligée de vendre son gaz pour maintenir sa stabilité économique et en retour, l'Allemagne n'a que peu d'alternatives et est quasiment dépendant du gaz russe. Par ailleurs, surtout ces dernières années, grâce aux intenses activités des compagnies allemandes en vue de moderniser toute l'infrastructure du système de télécommunication en Russie, l'équilibre commercial entre l'Allemagne et la Russie change au détriment de cette dernière.¹³⁹

Depuis plus de dix ans, l'Allemagne tire de nombreux avantages des investissements politiques et économiques qu'elle entame sur l'aile européenne de l'ex-territoire soviétique. C'est principalement grâce à l'intégration européenne de l'ancien bloc soviétique soutenu par la France qu'elle commence à obtenir des résultats fructueux. Aujourd'hui, elle atteint un haut niveau de collaboration économique, tout d'abord avec la plupart des PECO et après avec la Russie. Le système étant bâti de telle manière que, en conséquence, c'est l'Allemagne à chaque fois, qui en bénéficie. En effet, l'Allemagne occupant la position dominante dans le système économique, c'est principalement elle qui est capable de déterminer les règles de l'économie libérale en Europe. Ainsi, la plupart des ex-pays soviétiques, autrement dit les nouveaux acteurs du système européen, joue obligatoirement le rôle périphérique dictée par la relation classique de « centre-périphérie ». L'Allemagne a donc un contrôle absolu sur les affaires économiques, et cet élément est le plus important, pour lui permettre d'instaurer et de protéger continuellement sa domination, mais non unique, la nécessité de protéger effectivement les avantages économiques est conçue régulièrement, par les différentes institutions allemandes et

¹³⁷ 1997 fut une année critique à cause d'un changement remarquable des ventes de gaz. A cette époque, seuls les investissements de la géante compagnie de gaz de la Russie, *Gazprom* avaient dépassé la somme de tous les investissements privés de l'Allemagne en Russie. Dans ce contexte il faut considérer que l'Allemagne, donc l'Europe, a un intérêt particulier pour les ressources énergétiques de la Russie A.E.Stent, *op. cit.*, p.179.

¹³⁸ <http://kremlin.free.fr/sommaircoirrusse/exposeeconomiquesurlarussie/exposerussieeconomique>

¹³⁹ Durant la période 1993-2000, Pour les changements commerciaux, voir tableau en Annexe IV.

européennes qui s'approprient également l'importance de la création d'une structure de sécurité autonome pour l'Europe.

Section II - Les dimensions de la sécurité et de la défense des relations bilatérales

Sous Section I - Nouveau sens sécuritaire de la grande stratégie allemande

Si nous prenons le cas d'un pays ayant une culture stratégique cohérente¹⁴⁰ durant plus de quatre décennies, alors la signification du concept de sécurité change éventuellement. Les limites de la sécurité nationale franchissent ainsi les frontières du pays proportionnellement à son influence. Dans ce contexte, nous abordons deux dimensions de la sécurité. Premièrement, un géant économique comme l'Allemagne préfère dominer les autres économies nationales et contrôler les mouvements des capitaux supranationaux à s'occuper seulement du cadre de ses propres-intérêts quotidiens nationaux. Deuxièmement, elle tente de projeter pour elle-même une nouvelle structure de sécurité franchissant les normes classiques militaires puisqu'elle rejette l'idée de la seule la protection des frontières nationales et adopte une nouvelle politique stratégique concernant cette fois-ci la protection de tout intérêt dépassant ses frontières. Cette nouvelle dimension de la sécurité provient toutefois d'une nouveauté et d'une différenciation de la définition des menaces.

Depuis le début de l'après-Guerre Froide, les intérêts nationaux allemands et l'intégration européenne tirent régulièrement de nombreux avantages de l'adoption de l'économie de marché en Europe centrale et orientale, mais aussi, il y eut lieu certains inconvénients à propos de menaces sécuritaires. Celles-ci sont appelées « nouvelles menaces » ou « menaces complexes » et comprennent l'immigration à grande échelle, la criminalité transnationale, l'augmentation de la pollution d'environnementale et les conflits ethno-nationalistes.¹⁴¹ Les trois premiers piliers des nouvelles menaces sont particulièrement importants pour le monde occidental car ils entament les principales causes de leur érosion et de leur instabilité sociale.

¹⁴⁰ Dalvi détermine brièvement les éléments essentiels de la culture stratégique allemande en quatre parties : tolérance coopérative, institutionnalisation des relations civiles-militaires, démocratisation des forces militaires et développement de la nature non-militaire des mécanismes de décisions. S.Dalvi, « The Post-Cold War Role of the Bundeswehr », *European Security*, Vol.7, No.1, 1998, p.102.

¹⁴¹ A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, op. cit., p.106.

Premièrement, l'immigration à grande échelle engendre une situation menaçant le rythme social et détériorant la stabilité économique des sociétés occidentales, et depuis la fin de la Guerre Froide, parmi les autres pays européens, l'Allemagne fut le pays le plus affecté par la pression migratoire qui a suscité de nombreux points de désaccord, comme le déséquilibre des marchés du travail ou l'expansion de nouveaux conflits inter-culturels. Les risques perçus par les responsables allemands en matière des mouvements migratoires sont également la menace pour la prospérité et le calme social, la poursuite sur le territoire allemand de conflits extérieurs, comme serbo-croate, les risques de dilution de l'identité allemande. L'Allemagne se trouve ainsi au croisement de deux routes migratoires qui se sont situées sur les directions est-ouest et sud-nord. Dans cette considération, « les frontières orientales de l'Allemagne ne forment plus un rideau de fer mais des frontières de niveau de vie que les populations de l'Europe centrale et orientale sont susceptibles de franchir dès lors qu'aucune contrainte politique ne les empêche plus de quitter leur pays. »¹⁴²

Pourtant, l'augmentation énorme des taux de criminalité transnationale est probablement la plus grande menace pour les sociétés occidentales puisqu'elle possède plus de variété par rapport aux autres et nécessite plus d'effort pour lutter contre elle. La criminalité transnationale comprend ainsi le commerce des matériaux nucléaires et radioactives, le blanchiment de l'argent des groupes du crime organisé et le trafic illicite des drogues. La croissance de la crime organisé d'origine russe en Allemagne est probablement le meilleur exemple aux activités étrangères illégales. Ces grandes sommes d'argent qui y sont transmises et les gens qui les règlent ont de véritables potentiels pour affecter la stabilité de l'Allemagne dans plusieurs niveaux. Ainsi, les interactions sociales complexes pourront gravement influencer les relations germano-russes si bien que les solutions diplomatiques traditionnelles ne pourraient être capables pour ré-instaurer leurs rapports.¹⁴³

L'augmentation de la pollution de l'environnement est cependant un autre point d'inquiétude parmi les menaces diffuses. Le transfert croissant et hors-contrôle des déchets toxiques et surtout l'exemple du Tchernobyl effrayent les occidentaux.

¹⁴² G.Lepesant, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne*, Paris, Editions L'Harmattan, 1998, pp.195-212.

¹⁴³ A.E.Stent, *op. cit.*, pp.179-182.

Tout d'abord l'Allemagne, puis les autres pays européens prennent des mesures internes et externes au niveau institutionnel en sachant qu'au passé, certains ex-pays soviétiques comme l'Ukraine et la Biélorussie n'accordaient pas suffisamment d'importance aux sujets de sécurité des centrales nucléaires. Grâce à d'étroites relations germano-russes, surtout les bureaux d'intelligence des deux côtés entamèrent une alliance afin de contrôler la crime organisée et le commerce des matériaux nucléaires.¹⁴⁴ Par ailleurs, le gouvernement allemand est très sensible à faire adopter actuellement comme son objectif prioritaire la sauvegarde de la stabilité économique et politique notamment en Europe centrale, la non-prolifération des armes nucléaires, le ralentissement de l'immigration et le contrôle de la pollution de l'environnement.¹⁴⁵

En somme, la réalisation du projet sécuritaire allemand dont nous venons de citer les paramètres depuis le début de cette section, dépend ainsi de toutes les occasions que l'intégration européenne et la solidarité internationale lui offrent.¹⁴⁶ Cette conduite n'est pas propre seulement à l'Allemagne mais se retrouve fréquemment chez les autres « grands » membres de l'UE tel un consensus tacite. Par exemple en 1998, au sommet de l'UE de St. Malo, La France et la Grande Bretagne se présentèrent comme les principaux dirigeants -voire maîtres- des thèmes de la défense et de la sécurité européenne.¹⁴⁷

Grâce à cette nouvelle acceptation de la sécurité, l'Allemagne ou un autre « grand » membre de l'UE crée la légitimité nécessaire pour se mouvoir librement dans l'espace sécuritaire de toute l'Europe.¹⁴⁸ Nous pouvons également lire les étapes de cette dernière décennie sur l'élargissement significatif de la sécurité, comme ci-après : « en commençant par le Traité de Maastricht (1992) qui consacre pour la première fois dans un traité, la responsabilité de l'Union pour l'ensemble des

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.180.

¹⁴⁵ G.C.Drake, *op. cit.*, p.79 et aussi, S.Peters, « Germany's Security Policy after Unification : Taking the Wrong Models », *European Security*, Vol.6 no.1, 1997, p.38.

¹⁴⁶ La troisième dimension de la sécurité est la guerre psychologique que nous n'avons pas cité ici. Le contrôle et le maintien de l'accord de l'opinion des populations se font par celle-ci. Tous les éléments de la télécommunication et des médias servent au contrôle du renseignement. Sur ce sujet voir, Y.G.Yildiz, *op. cit.*, pp.49-54.

¹⁴⁷ F.Meiers, « La politique allemande de sécurité et de défense à la croisée des chemins », *Politique Etrangère*, 1-2000, p.57.

¹⁴⁸ P.Létourneau & M.Rakël, « To Be or Not to Be Normal ? », in P.G.Le Prestre, *Role Quests in the Post-Cold War Era*, Montréal, Mc Gill's Queen's University Press, 1996, pp.115-118.

questions relatives à la sécurité et la perspective d'une politique de défense, dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), l'Union ne dispose cependant pas de moyens militaires propres; le Traité prévoit, en effet, l'élaboration et la mise en œuvre des actions militaires que l'UE décide. Mais ensuite, en 1997, avec le Traité d'Amsterdam, l'UE pose la base contractuelle du développement opérationnel de la PESD (Politique Européenne de Sécurité et de Défense Autonome). Et finalement Le Traité de Nice-2000 fait l'objet d'ajustements reflétant le développement opérationnel de la PESD en tant que projet autonome de l'Union.»¹⁴⁹

Avec le PESD, l'Allemagne désire que l'UE atteigne une capacité d'action remarquable, et soit totalement capable de prévenir des conflits, de gérer des crises à l'aide de moyens civils et militaires et de renforcer des organisations internationales comme les Nations Unies pour contrebalancer à l'avenir l'influence de l'OTAN. De plus selon l'Allemagne, l'essentiel est de faire de l'Europe une véritable puissance politique et militaire capable de concurrencer efficacement les Etats-Unis dans un monde multipolaire. D'après le principal partenaire de l'Allemagne, c'est à dire la France, les changements intervenus dans la situation politique internationale de l'après-Guerre Froide ne nécessitent plus la concentration des militaires sur les territoires européens en vue d'une défense statique devant protéger les intérêts nationaux. Mais en revanche les dirigeants allemands, dans leurs déclarations officielles, expliquent avec une grande susceptibilité qu'ils tiennent absolument à conserver les structures de l'OTAN en place¹⁵⁰, l'ancien ministre de la Défense, Scharping déclara même une fois : « *le renforcement des moyens et des capacités militaires de l'Europe ne doit pas se faire en concurrence avec ceux de l'OTAN, mais*

¹⁴⁹ « PESD : née en juin 1999 lors du Conseil européen de Cologne. Son but essentiel est « de compléter et ainsi de renforcer la capacité d'action extérieure de l'Union européenne en développant les capacités civiles et militaires de prévention des conflits et de gestion des crises à l'échelle internationale ».

Site du M.A.E. allemand : http://www.auswaertiges-amt.de/www/fr/eu_politik/gasp/esvp_html

¹⁵⁰ « La PESD ne peut pas et ne doit pas remplacer l'OTAN mais en être complémentaire: l'Alliance atlantique reste compétente pour la défense collective de ses membres (missions art. 5); Pour la gestion des crises internationales également (missions non-art. 5), l'Alliance reste nécessaire, aux côtés de l'UE: au plan politique et militaire, Washington demeure un partenaire indispensable, et l'UE ne mènera des actions militaires autonomes que dans les cas où l'OTAN ne participe pas dans son ensemble aux opérations. », « ... le but n'est pas de créer une armée européenne; les forces armées resteront placées sous leurs commandements nationaux respectifs et ne seront placées sous l'autorité du commandant en chef de l'opération que pour une mission conduite par l'UE. Le but est plutôt de créer une capacité d'action commune en matière de gestion des crises internationales. » *Ibid.*

les 'compléter intelligemment'. Si l'Europe agit sans les Etats-Unis, cela peut décharger l'allié américain de ses engagements internationaux. »¹⁵¹

D'une part, l'Allemagne encourage les nouvelles structures sécuritaires et d'autre part elle souligne la nécessité des rapports transatlantiques pour l'avenir de la sécurité européenne.¹⁵² Dans le cas d'une observation superficielle, ces deux comportements peuvent facilement être considérés comme un simple dilemme, mais, cette conduite englobe un processus de planification approfondi, est suscitée dans le cadre d'un consensus de l'UE et elle est également un important produit de la grande stratégie allemande qui se forme de trois piliers essentiels.

Le premier est la consolidation de la communauté de sécurité Euro-Atlantique. La mise en œuvre de ce pilier est une des ambitions essentielles des Allemands pour que la stabilité actuelle de l'Europe centrale et orientale soit permanente. Selon l'Allemagne, celle-là peut être effective par l'approfondissement de l'intégration européenne, surtout celui économique et monétaire, et la restructuration de l'OTAN.¹⁵³ Cet important pilier de la grande stratégie allemande sert au renforcement de l'hégémonie coopérative franco-allemande et détermine, dans le cadre de son multilatéralisme et de la mentalité de « Cœur de l'Europe » que l'Allemagne donne une priorité particulière à la *Mitteleuropa*.¹⁵⁴ La création d'un climat favorable au renforcement de la PESD et de l'intégration politique européenne devient toutefois possible.

Le deuxième pilier de la grande stratégie est l'élargissement de la communauté de sécurité Euro-Atlantique en Europe Centrale. Ici, l'Allemagne prévoit un partenariat stratégique plus profond concernant cette fois-ci, non seulement la France et les Etats-Unis, mais aussi les autres pays relativement puissants de l'Europe centrale et orientale comme la Pologne. Le but de l'Allemagne est de

¹⁵¹ F.Meiers, *op. cit.*, p.51.

¹⁵² Pour avoir plus de détails sur les divers structures de la sécurité européenne, voir tableau en Annexe V.

¹⁵³ Ceci est probablement le plus important pilier car qu'il se place sur la ligne concernant à la fois les réformes de l'UE et les intérêts vitaux de l'Allemagne. Avec l'avantage du discours officiel de multilatéralisme, l'Allemagne peut ainsi instrumentaliser l'UE en faveur de sa grande stratégie. Si les PECO adoptent une conduite parallèle aux normes de l'UE, en conséquence, l'Allemagne occupera donc le rôle dominant dans la région et dans l'UE. A.L.Phillips, *op.cit.*, p.41.

¹⁵⁴ Pour avoir plus de renseignement sur l'évolution du multilatéralisme allemand voir, A.E.Stent, *op.cit.*, p.236.

travailler en harmonie avec ses alliés pour que ses voisins orientaux gardent leur stabilité et leur prospérité.

Le dernier pilier de la grande stratégie est alors l'élaboration d'un système de sécurité coopérative pan-européen qui ne concerne pratiquement que la Russie. Notre attention doit être attirée par le fait qu'il s'agit d'un « partenariat coopératif » mais pas d'une « intégration ». Cette approche fut créée par Kohl durant les dernières années de la Guerre Froide pour définir la nouvelle nature des relations germano-soviétique, et à partir des négociations de l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997 (voir Annexe VI) elle fut acceptée toute entièrement par le monde occidental. A partir de la Guerre du Kosovo, le ministre des Affaires Etrangères Fischer s'efforce de développer davantage la coopération avec les Russes et aujourd'hui cela renforce l'accroissement ce pilier.¹⁵⁵ Par ailleurs aujourd'hui, l'Allemagne fait des tentatives à l'intention d'autres mécanismes de coopération en vue de renforcer ces trois piliers.¹⁵⁶

La grande stratégie allemande possède toutefois deux autres approches optionnelles qui ne sont jamais déclarées ouvertement. La première est l'option classique allemande de l'Est, dans laquelle la Russie obtient une priorité démesurée, c'est-à-dire qu'elle concerne une alliance stratégique avec la Russie plutôt qu'une coopération. Selon ce choix actuellement utopique, l'Allemagne deviendrait le plus important défenseur des intérêts russes au sein de l'OTAN et de l'UE. Selon une perception plus vraisemblable, l'Allemagne doit passer du statut de puissance régionale à celui d'hyper puissance. Dans ce contexte, les Etat-Unis ne peuvent toutefois qu'être un leader à égalité avec l'Allemagne.¹⁵⁷ Si nous prenons en compte les mesures réalistes actuelles, les deux approches semblent inapplicables aux politiques mondiales contemporaines. D'ailleurs, le bouclier de sécurité européenne

¹⁵⁵ La première expression institutionnelle des efforts de Fischer était la fondation du G-8 avec la Russie et du Conseil conjoint OTAN-Russie. A.Hyde-Price, *Germany & European Order, op.cit.*, pp. 207-208.

¹⁵⁶ Ces mécanisme sont l'OSCE, le Conseil de l'Europe, la CEMN (Coopération Economique de la Mer Noire), le CEFTA (Central European Free Trade Agreement), le CEMB (Conseil des Etats de la Mer Baltique), etc. Ils visent essentiellement à démocratiser les pays d'Europe orientale et les Balkans et les intégrer dans les structures économiques de l'UE, en conséquence, ils soutiennent le premier pilier de la grande stratégie allemande. *Ibid.*, p.208.

¹⁵⁷ *Ibid.*, pp.128-129.

prévu par l'Allemagne, est basé actuellement sur des stratégies plus saines que ces deux dernières.

En somme, au moins à moyen terme, la coopération euro-atlantique sera prioritaire pour assurer la recomposition géopolitique du continent européen. L'Allemagne constate fermement que l'OTAN est actuellement la plus grande base de la réorganisation de la nouvelle architecture européenne de sécurité.¹⁵⁸ De plus elle soutient le renforcement d'une politique européenne commune de sécurité et de défense rassemblant les éléments de la sécurité européenne et l'OTAN, telle qu'elle est décrite dans le traité d'Amsterdam et les projets de l'Union Européenne Occidentale (UEO). Cependant, elle adopte l'OSCE comme l'une des principales sources de diplomatie préventive en matière de sécurité¹⁵⁹ car cela convient parfaitement aux intérêts allemands déterminés par la primauté du multilatéralisme. Il est certain que la Russie fait partie intégrante de ce cadre puisqu'elle se trouve dans une position suffisamment critique dans le cadre de la grande stratégie allemande¹⁶⁰ à savoir qu'elle est au cœur des débats sur la nouvelle structure de la sécurité européenne et sur l'élargissement de l'OTAN.

Sous Section II - Nouvelle place de la Russie dans l'édifice sécuritaire de l'Europe

Beaucoup envisageaient qu'après la dissolution de l'Union soviétique, l'OTAN perdrait sa raison d'être, mais au contraire, durant la dernière décennie du XX^{ème} siècle, elle s'est étayée des nouvelles missions sécuritaires plus évoluées alors qu'elle élargit son espace d'influence au-delà de toutes les prévisions. Cette situation engendre des problèmes d'adaptation, particulièrement en Russie, quant à la

¹⁵⁸ Durant la dernière décennie, il y eut dans ce sens de nombreuses déclarations officielles des dirigeants allemands. Une de celles-ci -frappante- est faite par l'ancien ministre de la Défense, Rühle : « les Etats-Unis sont une puissance européenne l'Amérique fait partie de la culture européenne de la sécurité c'est l'intérêt vital de l'Europe d'avoir une stabilité stratégique. Sans les Etats-Unis, cette stabilité était, est et reste inaccessible ». G.Lepesant, « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN », *Etudes du CERI*, Juillet 1997, No.29, p.13.

¹⁵⁹ L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) est la seule organisation englobant l'Europe tout entière, qui joue un rôle déterminant dans les domaines de la maîtrise des armements, de la diplomatie préventive, de l'observation du processus électoral et de la mise en place de structures démocratiques. Elle succéda à la fin de la guerre froide à la CSCE, créée en 1975 à Helsinki.

¹⁶⁰ L'Allemagne avait bien conçu l'importance de cette situation puisqu'au cours des négociations entre l'OTAN et la Russie, elle manifesta un souci permanent de voir les intérêts russes pris en compte. *Ibid.*, p.3.

réorganisation de l'édifice sécuritaire de l'Europe. Dans cette période critique, il est certainement difficile pour la Russie d'orienter de nouveau sa stratégie de sécurité nationale, et elle déterminait ainsi deux objectifs essentiels pour affermir sa politique étrangère et sa sécurité nationale : le maintien de l'intégrité territoriale de la Russie et le maintien du statut de grande puissance de la Russie dans l'arène internationale.¹⁶¹

Pourtant, ces objectifs n'étaient pas si faciles à atteindre puisque même au milieu des années 90, la Russie ne put toujours pas prendre place parmi les clubs multilatéraux, sauf l'OSCE. Pour cette raison, elle s'intéressait plutôt aux structures alternatives de la sécurité et aux relations bilatérales ; elle tenta de prendre la CEI pour instrument de sécurité eurasiatique, prépara un traité de sécurité collective qui, en principe, concernait des propriétés défensives¹⁶² et visait néanmoins la mise en œuvre d'un nouveau système sécuritaire. Mais les pays comme l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Moldova refusèrent d'y adhérer, ainsi, ceci affaiblit le traité dès sa création.¹⁶³ Les dirigeants russes comprirent ainsi que la Russie n'obtiendrait les résultats qu'elle attendait. Mais d'autre part, les bonnes relations qu'elle instaura avec l'Allemagne servirent et servent actuellement à la création d'un climat plus fertile pour la sécurité européenne.

Ces bonnes relations sont limitées par des dialogues bilatéraux, mais grâce aux grands efforts allemands, sont également soutenus par les processus d'assistance économique et sécuritaire de l'UE.¹⁶⁴ Et en retour, la Russie adopta une conduite en vue de consentir à l'élargissement de l'UE et la coopération mutuelle s'étendit dans un espace politique plus large.¹⁶⁵ D'autre part, la volonté de créer un

¹⁶¹ J.M. Godzimirski, « Soviet Legacy and Baltic Security : The Case of Kaliningrad », in O.F. Knudsen, *op. cit.*, pp. 29-50.

¹⁶² R.H. Donaldson & J.L. Noguee, *op. cit.*, p. 172.

¹⁶³ Les pays, qui refusèrent d'adhérer à cette organisation, fondent le groupe de GUUAM qui garde partiellement l'approche américaine, à savoir les quatre pays cités ci-dessus plus l'Ouzbékistan. Le groupe des pays pro-russes concerne ainsi la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Arménie et le Tadjikistan.

¹⁶⁴ La plupart des fonds TACIS, qui sont alloués à la Russie, furent utilisés pour des projets ayant des incidences directes en matière de sécurité, tels que la formation des officiers militaires, la sûreté nucléaire, la conversion des armes chimiques et la prévention de la criminalité, et constituent des priorités pour la coopération politique entre l'UE et la Russie. D. Danilov & S. De Spiegeleire, *op. cit.*, p. 18.

¹⁶⁵ Dans l'évolution des relations UE/Russie, l'étape la plus importante fut la signature d'un Accord de partenariat et de coopération en juin 1994. Cet accord prévoyait non seulement un vaste éventail de relations économiques et commerciales entre la Communauté européenne et la Russie, mais aussi un dialogue politique global entre ces deux « partenaires ». Dès lors, leurs relations évoluèrent. D. Danilov & S. De Spiegeleire, *op. cit.*, p. 17.

lien organique entre l'élargissement de l'UE et celui de l'OTAN et la participation à intervalles de l'Allemagne à celle-ci, importunait parfois la Russie.¹⁶⁶ Mais depuis les dernières années, la Russie n'en est plus aussi gênée, car l'Allemagne réussit à minimiser la réaction de la Russie en l'intégrant de plus en plus aux structures de la coopération européenne. Toujours dans le même but, l'Allemagne tenta de trouver d'autres formules pour habituer la Russie à l'idée de l'élargissement, principalement lorsque l'adhésion des pays baltes devint clairement un sujet de discussion. En janvier 1994 au cours du sommet à Bruxelles de l'OTAN, la formule du Partenariat pour la Paix (PpP) fut ainsi développée pour diminuer la réaction russe.¹⁶⁷ Le PpP était cependant une étape de transition et fortifiait la légitimité de l'élargissement de l'OTAN. Le PpP apporta toutefois une autre nouveauté puisque pour la première fois depuis la Guerre Froide, la Russie commença à s'interroger sur son rôle sécuritaire au sein du débat public international. Estimant que sa taille et sa puissance militaire lui valait un statut particulier et une reconnaissance spéciale, elle ne voulait pas être traitée sur un pied d'égalité avec les PECO.¹⁶⁸ La période de détente OTAN-Russie commença ainsi par le lancement du PpP.

Selon l'Allemagne, tant que la Russie sera intégrée aux clubs occidentaux, elle se rapprochera de plus en plus des PECO et cela servira à éliminer les potentielles menaces russes. D'ailleurs, les dirigeants russes commencèrent déjà à adoucir leurs discours contre l'élargissement de l'OTAN qui, selon eux, pourrait condamner les traités de contrôle d'armements avec l'Ouest, ressusciter des zones de confrontation en Europe et menacer sa propre-sécurité territoriale.¹⁶⁹ Le rapprochement entre l'Alliance atlantique et la Russie apporte en effet actuellement des garanties aux Russes sur les questions d'élargissement de l'OTAN et permet d'arriver à un système pan-européen de sécurité recentré sur la Russie.

¹⁶⁶ Selon les dirigeants allemands, il n'y a rien de surprenant d'avoir des difficultés à s'adapter à cette politique. Le processus de l'élargissement de l'OTAN et celui de l'UE doivent normalement être parallèles car qu'il ne s'agit pas de créer entre eux un lien direct mais de veiller, à ce que les nouveaux membres de l'UE aient leur sécurité garantie. Mais la vraie raison du soutien allemand au double élargissement provient probablement d'une motivation pan-germanique à savoir de lutter contre les tentations impérialistes potentielles de la Russie. A. Landau, *La Diplomatie Internationale en Europe Centrale*, Paris, Editions l'Harmattan, 1998, p.101.

¹⁶⁷ PpP est fondé sur une logique bilatérale et prévoit des accords entre l'OTAN et 27 PECO. Sa fonction est donc militaire mais également politique puisque son objectif est aussi de promouvoir les principes démocratiques et la stabilité. G. Lepesant, *op. cit.*, p.15.

¹⁶⁸ D. Colard, *La Société Internationale après la Guerre Froide*, Paris, Armand Collin, 1999, p.139.

¹⁶⁹ Pour plus de détails sur ces arguments voir, A. Marin, *op. cit.*, p.13.

Poutine saisit bien ainsi l'importance de ce rapprochement et établit intelligiblement la politique étrangère de l'Etat russe sur une ligne européeniste. Dans les documents du Concept de la Sécurité Nationale (CSN 2000), la confrontation, voire l'unité avec le monde occidental fut soulignée à la fois comme une nécessité vitale et la meilleure manière de protéger les intérêts de l'Etat russe. Dans ce contexte, l'objectif essentiel de la Russie est tout d'abord d'améliorer ses relations avec ses voisins frontaliers et d'entamer un climat de partenariat stratégique avec les membres de la CEI.¹⁷⁰ Poutine tente ainsi d'informer les pays occidentaux sur son attitude officielle avec l'intention d'apaiser leurs inquiétudes sur la présence militaire de la Russie. Une déclaration de Poutine est un autre exemple du changement du discours officiel :

*« La survie de la Russie ne dépend pas seulement du maintien de ses forces militaires. Elle doit adapter toutefois des nouvelles technologies et assurer à sa population un haut niveau de vie. Dans ce contexte, l'intégration russe à l'économie mondiale est la tâche la plus importante de la construction étatique. »*¹⁷¹

La Russie saisit clairement qu'elle ne pourra regagner le statut de grande puissance mondiale que si elle garde uniquement sa stabilité et sa croissance économique et qu'elle donne confiance à ses alentours sur les sujets militaires. Poutine place la politique régionale et européenne de la Russie sur un axe visant à bénéficier d'autres avantages économiques et donnant l'impression qu'elle renonce à ses objectifs géopolitiques traditionnels.¹⁷² Sinon, lui aussi s'aperçoit nettement que l'environnement extérieur de la Russie est aujourd'hui plus hostile qu'hier du fait notamment de la remilitarisation des relations internationales à la suite de l'élargissement de l'OTAN, de l'intervention au Kosovo et du projet américain de

¹⁷⁰ V.Baranovski, « Russia : A Part of Europe or Apart from Europe? » et R.Allison, « Russia and the New States of Eurasia » in A.Brown, *op. cit.*, pp.441-451.

¹⁷¹ *Ibid.*, p.442.

¹⁷² L'instauration d'une économie étatiste et centralisée qui sera longtemps capable de sauvegarder une force militaire gigantesque est ainsi la priorité de la grande stratégie russe. Le CSN 2000 souligne toutefois la nécessité de développer une économie constante et de renforcer la structure sécuritaire en lui accordant plus d'importance par rapport au CSN 1997. Le CSN 2000 fut ainsi rédigé d'une manière plus négative que celui 1997. Il est possible de constater que l'inquiétude russe augmente en rapport avec la fortification de l'unipolarité mondiale. J.M.Godzimirski, *op. cit.*, pp.74-87.

déploiement d'un système de missiles anti-missiles. Dans ce cas, ce qui est différent avec lui, c'est qu'il conduit une politique étrangère plus pragmatique qu'auparavant.

Cette conduite contribue pour la politique étrangère russe à se libérer parfois des pressions occidentales comme nous l'observons dans les cas équivalents à celui de l'intervention tchéchène. Avant le changement de politique de la Russie en faveur de l'élargissement de l'OTAN, le monde occidental accusait la Russie à porter des tentations impérialistes en Tchétchénie. Mais plus tard, ils changèrent très rapidement de conduite faignante d'ignorer la violence en Tchétchénie puisqu'en novembre 1999, durant le sommet d'OSCE à Istanbul, il y avait un consensus étroit sur la question tchéchène : « ... *tout en reconnaissant l'intégrité territoriale de la Russie et en condamnant le terrorisme sous toutes ses formes, appelle à une solution politique en Tchétchénie et propose son aide pour une reprise immédiate du dialogue politique.* »¹⁷³. En outre, en 2000, le droit de vote de la délégation russe au sein du Conseil européen fut suspendu pour six mois. Mais seulement deux ans plus tard, pendant le sommet UE-Russie en novembre 2002 à Bruxelles, la discussion de la question tchéchène fut limitée à quelques minutes.¹⁷⁴ Les représentants de l'UE qui prétendent que des principes comme la protection des droits de l'Homme et les critères de Copenhague sont des points irremplaçables, ne remarquèrent pas d'inconvénient à traiter la Russie en pays démocratique ordinaire mis à part quelques petits reproches.¹⁷⁵

Selon l'opinion publique occidentale, dans le nouveau siècle, la Russie ne pourra aisément pas regagner son ancienne puissance et n'engendrera non plus une menace militaire tant que l'administration de Poutine gardera sa quiétude et donnera l'impression qu'elle fait des concessions au monde occidental sur l'approfondissement des rapports sécuritaires euro-atlantiques. Selon la plupart des occidentaux, la capacité de la Russie sera limitée pour longtemps à simplement exercer des pressions internes et externes sur ses voisins alentours.¹⁷⁶

¹⁷³ L.Rucker & M.Crosnier, *op. cit.*, p.128.

¹⁷⁴ Il faut noter ici que les manœuvres politiques habiles de Poutine après les attentats du 11 septembre contribuent aussi à cet effet.

¹⁷⁵ *Ibid*, p.128.

¹⁷⁶ S.Peters, *op. cit.*, pp.19-47.

Sous Section III - Le rôle des « minorités » au raffermissement de la domination régionale

Certains facteurs essentiels déterminent actuellement la nature des relations germano-russes et engendrent paradoxalement des confrontations ou des coopérations. Premièrement, c'est grâce à des relations historiques que ces deux pays peuvent avoir des économies mutuellement complémentaires. Deuxièmement, le manque de frontières naturelles, même pendant des périodes où elles développèrent des relations plus étroites, engendre le sentiment d'une menace potentielle. Un autre facteur est pourtant l'héritage géographique ou l'héritage des ressources naturelles. Bien évidemment l'Allemagne et la Russie seules n'avaient l'intention de lutter pour des ressources naturelles, d'autres pays se disputaient aussi et se disputent toujours pour celles-ci. Mais, traiter la question des minorités comme un des principaux instruments de la sécurité nationale et de la domination régionale, ne fut probablement jamais autant utilisé dans la politique contemporaine.

Pour l'Allemagne surtout, l'Europe centrale fut toujours la plus importante scène du « jeu des minorités ». Les Allemands ethniques s'étendent tout de même sur la Prusse orientale, la Silésie et la Poméranie, c'est-à-dire entre les rivières Oder-Nysse. Ils ont actuellement une influence remarquable sur la politique étrangère allemande, comme ils l'avaient avant la Seconde Guerre Mondiale.¹⁷⁷ L'Allemagne, qui est historiquement le leader culturel et linguistique de la région, s'efforce davantage de garder ce statut et de le transformer en principal pilier de sa politique étrangère, puisque un tiers de l'énorme budget du ministère des Affaires Etrangères allemand est déjà réservé aux activités linguistiques et culturelles.¹⁷⁸ La politique culturelle qui a la troisième plus grande part dans le budget général, après l'économie et les dépenses sécuritaires, est considéré par les gouvernements allemands comme le plus important moyen stratégique en vue de fortifier ces deux dernières.

¹⁷⁷ On estime qu'une minorité allemande (sudètes) de 1-2 millions vit aujourd'hui en Pologne et celle de 250.000 habite cependant en République Tchèque. Depuis très longtemps, ces gens obtiennent de sérieuses assistances économiques de la part des gouvernements allemands. G.Drake, *op. cit.*, p.74.

¹⁷⁸ Environ la moitié du budget Affaires culturelles du ministère, c'est-à-dire environ 600 millions DM est réservée uniquement au soutien de l'apprentissage de la langue allemande. *Ibid.*, p.77.

Du côté de la politique étrangère russe, surtout en commençant par la période d'Eltsine, nous remarquons également que les gouvernements attachent une importance particulière aux minorités d'origine russe résidant dans l'ancien territoire soviétique et dépassant 25 millions.¹⁷⁹ Mais différemment au cas de l'Allemagne, le territoire où les minorités russes sont plus influentes n'est pas l'Europe centrale, mais l'Ukraine, la Biélorussie et les pays baltes. Ainsi, lorsque la Russie demanda l'amélioration des droits des minorités russes résidant en Estonie et en Lettonie comme une pré-condition de son retrait militaire, ceci engendra ainsi une montée de tension entre la Russie et les pays de la région.¹⁸⁰ Cependant, à la fin de son mandat, Eltsine, est particulièrement intéressé par les problèmes de tous les russes ethniques. En 1999, il promulgua même une loi fédérale qui définit les droits de l'Homme et du citoyen, considérée comme partie intégrante de la politique étrangère russe. Les droits de tous les citoyens Russes dans les ex-pays soviétiques furent préservés ainsi par la Présidence russe en ce qui concerne le droit de prendre des mesures pour faire cesser « les discriminations ». Aujourd'hui, l'administration de Poutine donne des signes équivalents à l'essentiel de cette politique. En avril 2000, le mois même où Poutine fut élu président, le ministre des Affaires Etrangères russe, I.Ivanov fit des commentaires sur « une politique prévisible et pragmatique ». ¹⁸¹ Là, il déclara que son gouvernement accordait une importance particulière à la défense de la personne et du citoyen, y compris à l'étranger. Par ceci nous constatons que Poutine suit visiblement l'attitude politique d'Eltsine sur ce sujet.

L'Allemagne et la Russie n'hésitent jamais à développer des politiques efficaces pour renforcer leur statut et leur domination régionale en manipulant leurs compatriotes à l'étranger. Mais un seul groupe ethnique formait la communauté la plus instrumentalisée au centre des confrontations régionales et avait une particularité en ce qui concerne leurs qualités, leur quantité et leur lieu de résidence. Ce sont les Allemands de Volga qui représentaient la plus grande population

¹⁷⁹ Ce nombre est approximativement un sixième de tous les citoyens russes. 45% de ces gens résident en Ukraine et 25% résident au Kazakhstan. Pour plus de renseignements voir, W.Russell, « Russian Relations with the 'near abroad' », in P.Shearman, *Russian Foreign Policy Since 1990*, San Francisco, Westview Press, 1995, p.58 et G.Parmentier, « *Le Retour de l'Histoire* », Paris, Editions Complexe, 1993, pp.261-271.

¹⁸⁰ D.Cox, *op. cit.*, p.133.

¹⁸¹ I.Ivanov, « Russie : une politique étrangère ? », *Le Courier des pays de l'Est*, No.1005, mai 2000, pp.63.

ethnique de l'URSS avec un nombre supérieur à quelques millions. A l'époque de Catherine II, ils furent installés sur les territoires du tsar, prirent un rôle décisif dans l'administration russe et y eurent des influences remarquables. A l'époque soviétique, bien qu'ils fussent les plus nombreux parmi les autres groupes ethniques, ils ne purent garder leurs droits ni leur territoire autonome.¹⁸² Aujourd'hui, la plupart de cette communauté résident au Kazakhstan et avec le temps passé bien qu'ils fussent russifiés, l'Allemagne contemporaine ne les oubliera pas et depuis le début de la dernière décennie, elle s'efforce notamment de sauvegarder leurs droits. A l'époque eltsinienne, l'Allemagne exerce une pression remarquable sur le gouvernement russe afin que la communauté des Allemands de la Volga obtiennent un territoire autonome. Eltsine leur avait proposé d'assigner des résidences dans trois régions : la Volga, la Sibérie de l'Ouest et l'Omsk, mais cette proposition fut rejetée par la plupart des membres de la communauté allemande. En 1996, l'Allemagne développa une nouvelle formule concernant le retour de ces populations à la mère patrie en les encourageant financièrement.¹⁸³ Ainsi, la question des allemands ethniques est pratiquement résolue et aujourd'hui ces gens continuent progressivement à émigrer en Allemagne.

Mais depuis 1990, une partie de la communauté émigre également d'une manière croissante vers Kaliningrad. Nous avons vu que cette région possède une importance particulière et croissante pour l'Allemagne puisqu'au début de 1990, il y avait 5000 allemands, mais sa population approche aujourd'hui les 20.000. L'Allemagne entretient activement son désir économique et ses attentes sécuritaires sur Kaliningrad, l'augmentation de cette population étant proportionnelle à son influence. Le monde des affaires économiques en Allemagne encouragea toutefois la création d'une zone de libre échange à impôt modéré pour utiliser constamment le potentiel régional de Kaliningrad, mais la plus importante conséquence de cette présence allemande fut l'accélération des efforts de « germanisation » de

¹⁸² Mais il faut considérer l'époque stalinienne en dehors de cela, car à cette époque ils obtinrent un statut privilégié, quand en 1924, Staline fonda la République Soviétique Socialiste Autonome de Volga. A cette occasion, ils obtinrent le droit de l'enseignement de la langue maternelle et entre-temps, leur niveau culturel et intellectuel s'améliora d'une manière remarquable jusqu'à ce qu'en 1941, les Nazis attaquent l'URSS. Dès lors, ils furent accusés d'être des diversionistes et des agents du nazisme et furent exilés en Sibérie et au Kazakhstan comme ceci arriva aux Tchétchènes, aux Ingouches et aux Tatars de la Crimée. En conséquence Staline abolit la RSSA de Volga. A.E.Stent, *op. cit.*, p.165.

¹⁸³ H.Stark, *op.cit.*, p.602.

Kaliningrad. Il y a même quelques années, un petit groupe de la communauté demanda le retour au nom de « Königsberg », demande ayant évidemment une grande valeur symbolique pour tous les Allemands.¹⁸⁴

Par ailleurs, l'Allemagne fortifie tous les points concernant ses intérêts nationaux par sa politique culturelle à l'étranger et englobe la promotion de la culture et de l'éducation des minorités allemandes en Europe centrale et orientale ainsi que dans les pays de la CEI. Dans ce domaine également, la priorité est accordée à la promotion de la langue allemande en réactivant l'allemand en tant que langue maternelle.¹⁸⁵ Pourtant, dans les pays d'Europe centrale et orientale, la langue allemande retrouve aujourd'hui son rôle de langue véhiculaire régionale. Dans ce contexte, la politique culturelle allemande et la diffusion de la langue allemande contribuent à assurer tout d'abord la position économique de l'Allemagne dans le monde et par conséquent, la légitimité nécessaire pour asseoir sa domination politique régionale et mondiale.

La politique minoritaire de la Russie possède actuellement des intentions stratégiques équivalents à celles de l'Allemagne. Par contre, l'attitude des Russes est plutôt recentrée sur un axe, dit irrédentiste puisque dans le cadre d'une politique officielle conséquente, ils s'intéressent passionnément à la prospérité et au confort de ces compatriotes à l'étranger. La politique minoritaire de l'Allemagne comprend plus des principes démocratiques et des droits de l'Homme par rapport à celle des Russes alors même qu'à l'époque du nazisme, c'étaient les Allemands qui donnèrent les plus douloureux exemples de politiques irrédentistes.

¹⁸⁴ L'Allemagne profite cependant de la création d'une « maison germano-russe » visant à renforcer les rapports entre les Allemands de la Volga et la mère patrie, en vue d'intensifier son influence sur la Kaliningrad oblast. D'ailleurs, juste après la création de cette institution, un de ses premiers départements s'est ouvert à Kaliningrad. D.Cox, *op. cit.*, p.131.

¹⁸⁵ Les régions sur lesquelles se concentre la promotion de la langue allemande sont (par ordre) l'Europe centrale et orientale, les pays de l'UE, l'Amérique du Nord et quelques pays émergents importants. <http://www.auswaertiges-amt.de/www/fr/aussenpolitik/kulturpolitik/>

Chapitre III - PROJECTIONS POUR LE XXI^{ème} CIECLE

Nous constatons dès à présent que ce nouveau siècle sera assurément la scène de nouvelles confrontations et de luttes d'intérêt. L'important sera de choisir la meilleure partie. Dans ce dernier chapitre, nous tenterons de trouver une bonne réponse à la question suivante : quels vont être les voies choisies ou dictées de l'Allemagne et de la Russie pour atteindre leurs objectifs au XXI^{ème} siècle. Nous analyserons également les importantes composantes de la lutte exercée au sein des institutions de sécurité multilatérale en vue d'obtenir les meilleures places dans le nouvel édifice sécuritaire européen. Il sera cependant important de déterminer la nature des projections des deux parties, à savoir, si elles seront capables de profiter des opportunités du nouveau siècle. Nous examinerons également certains avantages et inconvénients que les deux pays confrontent aujourd'hui, pour valoriser les alternatives imprévues et atteindre leurs objectifs stratégiques vitaux.

Section I - Perspective orientale de l'Allemagne

Le dilemme traditionnel, *Westbindung-Ostpolitik*, de l'Allemagne apparut encore une fois dans l'après-Guerre Froide. C'était le résultat d'une inquiétude allemande à hésiter sur son idée de rapprochement au monde occidental ou à l'Europe orientale et aux populations slaves, c'est-à-dire à la *Mitteleuropa*. Mais à partir des dernières décennies, la bureaucratie et l'opinion publique allemande prirent progressivement une décision visant à faire une synthèse des deux ou au moins trouver un équilibre absolu. Cette opinion est adoptée par toutes les couches du peuple allemand, entant que principal objectif de l'Allemagne pour retrouver une puissance politique équivalente à son potentiel économique. D'ici à l'apparition de l'*Ostpolitik*, la « normalisation » de l'Europe centrale et orientale, la fortification de la domination allemande sur ce territoire et le développement de l'intégration européenne dans tous ses domaines furent adoptés comme la principale tâche stratégique de l'Etat allemand afin de mettre en confiance de ses alliés. C'est pour cette raison que l'Allemagne crut toujours à l'occident et soutint vivement l'intégration européenne sans une ombre d'hésitation même quand elle commença à redevenir un géant économique et à asseoir sa domination. Ce sont ainsi les signes précurseurs d'une culture politique très rationnelle et pragmatique : l'Allemagne, au

lieu de développer des politiques prétentieuses qui pourraient la faire s'enfoncer dans des conflits d'intérêt avec le monde occidental, instrumentalise les structures de l'occident, surtout celles européennes, et grâce à celles-ci, obtient de nombreux profits politiques et économiques. Au sein du présent status-quo, ni ses alliés, ni la Russie ne la considèrent comme une menace, au contraire, la Russie et l'Allemagne avancent progressivement et sûrement vers une coopération plus étroite voire un partenariat politique assuré par les nombreux avantages de l'UE.

L'Allemagne commence graduellement à récolter les fruits d'une longue attente car l'adoption des PECO aux structures euro-atlantiques et l'amélioration des rapports germano-russes tendent finalement à s'épanouir sans hésitation mutuelle. A partir de ce point, nous pouvons supposer que le nouveau siècle entraînera moins d'obstacles pour l'Allemagne quant à la prédominance de l'aile orientale de l'équilibre ouest-est. Pourtant, elle suit une ligne conséquente pour que sa tendance centro-européenne s'améliore. Comme dans l'après-Guerre de Yougoslavie et celle du Kosovo, elle souhaitait participer à la restructuration et au renouvellement politique du pays, mais d'autre part, elle trouvait excessif de soutenir ses alliés occidentaux pendant et après la Guerre du Golfe¹⁸⁶ et résistait pareillement avec la France à la dernière intervention des Etats-Unis en Irak. Par ailleurs, le transfert de la capitale allemande de Bonn à Berlin, qui se situe évidemment plus à l'Est, est un indice important de cette tendance même s'il reste symbolique.

Ceux qui accordent une importance privilégiée à la perspective centre-européenne ne sont seulement pas les bureaucrates allemands ni les unités de planification de l'Etat mais aussi l'intelligentsia et l'opinion publique de l'Allemagne. Quand on demande aux citoyens allemands de déterminer et d'énumérer les pays qui ont une importance prioritaire pour les intérêts vitaux de l'Allemagne, la plupart met les PECO en première place et la Russie en seconde, la France et les Etats-Unis n'occupant que la troisième et la quatrième place dans cette liste. Les documents officiels sur la sécurité et la défense confirme cette tendance populaire, montrant qu'il y a un consensus entre l'Etat et les citoyens.¹⁸⁷ De plus, l'approche orientale et la conscience nationale s'élèvent davantage parmi les jeunes allemands,

¹⁸⁶ A.E.Stent, *op. cit.*, pp.197-199.

¹⁸⁷ G.C.Drake, *op. cit.*, p.77.

qui, bien qu'ils ne trouvent pas beaucoup de liens organiques entre eux et l'orient, se sentent actuellement plus allemands mais moins européens.¹⁸⁸

Tant que la conscience nationale se renforce au sein de l'opinion publique allemande, certaines inquiétudes ressurgissent face à une « renationalisation » des politiques en Allemagne. Pourtant, le peuple allemand montre une volonté inconditionnelle de résister à la militarisation de leur politique étrangère et pour maintenir la neutralité de l'Etat civil. C'est la raison principale de l'opposition unanime du peuple allemand, par rapport aux autres pays développés, aux opérations militaires hors-territoriales.¹⁸⁹ Selon l'opinion la plus légitime, la fortification des composantes civiques de la politique étrangère allemande et du rôle économique et politique de l'Etat est ainsi essentielle.¹⁹⁰ C'est uniquement à ce point que la protection de l'équilibre entre l'occident et l'orient reprend encore une fois de l'importance puisque la formule de l'amélioration civique est certainement cachée dans les rapports occidentaux. Depuis le début des gouvernements Kohl¹⁹¹, les Allemands considèrent que l'intégration européenne et tous les autres éléments de l'Europe sont leurs seuls choix pour empêcher la « renationalisation » de l'Etat et surtout de leur population. L'objectif principal de l'Etat sera toutefois la même à l'avenir, c'est-à-dire ancrer de plus en plus l'Allemagne à l'Europe. Ceci n'appartient seulement aux propres-stratégies de la politique étrangère allemande mais aussi à ses projection concernant la Russie et toute l'Europe centrale et orientale.

Si l'Allemagne parvient à ancrer la Russie à l'Europe, à long terme elle en tirera de nombreux profits pour ses intérêts nationaux. Elle constate cependant que le maintien de l'équilibre, qui est basée sur l'axe France-Allemagne-Pologne-

¹⁸⁸ A.E.Stent, *op. cit.*, p.197.

¹⁸⁹ Après les attentats du 11 septembre, la déclaration de Schröder soutenant d'une manière illimité les Etats-unis puis celle concernant l'envoi des forces militaires, en raison de « la guerre contre le terrorisme », l'intervention en Afganistan et en Afrique, fit chuter sa popularité dans l'opinion publique allemande et parmi ses électeurs. (*Cumhuriyet*, 18 septembre 2002). La démission du président du SPD, Lafontaine, en accusant de prendre une attitude en faveur des politiques droites, empire la situation à tel point qu'il change son discours en défaveur des Etats-Unis et l'affaire du torrent de Bavière lui permit d'étouffer la situation.

¹⁹⁰ A.E.Stent, *op. cit.*, pp.199-200.

¹⁹¹ A l'époque de Kohl, la participation (décembre 1991 Maastricht) plus haut niveau à l'acte unique européenne de l'Allemagne en était le signe précurseur. Evidemment, la transition à la monnaie unique et à une intégration plus approfondie et le développement d'une idée de l'IEDS (Identité Européenne de Défense et de Sécurité) selon l'exigence allemande la suivirent. *Ibid.*, p.200.

Russie¹⁹², est une nécessité vitale pour elle, d'autant plus que la perspective française sur Russie, durant les siècles précédents, est parallèle à celle de la politique contemporaine allemande.¹⁹³ Cette situation est le fondement d'un avis dont la France et l'Allemagne convinrent : il faut renforcer la Russie pour en faire un pôle de stabilité dans un monde multipolaire et l'enjeu véritable pour l'UE est ainsi de stabiliser la Russie et d'essayer de le faire dans tous les domaines.¹⁹⁴ Mais dans l'ordre actuel des choses, il n'est pas question que la Russie entre dans l'UE à court ou à moyen terme, mais il est néanmoins possible de trouver un statut particulier d'association.

Depuis un certain temps, plusieurs instruments furent élaborés pour encadrer cette relation comme par exemple en 1999, à Cologne, la stratégie commune de l'Union européenne à l'égard de la Russie associait les questions économiques, politiques et sécuritaires. Au mois de mai 2002, l'UE reconnut le statut d'économie de marché à la Russie¹⁹⁵ qui dès lors, s'efforce d'améliorer sa coopération avec l'UE, les dirigeants russes ne cessant de dire qu'elle est leur principal partenaire. En revanche, l'UE la considère avant tout comme un allié économique. Toute la question est maintenant de savoir si les Russes vont se décider à en faire un partenaire en matière de sécurité, autrement dit, est-ce que la PESD sera prise au sérieux par Moscou ? On ne peut nier qu'il y ait une certaine curiosité des Russes pour la PESD, mais en même temps, ils restent pragmatiques et attendent qu'elle ait fait ses preuves.¹⁹⁶ Il y a suffisamment d'indices pour envisager que l'Allemagne joua un rôle

¹⁹² Surtout, grâce à l'initiative de l'Allemagne, la France et la Pologne pays atteignirent un haut niveau de coopération puisque leurs dirigeants se retrouvent régulièrement dans le cadre du "Triangle de Weimar" (institué en 1991). En 2002, leur réunion au château de Hambach près de la ville Neustadt en Pologne, portait sur les relations avec la Russie et l'Ukraine, la sécurité européenne et les conséquences du futur élargissement de l'UE. <http://www.geoscopie.com/chroniques/c5311fev.html>

¹⁹³ Historiquement, la France et la Russie soviétique furent deux pays européens à avoir un discours universaliste. Ils contestaient l'hyper puissance américaine et parlèrent toujours de créer un monde multipolaire.

¹⁹⁴ http://www.cyberscopie.com/pages/art_entre/art12_entre.html

¹⁹⁵ <http://europa.eu.int/abc/doc/off/bull/fr/200205/p106090.htm>

¹⁹⁶ L'autre point intéressant dans les relations Russie-UE est la question du libre transit des habitants de Kaliningrad dans une Europe élargie. Elle est présentée par les Russes comme un test de leur rapport (notamment sécuritaire) à venir avec l'UE.

plus actif dans le développement de la coopération sécuritaire avec la Russie, même si les Russes y restent encore prudents.¹⁹⁷

Section II - Comment assurer la sécurité de l'Europe du point de vue des Allemands?

La Russie reste irrésolue et inquiète quant à l'avenir du processus de l'intégration européenne tant que l'UE ne parvient ni à résoudre ses problèmes fonctionnels au sujet de la PESD ni à assurer également une véritable légitimité pour la PESD. Par ailleurs, le pilier économique du projet « Europe unique » se développe sans le moindre problème, mais le projet politique progresse très lentement et est fréquemment confronté à des obstacles. Bien que l'UE ne soit pas suffisamment capable d'institutionnaliser la volonté politique nécessaire à accroître sa puissance dans les affaires internationales, les Américains montrent aussi une certaine prudence. Le projet de la PESD renferme ainsi un potentiel d'irritations au niveau des relations transatlantiques. Aujourd'hui, les Américains exposent même très ouvertement leur impression sur la nouvelle autonomie de l'ancien continent dans la politique de sécurité et de défense. Pendant des années, Washington avait poussé les Européens à prendre plus de responsabilités dans l'Alliance, mais des projets tel que la troupe d'intervention européenne comptant 60.000 soldats d'ici à l'an 2003, leur fait craindre de rompre les relations sur le plan fonctionnel, donc de perdre leur influence.

Il est néanmoins possible de dire que cette irritation américaine ne fait pas partie d'une politique constante de l'Etat, mais reflète tout de même une tendance générale des Américains. Il y a seulement quelques années, à l'époque du président Bill Clinton, les Etats-Unis n'empêchaient pas l'UE de développer son propre système sécuritaire et même ils l'assistaient partiellement dans certains cas. Par exemple, au cours des événements du Kosovo les dirigeants américains, avec leurs homologues européens, n'hésitaient même pas à déclarer qu'ils accordaient une grande importance au développement de l'efficacité de la PESD.¹⁹⁸ Mais quand

¹⁹⁷ Au cours du sommet de St-Petersbourg (31mai 2003), Schröder déclara : « *Dans le cadre d'une Union (européenne), la Russie et l'UE sont deux partenaires stratégiques afin de maintenir la paix et la stabilité mondiale.* » et il souligna la nécessité d'améliorer ce partenariat.
<http://www.ntvmsnbc.com/news/218221.asp>

¹⁹⁸ A.Hyde-Price, *Germany & European Order*, op.cit., p.198.

George W. Bush fut élu président en novembre 2000, cette conduite « positive » des Américains changea brusquement. Aujourd'hui les Etats-Unis interrompent *de facto* leur soutien à la sécurité européenne, et deviennent indifférents et adoptent une politique en défaveur de la logique d'une sécurité coopérative mondiale. Ce nouveau conservatisme de la politique étrangère américaine est ainsi appelé doctrine Bush, engendre une différenciation à la fonctionnalité de l'OTAN et par conséquent, forme l'un des principaux facteurs nuisant au développement de la PESD. Après les attentats du 11 septembre, l'intervention américaine en Afghanistan par la voie d'une force d'intervention urgente fut la première application de cet argument qui offre l'occasion à l'OTAN d'intervenir dans tout territoire où il y aurait une menace potentielle, même si elle y est incompétente.¹⁹⁹

Cette transformation pose toutefois certains problèmes pour l'avenir de l'édifice sécuritaire européen, mais nous avons vu précédemment que le vrai problème de la protection de l'efficacité de la PESD provient de facteurs internes plutôt qu'extérieurs. Les doubles piliers de l'intégration européenne, l'élargissement et l'approfondissement, furent adoptés comme unique solution pour transformer l'Union en un pôle de domination au sein des politiques mondiales. Mais, lorsque le partenariat politique s'intensifie, la structure hétérogène de l'Union engendrant plusieurs confrontations, y compris l'opposition des intérêts des différents pays, devient de plus en plus compliquée. L'élargissement de l'UE à 25 membres (et plus) pose toutefois la question de la capacité d'action, et ce notamment dans le domaine intergouvernemental de la PESD. La participation à une opération concrète de la PESD devra rester volontaire, bien que la solidarité puisse entrer, dans certains cas, en ligne de compte. Pour cette raison, il est d'autant plus urgent de prendre des dispositions garantissant une action efficace de l'UE.

Evidemment, s'efforcer de rendre la PESD plus efficace n'est pas suffisant en soi, il faut aussi savoir profiter de toutes les possibilités que le multilatéralisme offre à l'Europe et surtout à l'Allemagne, sinon, nous ne pourrions envisager un véritable système de sécurité autonome pour l'Europe ni une projection sécuritaire sur l'axe France-Allemagne-Russie. L'Allemagne désire recentrer l'ONU, organisation ayant

¹⁹⁹ Les premiers pas concrets de cette transformation structurelle se firent le 21-22 novembre 2001, au cours du sommet de l'OTAN à Prague.

trois pays. Mais actuellement, l'Allemagne n'a ni les ressources suffisantes ni le poids diplomatique nécessaire pour conduire seule les affaires européennes. Elle donne ainsi l'impression que les rapports transatlantiques sont essentiels et qu'elle n'arrive pas imaginer l'avenir de l'Europe sans une forte présence des Etats-Unis sur le vieux continent.

Pour cette raison, l'Allemagne est ainsi le pays qui joue le médiateur et qui se débat le plus à résoudre les problèmes entre l'OTAN et la Russie et à élever les relations à un niveau de coopération évolué voire à un partenariat. D'une part, elle suggère à la Russie d'accepter la présence américaine à ses portes comme un des plus sûr moyen de garantir l'intégrité territoriale et, d'autre part, elle essaye d'améliorer les relations OTAN-Russie. A la suite des attentats du 11 septembre surtout, la proposition du secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, concernant l'évolution des relations OTAN-Russie à un niveau de partenariat privilégié, fut un pas tout à fait parallèle aux souhaits de l'Allemagne.²⁰² En effet, Poutine la considéra comme l'occasion idoine pour manipuler la question tchétchène, qui lui pose beaucoup d'handicaps aux sommets internationaux, sous la rhétorique de « lutter contre la terreur ». Cette habile conduite lui servit évidemment à donner l'impression d'une volonté de compréhension étroite avec Washington.

La formule du secrétaire général Robertson visant à fonder un nouveau mécanisme qui enrichi la coopération OTAN-Russie est baptisée la solution de 19+1. La Russie obtient ainsi le droit de participer aux décisions sécuritaires de l'organisation qui l'intéressent directement.²⁰³ Cette proposition encadre cependant la transformation du Conseil Permanent Commun, qui était uniquement un conseil consultatif, en R-NAC (Russia - North Atlantic Council) qui donne à la Russie des droits équivalents à ceux des 19 membres de l'OTAN et même dans certains cas le droit de veto. Cette formule est actuellement perçue comme le meilleur moyen pour canaliser la Russie en une ligne parallèle à celle de l'OTAN sans l'adhérer dans l'alliance et dans le système de commandement militaire.²⁰⁴ Il est néanmoins

²⁰² <http://www.nato.int/docu/pr/2001/p011207f.htm>

²⁰³ Ces décisions comprennent en particuliers la lutte contre la terreur et le crime organisé, le maintien de la paix, la non-prolifération des armes nucléaires et la résolution de certains problèmes exigeant de promptes solutions. <http://www.nato.int/issues/nato-russia/nato-russia.htm>

²⁰⁴ Avec la déclaration de Rome (le 28 mai 2002) cette formule entra désormais en vigueur. <http://www.nato.int>

possible de deviner que cette tâche secrète convient parfaitement aux intérêts allemands puisque l'adhésion limitée de la Russie aux structures de la sécurité euro-atlantique est un objectif primordial de l'Allemagne. Comme nous l'avons vu, l'Allemagne montrait une prudence semblable quant aux éléments sécuritaires de l'UE car, les dirigeants allemands envisagent à court ou moyen terme que, l'Allemagne et la Russie atteindront presque les limites naturelles de leur coopération stratégique et, actuellement ou dans un avenir proche, aucun indicateur ne semble le démentir.

Aujourd'hui l'Allemagne se trouve dans une situation plus avantageuse que la Russie. D'une part, ces anciens adversaires sont maintenant ses fidèles alliés, d'autre part, elle enrichie progressivement son économie et fortifie sa position internationale grâce à ses affiliations efficaces au sein de l'UE, l'OTAN et l'ONU. De cette manière elle obtient une grande marge pour déterminer les destins d'autres pays et évidemment le sien. Par contre, dans le cas de la Russie la situation est loin d'être brillante puisque aujourd'hui, elle est limitée partout et c'est un grand paradoxe si nous évoquons son passé. Elle perdit une remarquable partie de ses alliés, de ses structures multilatérales, de son territoire, de ses ressources et de son prestige ; elle est sous la dépendance du rôle que les occidentaux lui obligent à jouer.²⁰⁵ Elle donne ainsi l'impression qu'elle ne pourra pas aisément montrer une véritable présence vis-à-vis de l'actuel statut de l'Allemagne, et ne sera toutefois plus qu'une composante de la stabilité euro-atlantique de la politique étrangère allemande. Mais cette négation ne l'empêche pas de rechercher différentes alternatives qui vont lui assurer les conditions idéales pour se transformer de nouveau en une grande puissance mondiale.

Section III - Les Attentes et Projections : où vont l'Allemagne et la Russie

Au moment où la Russie s'éloignait de l'Europe en raison de l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999, le Premier ministre Primakov parlait cependant d'un

²⁰⁵ Il se trouve plusieurs exemples sur ce sujet, mais parmi eux l'un est remarquable : malgré son opposition à propos des bombardements de l'OTAN de mars 1999 sur la Serbie rien ne changea et elle fut obligé de se soumettre la nouvelle présence militaire des Américains près de ses portes. Son désespoir vis-à-vis de la coopération militaire de la Georgie et des Etats-Unis fut un autre exemple. Même si ceux-la confortèrent les Russes dans leur idée que les Etats-Unis tentent de les marginaliser dans ce qu'ils considèrent comme leur sphère naturelle d'influence en Europe, ils ne firent que quelques reproches contre ceux-la. A.Marin, *op. cit.*, p.10.

triangle Pékin-New Delhi-Moscou et souhaitait un rapprochement avec l'Iran. Mais dès sa naissance, cette mise en scène était aléatoire puisque la création d'un tel triangle occasionnerait tout d'abord des incertitudes en raison des relations entre l'Inde et la Chine, d'autre part, il faut toujours garder en mémoire qu'à long terme, la Chine sera la principale rivale de la Russie en Asie. D'ailleurs, dès à présent, les stratèges russes commencent à évoquer la « menace » chinoise. De plus, les activités terroristes des groupes islamistes sont désormais de sérieux risques pour la Russie, ainsi, il n'est pas impossible de supposer qu'elle sera dans l'obligation de renoncer un jour à sa tentation de grande puissance eurasiatique.²⁰⁶

Pourtant, la Russie est toujours un pays exportateur d'armes et de technologie militaire majeur, et entretient également une force militaire dissuasive même si sa technologie vieillit et ses possibilités -notamment économiques- permettent de moins en moins de la maintenir en état.²⁰⁷ S'il faut donner un exemple, la coopération militaire russo-chinoise permet une nette amélioration du système militaire chinois et de la valeur ajoutée de l'économie russe.²⁰⁸ D'ailleurs, la Russie s'aperçoit explicitement de l'importance de cet atout qui perdure de l'ère soviétique et s'efforce ainsi de l'adapter au système international de sécurité. Pour cette raison, elle tâche de canaliser ses ressources limitées pour un remaniement d'envergure consistant à moderniser les équipements, mieux entraîner les hommes et réformer l'industrie des armements.²⁰⁹ Par ailleurs, ces dernières années, l'équipe Poutine accorde une importance privilégiée à la modernisation des forces terrestres ainsi, la recentration des forces militaires s'est fait parallèlement à la puissance actuelle du pays.²¹⁰ En effet, les slogans en faveur de la « dénucléarisation totale » entament un important pilier du discours traditionnel de l'Etat russe mais, les stratèges russes accumulent actuellement les raisons de conserver et de développer d'importantes forces

²⁰⁶ H.Stark, *op. cit.*, p.609.

²⁰⁷ Bien que ses dépenses militaires prévues pour 2001, soient équivalentes à un cinquième du budget général, cette somme est nettement insuffisante pour assurer l'entretien et le développement d'une armée qui compte 1,2 million soldats. Par exemple, un pays occidental comme la France dépense quatre fois plus pour des forces militaires qui comptent moins de 400.000 soldats. L.Rucker & M.Crosnier, *op. cit.*, p.111.

²⁰⁸ *Ibid.*, p.112.

²⁰⁹ « Trois étapes furent annoncées pour cette modernisation : réorganisation des services du ministère de la Défense, suivie de la mise en place d'une armée sous juridiction russe, puis une réduction d'effectifs pouvant affecter de 700 000 à 2,1 millions d'hommes. »

http://www.stratisc.org/strat/strat_056_THOM2_5.html

²¹⁰ *The International Institute for Strategic Studies : Military Balance*, 2000-2001, pp.106-112.

nucléaires stratégiques. Selon eux, les forces nucléaires sont ainsi « *le seul moyen de préserver l'équilibre entre une Russie en pleine crise économique et démographique et une Chine dynamique qui pourrait devenir expansionniste.* »²¹¹

Il apparaît d'une part que la Russie sera toujours faible en matière de politique internationale tant qu'elle considèrera le renforcement de ses structures militaires comme le seul moyen de compenser son manque d'influence, mais d'autre part, en tant que pays ayant perdu la capacité de ses potentiels multilatéraux, elle n'a que peu de choix. Depuis 1997, elle tente d'activer et d'approfondir ses relations au sein de la CEI et de transformer cela en une intégration économique plus intensive, puisqu'elle admet que l'intégration eurasiatique pourrait être son unique choix pour défendre ses intérêts nationaux. Dans ce contexte, l'adoption de l'Ukraine -surtout en matières économiques et politiques- comme partenaire privilégié de la Russie, est considéré comme un pas stratégique.²¹² Grâce à la signature des traités de 1997 régulant les questions de la flotte de la mer Noire et les problèmes frontaliers, les relations russo-ukrainienne s'améliorèrent également. La Russie tente donc d'atteindre des niveaux de conciliations similaires avec la Biélorussie et ainsi qu'avec les autres pays slaves. En somme, elle désire garder sa position protectrice dans la CEI et être toujours capable de la renforcer par un pilier de sécurité.

Par contre, même si la Russie souhaite actuellement conserver la ligne de la démocratisation et de l'économie de marché, cela ne signifie pas qu'elle soit toujours capable d'instaurer un système effectif et stable. En tant que pays solidement attaché aux traditions autoritaires et n'ayant pas entièrement accompli sa période de transition dans l'après-Guerre Froide, la Russie pourrait aisément sombrer dans des politiques radicales. Les possibles ambitions expansionnistes de la Russie pourraient ainsi engendrer des inquiétudes, en premier lieu aux Etats-Unis et en Allemagne, et aussi en Europe centrale et orientale et aux pays baltes. Dans le cadre d'une possible réaction collective, les processus d'intégration européenne et de l'OTAN s'accéléraient et la Russie se trouverait elle-même isolée, à tel point que l'influence de l'OTAN sur le vieux continent redoublerait.

²¹¹ http://www.stratisc.org/strat/strat_056_THOM2_5.html

²¹² A.E.Stent, *op. cit.*, p.239.

Quant aux Allemands, leur inquiétude de l'avenir provient d'agents intérieurs plutôt que ceux cités ci-dessus. Le niveau de civilisation et de prospérité qu'ils atteignirent permit à leur pays de répandre son influence et développer ses rapports multilatéraux à la politique internationale. Mais cette spécificité est aussi la cause d'une « faiblesse » différente avec laquelle l'Allemagne n'avait jamais été confrontée auparavant. La plupart de l'opinion publique allemande s'oppose inconditionnellement à une éventuelle inclinaison militaire de leur Etat, en ce qui concerne une nouvelle identité expansionniste. Il est cependant étonnant de constater l'évolution intellectuelle des Allemands, puisque durant de longs siècles, les valeurs militaristes -dite culture *junker*- occupaient une place prioritaire dans la vie culturelle.²¹³

Par ailleurs, les Allemands ont une autre raison concrète de s'inquiéter pour leur avenir, les indicateurs démographiques sont en effet dans le rouge et depuis une décennie, la République fédérale connaît un taux de fertilité parmi les plus bas du monde. Cette faiblesse démographique devrait avoir au moins deux conséquences pour la politique de sécurité et de défense. La première est une raréfaction des ressources humaines disponibles pour les forces armées. Les classes d'âge vont fondre rapidement et les jeunes en âge d'accéder au marché du travail représenteront des valeurs rares et donc sollicitées par le secteur civil. D'autre part les ressources budgétaires -certainement- croissantes seront nécessaires pour couvrir les dépenses sociales et de santé d'une population dont les plus de soixante ans représenteront plus de 20 millions de personnes.²¹⁴ En outre, Il faut évoquer qu'à part des éventuels aspects de cet inconvénient démographique, la position territoriale de l'Allemagne pourrait cependant renfermer autant de pression sur l'avenir de son économie.

L'Allemagne, en tant que géant économique, est plus fragile vis-à-vis des fluctuations économiques mondiales que les autres pays développés, car son

²¹³ *Junker* est le nom de la classe des officiers militaires et des propriétaires terriens, était le groupe le plus favorisé et se trouvaient au centre de la culture militaire des sociétés germaniques. Même si leur influence psychologique ne furent détruites totalement, ils gardent toujours un certain prestige notamment dans les esprits des couches provinciales de la population. Murat Belge, « Ulus-devlet süreci (2) », *Radikal*, 30 novembre 2002, p.9.

²¹⁴ <http://unstats.un.org/unsd/demographic/social/population.htm> et United Nations : World Population Prospects 1996, annex II and III, New York, 1997.

économie est extrêmement dépendante de la matière première. Si l'économie allemande perdait un jour sa stabilité ou pour le moins donnait les signes précurseurs d'une catastrophe économique, l'Allemagne perdrait certainement sa fiabilité et entraînerait moult préoccupations pour les pays alentours et évidemment pour le monde entier.²¹⁵ Une telle situation pourrait nécessairement engendrer la montée des tentations nationales et la création d'un gouvernement proche d'une supériorité militaire et finalement le retour des politiques chauvinistes.²¹⁶ Il est certain qu'une Allemagne, qui tenterait de compenser ses dommages économiques et politiques par le réarmement, et qui occasionnerait l'expansion d'un nouveau nationalisme dans la société, pourrait aisément engendrer une transformation totale de la structure de la sécurité européenne. Dans ce cas, les relations entre l'Allemagne et la Russie deviendraient particulièrement vulnérables. Une telle situation pourrait guider la Russie à prendre toutes les mesures imaginables, comme la coopération avec les anciens alliés de l'Allemagne en OTAN, pour faire front aux possibles malveillances allemandes. Or, elle pourrait s'efforcer d'améliorer ses rapports économiques avec l'Allemagne afin de l'apaiser. Mais en tout cas, si l'Allemagne devenait encore une fois le centre de tentations nationalistes, la Russie serait sûrement incapable d'atteindre une prospérité économique raisonnable ni se transformer en un pays démocratique.

Mais le pire scénario sera certainement le retour du nationalisme et de l'autoritarisme simultanément dans les deux pays. Ceci serait probablement le résultat de politiques économiques échouées et inadaptées. L'Europe redeviendrait le point focal des conflits mutuels, sorte de spirale infinie, entre l'hégémonie allemande et russe. Finalement, l'Europe centrale et orientale se diviserait encore une fois en deux le calme serait le rêve auquel aspirerait les peuples de ces territoires.²¹⁷

Pourtant, nous avons vu que les perspectives de l'Allemagne et de la Russie sont plutôt basées sur un point de vue contraire de celui cité ci-dessus. La Russie est donc loin d'être une puissance militaire agressive et l'Allemagne a une démocratie

²¹⁵ I.S.Canbolat, *op. cit.*, p.127.

²¹⁶ Stent estime qu'une telle déviation politique pourrait engendrer même le retrait de l'Allemagne à l'OTAN et la demande des anciens territoires allemands comme Kaliningrad, le reste de la Prusse orientale, la Poméranie et peut-être la Silésie. A.E.Stent, *op. cit.*, p.238.

²¹⁷ A.E.Stent, *op. cit.*, p.244.

satisfaisante et stable. Aujourd'hui, l'équipe de Schröder poursuit l'habitude politique de l'Allemagne, c'est-à-dire la politique de « retenue » et accorde clairement la priorité à l'institutionnalisation de la démocratie, de l'économie de marché et des droits de l'Homme et à la sécurité collective, donc à la prévention des conflits et à leur résolution non militaire. Quand l'Allemagne sera plus intégrée aux structures européennes, elle désira de plus en plus coopérer et coexister avec la Russie et lui faire adopter les principes démocratiques et de l'économie de marché. Ainsi, l'Europe centrale et orientale fera partie intégrante de la communauté de sécurité transatlantique et l'Allemagne pourra poursuivre la politique d'équilibre entre les orientations euro-atlantistes et celles orientales. Quant à Russie, elle prendra toujours une position proche de l'Allemagne, mais essentiellement, elle tentera de valoriser tous les moyens conjoncturels en vue de se mouvoir librement sur le plan international et donc de regagner le statut de grande puissance mondiale, ou tout au moins, de faire survivre cette idée.



CONCLUSION

Dans l'après-Seconde Guerre Mondiale, dès le moment où la République fédérale reprit ses forces, elle commença à mettre en scène son grand projet national afin de réunir les deux Etats allemands et de fonder une Europe plus intégrée et plus efficace. En tant que super puissance, elle pourrait s'imposer comme chef de l'Europe, perspective qui pourrait se réaliser à moyen ou long terme. Depuis l'achèvement de la période de Guerre Froide, l'Allemagne entreprend de redéfinir ses intérêts nationaux et accorde une importance centrale à la présence russe au sein des relations internationales. Elle soutient sincèrement le maintien de toute stabilité en Russie et désire évidemment que la Russie atteigne un plus haut niveau parmi les autres nations du monde, puisqu'elle la considère comme une composante indirecte de sa stabilité. L'Allemagne continue à soutenir significativement la période de transition en Russie en la créditant financièrement dans le but de ne pas subir les préjudices d'une désintégration en Europe centrale et orientale. En échange, la Russie considère l'Allemagne comme sa plus importante partenaire en Europe en espérant se débarrasser des imprécisions du présent status-quo. Dans un avenir prévisible, il n'y a donc aucun indicateur montrant une rupture de ces étroites relations. Au contraire, il se trouve plusieurs indices parallèles à cette conduite positive, comme l'instauration collective de l'édifice sécuritaire de l'Europe, l'adhésion plus effective de la Russie aux affaires transatlantiques, le maintien d'un fort consensus au sein de l'ONU, l'accroissement continu des échanges commerciaux, etc.

Pourtant dans un avenir lointain, il est délicat de savoir si les points rassurants de leurs relations bilatérales perdureront. Nous pouvons supposer que les Russes continueront à attacher une importance particulière aux relations germaniques, mais en revanche, nécessairement, l'Allemagne en accordera de moins en moins à mesure que les processus d'intégration européenne et de l'OTAN, feront leurs preuves en Europe centrale et orientale. Mais en tout cas, les relations germano-russes seront déterminantes dès qu'il y aura lieu de restructurer la sécurité européenne. Et si nous considérons que ces relations sont forcément dépendantes

des recherches d'identité nationale, nous saisissons alors que les équilibres sensibles à propos de ce sujet peuvent aisément engendrer plusieurs risques. Il ne faut pas oublier que lors du dernier siècle, ces deux pays n'hésitèrent jamais à exercer des politiques expansionnistes vis-à-vis de la liberté et des souverainetés de leurs voisins en vue de renforcer leurs propres-puissances et sécurités. Par ailleurs, l'Europe centrale et orientale en particulier est toujours actuellement très sensible quant aux sujets ethniques, telle un funambliste de pendant du vent, puisque durant la dernière décennie, cette région devint la scène de terribles guerres et de grandes tragédies.

Mais il faut souligner de nouveau que l'Allemagne et la Russie sont actuellement interconnectées à différents niveaux et partagent une histoire intensive, néanmoins contradictoire. Depuis la réunification de l'Allemagne, leurs relations s'améliorent, mais restent néanmoins en état de transition. Pourtant, les attitudes des dirigeants des deux parties appartenant à la nouvelle génération, auront certainement une influence profonde sur le développement des relations mutuelles. Cependant, au XXI^{ème} siècle, leurs rapports pourront atteindre un niveau productif alimentant véritablement les deux parties tant que cette génération sera capable d'assurer une base minimale de communication commune et finalement d'intégrer les deux pays entre eux. D'autre part dans le cadre des structures multilatérales, la Russie pourra recentrer la création de relations similaires avec les autres pays de l'Europe comme un des principaux instruments de sa stratégie nationale, le temps nécessaire à se transformer en un pays absolument stable et prospère comme l'Allemagne. Dans une certaine mesure, l'avenir de l'Europe dépend du succès de ce processus.

A l'époque de l'après-Seconde Guerre Mondiale, le présent status-quo en Europe fut seulement le rêve des alliés occidentaux, y compris notamment les Etats-Unis. Ils désiraient que chaque pays de l'Europe soit capable d'atteindre sa souveraineté et de s'intégrer volontairement aux structures multilatérales sans la moindre menace des Allemands et des Russes ; ainsi, ces pays développeraient graduellement leurs prospérités et feraient toutefois partie du système de commerce mondial. Aujourd'hui, on a déjà bien dépassé ces attentes. A partir de maintenant, la question se pose de savoir si les Etats-Unis seront toujours capables de jouer le rôle

de leader sur les territoires européens, ou s'ils seront de simples spectateurs de la domination absolue de l'Europe par le nouveau leader qu'est l'Allemagne et qui est sûrement soutenue par son partenaire, la Russie. Dans une large mesure, la réponse dépend du succès de l'Allemagne au XXI^{ème} siècle, à atteindre ses objectifs, et aussi de la réussite de la Russie à faire partie intégrante des objectifs allemands dans l'intention de fortifier les siens.



BIBLIOGRAPHIE

A - OUVRAGES

ASH Timothy Garton, *In Europe's Name - Germany and the Divided Continent*, Londres, Vintage, 1994.

BOYER Yves, *Allemange(s) Certitudes et Incertitudes de la Politique de Sécurité*, Paris, Ellipses, 1999.

BROWN Archie, *Comtemporany Russian Politics*, New York, Oxford University Press, 2001.

CANBOLAT İbrahim S., *Değişen Dünya ve Alman Dış Politikası*, İstanbul, Ezgi Kitabevi Yayınları, 1995.

COLARD Daniel, *La Société Internationale après la Guerre Froide*, Paris, Armand Collin, 1999.

COX David, *Retreating From The Cold War*, New York, New York University Press, 1996.

DEDEOĞLU Beril, *Dünden Bugüne Avrupa Birliği*, İstanbul, Boyut Yay., à paraître en automne 2003.

DANILOV Dmitri & De SPIEGELEIRE Stephan, *Du découplage au recouplage : Une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale ?*, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1998.

DAVID Charles-Philippe & LEVESQUE Jacques, *The Future of NATO - Enlargement, Russia, and European Security*, Londres, McGill-Queen's University Press, 1999.

DONALDSON Robert H. & NOGEE Joseph L., *The Foreign Policy of Russia : Changing Systems, Enduring Interests*, Londres, M.E.Sharpe publ., 1999.

D'ENCAUSSE Hélène Carrère, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1992.

FRIES Fabrice, *Les Grands Débats Européens*, Paris, Editions du Seuil, 1995.

GRARE Frédéric, *La Russie Dans Tous Ses Etats*, Paris, Collection Axes, 1996.

HARNISCH Sebastian & MAULL Hanns W., *Germany as a Civilian Power?*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2001.

HYDE-PRICE Adrian, *GDR-Soviet Relations*, Londres, Alex Pravda publ., 1992.

HYDE-PRICE Adrian, *Germany & European Order*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2000.

KATZENSTEIN Peter J., *Tamed Power in Europe*, New York, Cornell University Press, 1997.

KNUDSEN Olav F., *Stability and Security in the Baltic Sea Region*, Oslo, Frank Cass, 1999.

LANDAU Alice, *La Diplomatie Internationale en Europe Centrale*, Paris, Editions l'Harmattan, 1998.

LEPESANT Gilles, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne*, Paris, Editions L'Harmattan, 1998.

NØRGAARD Ole & JOHANNSEN Lars, *The Baltic States After Independence*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 1999.

ORAN Baskın, *Türk Dış Politikası - Tome I*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002.

PARMENTIER Guillaume, *Le Retour de l'Histoire*, Paris, Editions Complexe, 1993.

PHILLIPS Ann L., *Power and Influence After the Cold War : Germany in East-Central Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2000.

Le PRESTRE Philippe G., *Role Quests in the Post-Cold War Era*, Montréal, Mc Gill's Queen's University Press, 1996.

PRIZEL Ilya, *National Identity and Foreign Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

RITTBERGER Volker, *Germany Foreign Policy Since Unification*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2001.

SANDER Oral, *Siyasi Tarih - Tome II*, Ankara, İmge Kitabevi, 1998.

SAKWA Richard, *Russian Politics and Society*, Londres, Routledge, 1996.

SHAW Denis J.B., *Russia in the Modern World*, Londres, Blackwell Publishers, 1998.

SHEARMAN Peter, *Russian Foreign Policy Since 1990*, San Francisco, Westview Press, 1995.

SPILLMAN Kurt R. & WANGER Andreas, *Russia's Place in Europe : A Security Debate*, Bern, Peter Lang Press, 1999.

STENT Angela E., *Russia and Germany Reborn - Unification, The Soviet Collapse, and The New Europe*, New Jersey, Princeton Univ. Press, 1999.

TELÒ Mario, *L'Union européenne et les défis de l'élargissement*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1994.

WAHL Alfred, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, Armand Colin Press, 1995.

YERGIN Daniel & GUSTAFSON Thane, traduit par Ö.Arıkan, *Rusya 2010 ve Dünyadaki Yeri*, İstanbul, Sabah Kitapları, 1994.

YILDIZ Yavuz Gökalp, *Stratejik Vizyon Arayışları ve Türkiye*, İstanbul, Der Yayınları, 2001.

B - THESES ET MEMOIRES

ASLAN Dursun, *German Foreign Policy after the Cold War*, Mémoire de DEA dirigé par Prof.Dr.Cengiz Okman, Institut des Sciences Sociales à l'Université Fatih, İstanbul, 1999.

CANBAŞ Fahrettin, *Russian Security Policy After the End of the Cold War*, Mémoire de DEA dirigé par Prof.Dr.Cengiz Okman, Institut des Sciences Sociales à l'Université Fatih, İstanbul, 1999.

C - PERIODIQUES

a - Articles

CAVANAGH HODGE Carl, « Germany and the Limits of Soft Security », *European Security*, Vol.7, No.3, 1998, pp.110-129.

DALVI Sameera, « The Post-Cold War Role of the Bundeswehr », *European Security*, Vol.7, No.1, 1998, pp.97-115.

DRAKE Gordon C., « German Security and Central Europe », *European Security*, Vol.6, No.4, 1997, pp.72-85.

GODZIMIRSKI Jakub M., « Russian National Security Concepts 1997 and 2000: A Comparative Analysis », *European Security*, Vol.9, No.4, 2000, pp. 73-91.

HAMPTON Mary N., « Institutions and Learning : Explaining Incremental German Foreign Policy Innovation », *European Security*, Vol.5, No.4, 1996, pp.543-563.

IVANOV Igor, « Russie : une politique étrangère ? », *Le Courier des pays de l'Est*, No.1005, mai 2000, pp.62-72.

LEGVOLD Robert, « Russia's Unformed Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol.80, No.5, sept-oct 2001, pp. 62-75.

LEPESANT Gilles, « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN », *Etudes du CERI*, juillet 1997, No.29, pp.1-46.

MARIN Anaïs, « Dix ans des relations russo-baltes », *Le courrier des pays de l'Est*, No.1003, mars 2001, pp.4-16.

MARIN Anaïs, « Un litige russo-allemand », *Le courrier des pays de l'Est*, No.1008, septembre 2000, pp.64-77.

MARTENS Stephan, « L'Allemagne dix ans après l'unification », *Revue Internationale et Stratégique*, No.39, 2000, pp.41-49.

MEIERS Franz-Josef, « La politique allemande de sécurité et de défense à la croisée des chemins », *Politique Etrangère*, 1-2000, pp.47-65.

PETERS Susanne, « Germany's Security Policy after Unification : Taking the Wrong Models », *European Security*, Vol.6 no.1, 1997, pp.19-47.

RUCKER Laurent & CROSNIER Marie-Agnès, « Russie 1999-2000 », *Le Courier des pays de l'Est*, No.1010, nov-déc 2000, pp.105-132.

STARK Hans, « Allemagne - Russie : les aléas d'un partenariat difficile », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, pp.599-613.

STÜRMER Michael, « Les conséquences de 1989 : les objectifs de la politique étrangère allemande », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, pp.513-519.

WOHLFELD Monika, « l'Allemagne et l'Europe centrale », *Politique Etrangère*, 3/96, Automne 1996, pp.615-629.

b - Journaux et bulletins

Cumhuriyet Gazetesi

The Economist

Military Balance, 2000-2001

Le Monde Diplomatique

Radikal Gazetesi

c - Ressources électroniques

www.stratisc.org

www.ntvmsnbc.com

english.pravda.ru

solidariteetprogres.online.fr

www.geoscopie.com

www.cyberscopie.com

www.auswaertiges-amt.de

www.nato.int

www.un.org

www.osce.org

old.rian.ru

europa.eu.int

unstats.un.org

ANNEXE I

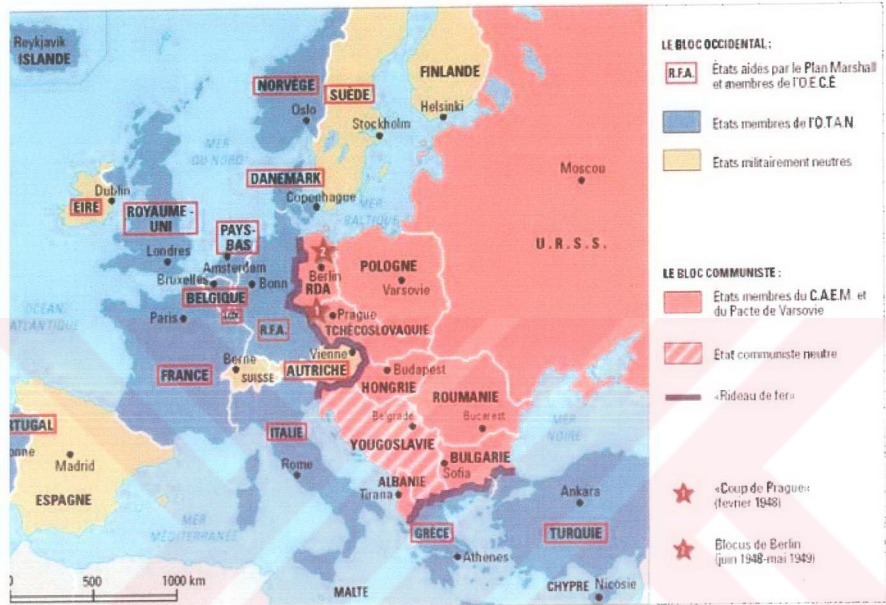


Figure 1 - Europe de la Guerre Froide

l'indépendance de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991, l'Europe est divisée en deux blocs géographiques, politiques et stratégiques : l'Ouest, sous l'aile américaine et rattaché à l'OTAN, alliance défensive constituée en 1949 contre la « menace » soviétique, et l'Est sous l'aile de l'URSS, au sein du Pacte de Varsovie.

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/europeguerrefroide>

ANNEXE II

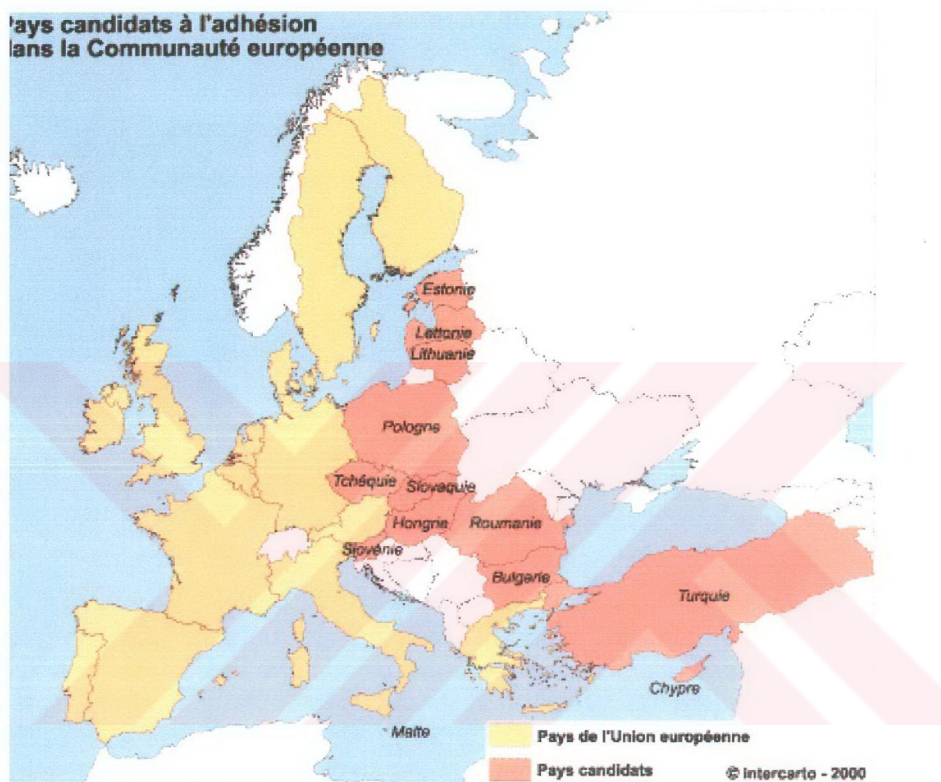
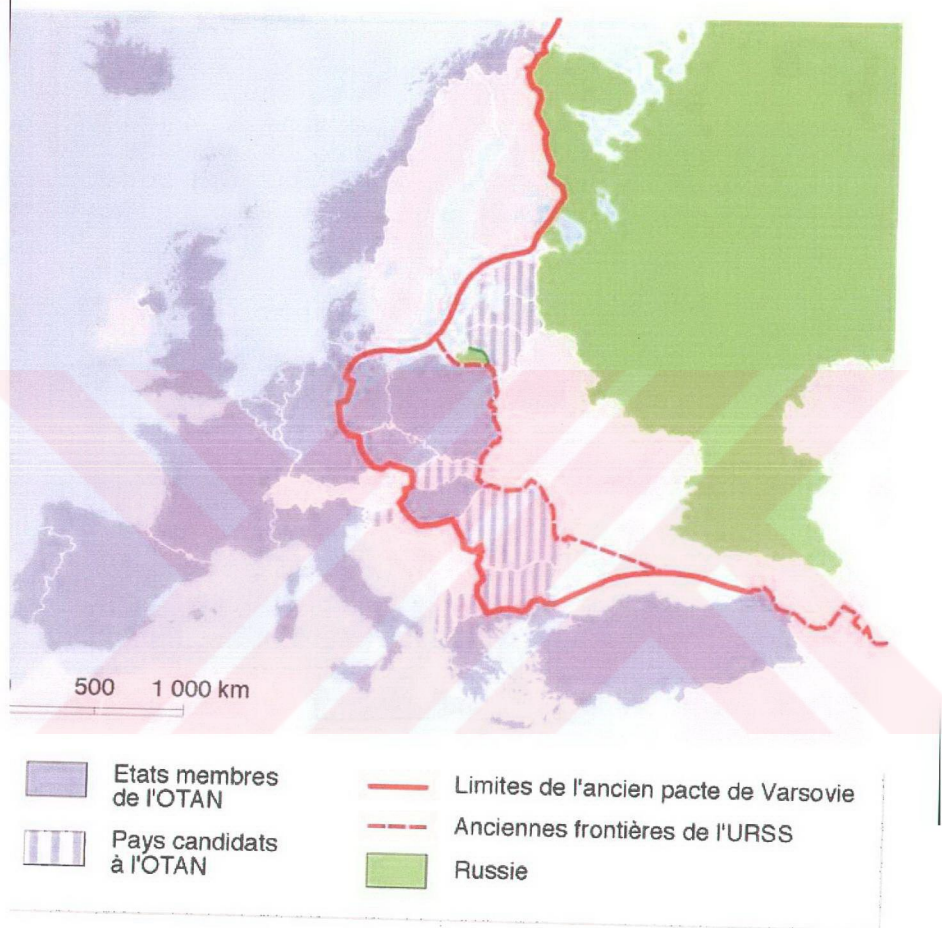
Pays candidats à l'adhésion
dans la Communauté européenne

Figure 2 - Pays candidats à l'adhésion dans l'UE

<http://www.intercarto.fr/html/cartotheque/candid0.htm>

ANNEXE III



3 - Europe de l'après-Guerre Froide

[/www.monde-diplomatique.fr/cartes/europestrat2000](http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/europestrat2000)

ANNEXE IV

Tableau 2 - Commerce entre la Russie et l'UE de 1993 à 2000
(en millions d'euros)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Exportations vers l'UE	15543*	18400,6*	19919,9*	22900*	25539**	21170,5**	14726,9**	19916,6**
Importations provenant de l'UE	11541,2*	12168,7*	13523,8*	13523*	27037,6**	23172,6**	25976,8**	45723,6**
Balance commerciale	4001,8*	6231,9*	6396,1*	8300*	-1498	-2002	-11249	-25807
Exportations vers l'Allemagne	5439,6*	6686,4*	6987,2*	7442,5***	8095,9***	6965***	4756,8***	6373***
Importations provenant de l'Allemagne	5889,7*	5589*	5497,9*	5613	8070,2	6850	7776,8	13976
Balance commerciale avec l'Allemagne	-450,2*	1083,1*	1494,7*	1829***	25***	115***	-3020***	-7603***

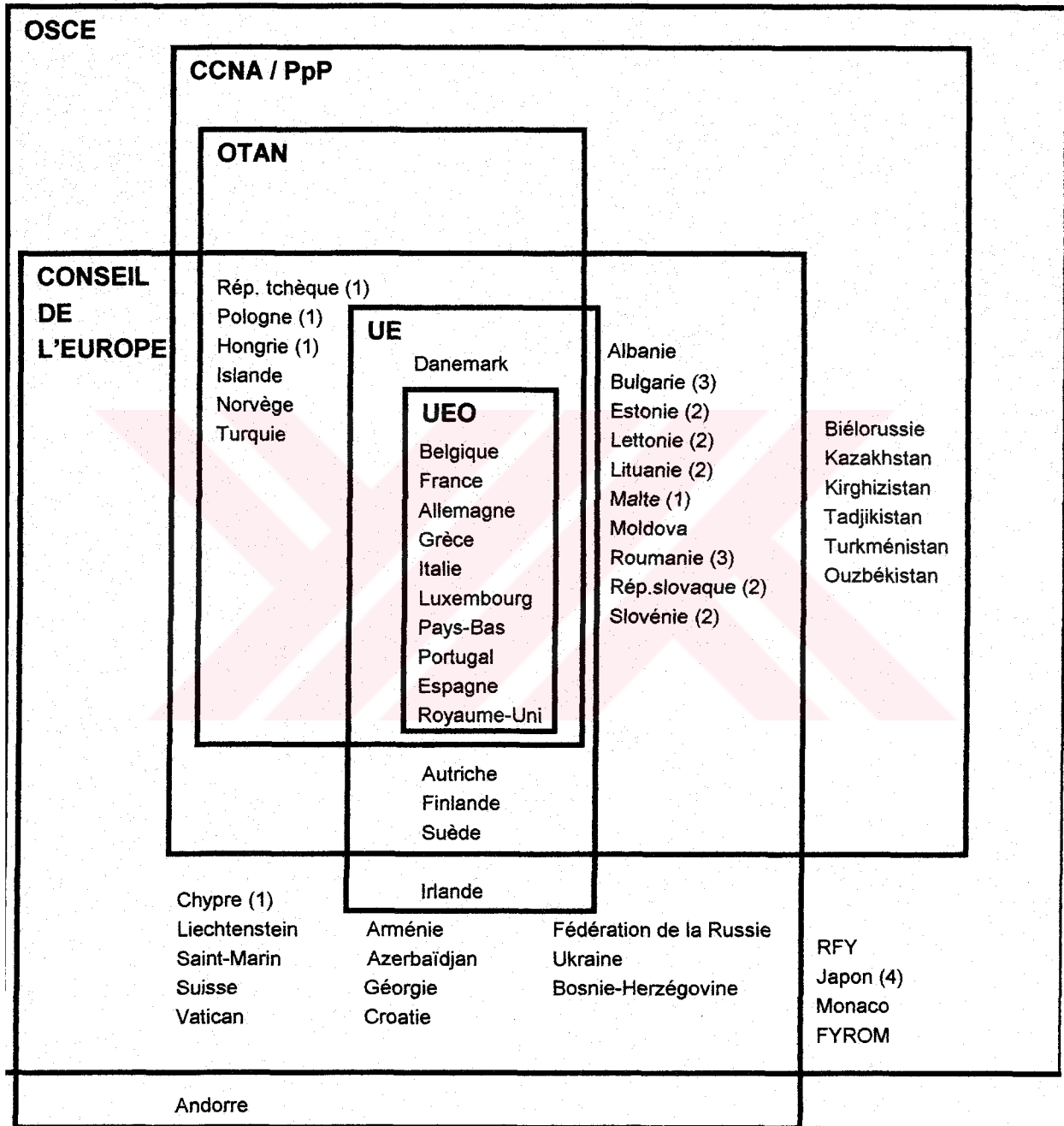
Source : * D.Danilov & S.De Spiegeleire, *Du découplage au recouplage : Une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale?*, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1998, p.6

** http://europa.eu.int/comm/external_relations/russia/intro/trade.htm

*** <http://europa.eu.int/comm/eurostat/Public/datashop>

ANNEXE V

Les structures institutionnelles de la sécurité européenne



(1) Devrait adhérer à l'UE en 2004

(2) Devrait adhérer à l'OTAN et à l'UE en 2004

(3) Devrait adhérer à l'OTAN en 2004 et à l'UE en 2007

(4) Observateur

Sources: www.nato.int, europa.eu.int, www.coe.int et la *Revue de l'OTAN* no: 6, novembre 1995

ANNEXE VI

ACTE FONDATEUR OTAN-RUSSIE

Le 27 mai 1997 a été signé à Paris "l'Acte fondateur" régissant les relations entre l'OTAN élargie et la Russie.

Principes

Instauration d'une sécurité commune par adhésion aux valeurs mises en oeuvre par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et les principes du Droit international

Mécanismes de consultation et coopération

Un Conseil conjoint permanent pour les questions d'intérêt commun (à l'exclusion des questions internes de l'OTAN, des états-membres de l'OTAN ou de la Russie) et sans droit de veto. Le Conseil sera présidé par le Secrétaire général de l'OTAN, un représentant tournant des états membres de l'OTAN et un représentant de la Russie.

Domaines de consultation et coopération

prévention et règlement des conflits

opérations conjointes notamment pour le maintien de la paix

informations sur les politiques de défense

maîtrise et non- prolifération des armements nucléaires, chimiques et biologiques

transparence sur les forces conventionnelles...

Dimension militaire

1) Transparence, modération et confiance

L'OTAN confirme qu'elle ne prévoit aucun besoin de déployer des armes nucléaires sur le territoire de nouveaux membres. Les deux parties encourageront la réduction des Forces conventionnelles

2) Coopération entre les institutions militaires

EVALUATION ET PERSPECTIVES

1°) L'élargissement de l'OTAN

L'OTAN souhaitait pouvoir accueillir de nouveaux membres d'Europe Centrale et Orientale. A la Conférence de Madrid de juillet 1997, les 16 membres de l'OTAN inviteront la Pologne, la République tchèque et la Hongrie à se joindre à eux.

La perspective d'entrer dans l'OTAN favorise les accords entre états voisins. (ex: Hongrie-Roumanie sur leurs minorités ethniques)

La Russie n'acceptera pas l'entrée dans l'OTAN d'anciennes républiques de l'URSS. Les Etats baltes sont candidats mais pas l'Ukraine ni la Biélorussie. Une solution intermédiaire pourrait être la coopération renforcée dans le cadre de "Partenariat for Peace".

2°) Sécurité par le dialogue et la coopération pour éliminer les malentendus

3°) Réduction prévisible des forces conventionnelles

La sécurité procèdera moins de l'accumulation de forces stationnées que de la coopération à tous les niveaux.

4°) Absence de veto sur les décisions et pas de compétence sur les affaires internes des deux parties

5°) L'Acte fondateur ne pourra pas être utilisé contre d'autres états.

(<http://www.geoscopie.com/themes/t336tan.html>)



